

Caminando

En marche !

ISSN 1490-0661

Vol. 30

Année 2015

8\$

RÉSISTANCES FÉMINISTES ET POPULAIRES ALTERNATIVES À L'EXTRACTIVISME



Campagne Énergie, pour qui et pour quoi

VERS UN MODÈLE ÉNERGÉTIQUE PLUS JUSTE, DURABLE ET DÉMOCRATIQUE



Un outil pour penser le concept de justice énergétique à travers des initiatives du Québec, du Canada et d'Amérique latine qui s'appuient sur quatre principes fondamentaux.



Respect de l'environnement
Par Chloé Germain-Thérien



Décentralisation
Par Martin Patenaude-Monette



Accès à l'énergie
Par François Samson-Dunlop



Participation citoyenne
Par Nicolas Lachapelle



Pour obtenir des exemplaires, veuillez vous adresser à education@cdhal.org



CONTENU

- 5 | Éditorial
Julien Boumard-Coallier
- 6 | Un Mur de femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux, pour faire entendre la voix des femmes
Marie-Josée Béliveau
- 10 | La Marche mondiale des femmes : pour la libération de nos corps et de nos territoires
Carmen Diaz
- 13 | Les femmes et l'extractivisme en Amérique latine : l'écoféminisme latino-américain
Lucia Delbene-Lezama
- 16 | Les contradictions du modèle énergétique et la violation des droits humains chez les femmes affectées par les barrages
Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB – Brésil)
- 19 | Les voix de la rivière. La participation des femmes dans la lutte contre les mégaprojets hydroélectriques dans l'État de Veracruz, Mexique
Rosalinda Hidalgo, Luisa Paré et Beatriz Torres
- 23 | Extractivisme : plongée au cœur de la crise climatique
Malika Peyraut et Juliette Renaud
- 25 | Une solution alternative par les femmes du Sud face aux changements climatiques et au patriarcat
Leny Olivera Rojas
- 30 | Lorsque terre rime avec vie : la perspective des femmes sur la question des terres et des eaux au Guatemala
Jackie McVicar
- 33 | Femmes dans la lutte : les rondas femininas de Cajamarca et le peuple Ashaninkas contre l'extractivisme au Pérou
Raquel Neyra
- 37 | Doña Crisanta Pérez, le combat de la fourmi contre l'éléphant
Malik Filah
- 41 | Notre planète n'est pas renouvelable! Entrevue avec Bertha Cáceres
Danilo Urrea
- 45 | Pour six, elles sont des milliers. La lutte d'une communauté Mapuche d'après la force de ses femmes
Nancy Piñeiro Moreno
- 49 | Résister à la violence environnementale contre les femmes
Ángela Cristina Cuenca Sempertegui
- 51 | Femmes, violence et industrie minière
Lina Solano Ortiz
- 54 | Pour notre corps, pour notre terre : des femmes qui défendent la vie
Angela Daniela Rojas
- 57 | La résistance des femmes colombiennes et honduriennes contre l'expansion de la palme africaine ou quand les femmes disent non au capitalisme vert!
Fabienne Elodie Ekobena
- 61 | Un appel aux exercices de conjugaison
Maude Prud'homme
- 64 | Contribution pour un changement du système énergétique
Pablo Bertinat
- 68 | Crise de féminicides au Mexique : la corruption et l'impunité perdurent
Sofia Ramos Díaz
- 73 | Chant de la terre irradiée
Inti Barrios
- 74 | Au revoir Eduardo Galeano, tes paroles de résistance resteront
Équipe du CDHAL
- 79 | Ayotzinapa, la transnationalisation d'un mouvement social
Adriana Pozos et Sofia Ramos
- 84 | Le plurinationalisme et les mégaprojets miniers en Équateur : les peuples autochtones qui défendent la Cordillère du Condor
Michelle Báez Aristizábal
- 88 | La lutte populaire est en *Minga* permanente contre le néoextractivisme et la criminalisation en Colombie
Martha Lucia Gómez
- 93 | Incertitude et mobilisation sur la route du Canal interocéanique du Nicaragua
Roselyne Gagnon
- 98 | « Guatemala, tu fleuriras » Développements et défis autour des mobilisations contre la corruption au Guatemala
Marie-Dominik Langlois
- 102 | Il était une fois une lutte pour la vie
Deysi Rivas et Jaime Sanchez
- 105 | Entre la vie et la forêt, des femmes en lutte
Nadja Palomo et Amelia Orellana



Table des illustrations :

Première de couverture, Anouk Nadeau-Farley en collaboration avec Vladimir Lopez, 2015

- 5 Foire des utopies, Angela Cardenas Roa, 2014
9 4^e action internationale de la Marche mondiale des femmes, 2015
22 Les voix de la rivière, Denis Ninine, 2015
29 Landed Immigrant, Carolina Echeverria, 2013
36 Illu, Jennifer Galewsky, 2015
40 Chumbe, Juan Carlos Prada, 2015
44 Somos ríos y montañas, Liliana Gutierrez, 2015
51 Tissage, Jennifer Galewsky, 2015
57 Mountain Mother, Jassy Watson, 2013
61 Gardiennes de l'eau, Fanny Aïshaa, 2013
67 Vocho, Jennifer Galewsky, 2015
72 Pachamama, Jassy Watson, 2014
78 My own transformation to the land, Carolina Echeverria, 2013
92 Portrait of Amanda Polshies, Elsipogtog, Photo originale Ossie Michelin, Fanny Aïshaa, 2013
108 Soberanía, Angie Vanessita, 2013
- Quatrième de couverture, Jennifer Galewsky, 2015

Biographies des artistes :

Fanny Aïshaa est une artiste visuelle, nomade et autodidacte. Elle recherche un équilibre entre la rencontre des savoirs traditionnels, ancestraux et les perspectives modernes et scientifiques. L'imaginaire est un territoire de liberté, d'affirmation, de rencontre pour transmettre des poésies.

Carolina Echeverria est une artiste chilienne, ré-enracinée à Montréal. Elle a obtenu un diplôme en beaux-arts à Concordia. Ses œuvres sont marquées par sa condition d'immigrante. Elle cherche à faire le lien entre les immigrant.e.s et les Premières Nations qui, selon elle, sont culturellement très rapproché.e.s. Elle est créatrice du projet d'art communautaire « Native-Immigrant ».

Jennifer Galewsky est une graphiste et illustratrice montréalaise. À travers son travail, elle appuie de nombreuses luttes sociales au Québec et au Mexique. Elle a réalisé le logo du Tribunal des peuples sur l'industrie minière canadienne et les couvertures des volumes 28 et 29 de Caminando.

Liliana Gutierrez est une artiste équatorienne qui s'inspire des droits de femmes, de l'environnement et de l'enfance.

Anouk Nadeau-Farley est présidente du Conseil d'administration du CDHAL depuis 2013. Elle est membre travailleuse chez Réseau Koumbit, un organisme autogéré, et militante environnementale notamment avec le collectif du Mur de femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux.

Denis Ninine est un artiste plasticien vivant et travaillant aux Abymes, à l'île de Guadeloupe. Diplômé de l'école d'art de Martinique en 2008, il a fait plusieurs expositions en France, Martinique et Guadeloupe. Ses influences sont la bande dessinée, le surréalisme et le graffiti. Il a réalisé plusieurs illustrations pour le volume 29 de Caminando.

Juan Carlos Prada est un artiste né en Colombie. Sa conception du travail dans l'art est liée avant tout à la défense de la terre. Ses créations en sculpture et peinture sont des processus développés sur les questions liées aux générations primitives et ancestrales.

Angie Vanessita est une artiste graphique colombo-équatorienne. Illustratrice autodidacte, ses créations sont organiques et colorées. Elle a travaillé avec plusieurs organisations de défense de l'environnement pour la réalisation de dessins, illustrations et campagnes.

Jassy Watson est une artiste féministe et activiste australienne. Elle crée ses œuvres pour honorer la terre; ses peintures sont des prières de guérison. Elle enseigne l'art dans des contextes communautaires et son but est celui d'inspirer les femmes à se connecter avec la terre et à éveiller leur être créatif.

Caminando

Comité d'édition

Martha Lucia Gómez
Amelia Orellana
Roselyne Gagnon
Marie-Eve Marleau

Coordonnatrice

Martha Lucia Gómez

Conception graphique

Fernando Calderón | Effet.ca

Révision graphique

Roselyne Gagnon

Comité de traduction

Amelia Orellana, Alexandra Mauger, Alice Doucet, Christina Ayala, Émilie Noël, Yussef Kahwage, Marie-France Labrecque, Macarena Lara, Susana Fortuna Cohen, Valérie Martel, Raymond Robitaille

Comité de révision linguistique

Constance Vaudrin, Giulietta Di Mambro, Geneviève Messier, Éva Mascolo-Fortin, Marie-France Labrecque, Adriana Eslava, Vicky Beaudette, Roselyne Gagnon, Marie-Eve Marleau, Amelia Orellana

L'ÉQUIPE DU CDHAL

Coordonnatrice

Marie-Eve Marleau

Adjointe à la coordination et responsable des actions urgentes

Amelia Orellana

Chargée de projet « 40 ans de luttes pour la défense des droits humains en Amérique latine et au Québec »

Martha Lucia Gómez

Agente aux communications

Roselyne Gagnon

Stagiaires

Jorge Noguera, Erick de los Rios

Collaborateurs.trices

Nadja Palomo, Diana Potes, Yussef Kahwage, Constance Vaudrin, Éva Mascolo-Fortin, Adriana Pozos, Priscylla Joca, Christina Ayala, Giulietta Di Mambro

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente

Anouk Nadeau-Farley

Trésorier

Pierre Lemay

Secrétaire

Yussef Kahwage

Administratrices.teurs

Adriana Pozos
Dagoberto Acevedo
Adriana Eslava
Vladimir Lopez

ÉDITORIAL

PAR JULIEN BOUMARD-COALLIER

L'éditorial du volume 30 de la revue **Caminando** coïncide avec la clôture du projet *Énergie, pour qui et pour quoi?* (2013-2015) qui s'est intéressé aux enjeux énergétiques du Québec, tout en faisant des parallèles avec ceux de l'Amérique latine. Ce projet a été rendu possible grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), par l'entremise du Fonds d'éducation et d'engagement du public en solidarité internationale (FEPSI). Ce Fonds est délégué à l'Association québécoise de coopération internationale (AQOCI). Cette seconde étape du projet n'aurait pu être possible sans la précieuse implication de tous les militant.e.s, collaborateurs.rices, ami.e.s et partenaires du CDHAL. Toutes ces personnes qui ont pris part au projet et aux activités ont permis de partager nos connaissances et de construire collectivement un outil pédagogique sous forme de bandes dessinées portant sur les enjeux socio-énergétiques. C'est donc à travers les rencontres des comités, la participation de chacun.e lors des tables rondes et les liens solidaires au Québec comme en Amérique latine que nous avons réalisé l'exploration du concept de « justice énergétique », fortement inspiré du concept de « souveraineté énergétique » bien connu en Amérique latine. Ce dernier cherche à répondre aux besoins des peuples et à concevoir l'énergie et le développement de manière plus inclusive, juste et durable.

En ce sens, le nouveau numéro de **Caminando** présente les résultats visés par ce projet et formulés autour de questions portant sur le modèle énergétique dominant, et permet de mettre en lumière des enjeux qui y sont intimement rattachés. Les pétitions et les actions urgentes que le CDHAL et les autres organisations de solidarité sociale font circuler témoignent de l'ampleur de la répression de l'État contre les protestations pacifiques de la population et comment les mégaprojets énergétiques dirigés par l'avidité néolibérale sont imposés aux communautés. Autour de nous également, nous constatons les dérives des gouvernements québécois et canadiens à travers

leur « chasse » aux écologistes, la loi C-51, les féminicides des communautés autochtones, les mascarades derrière lesquelles se cachent les consultations publiques, etc.

Dans ce numéro, c'est la résistance féministe qui attire l'attention. Car dans bien des cas, les femmes constituent le moteur des luttes sociales pour défendre leurs droits, leurs territoires, leurs terres et créer des alternatives au modèle extractif dominant.

Cette nouvelle édition de la revue est en lien avec la quatrième Action internationale, sous le thème « Libérons nos corps, notre terre et nos territoires » de la Marche mondiale des femmes (MMF), un mouvement international des actions féministes agissant pour éliminer les causes de la pauvreté et de la violence contre les femmes à travers le monde.

Les textes qui suivent abordent la résistance face à la dépossession des terres qui affecte les familles, l'alimentation, la culture, la dégradation des conditions de vie des communautés et les conséquences spécifiques sur les femmes en fonction des inégalités structurelles déjà existantes, les atrocités écologiques et sociales des projets extractifs menés par des compagnies milliardaires ou des gouvernements corrompus. Les articles, les poèmes et illustrations que vous vous apprêtez à lire proviennent tous de collaboratrices et collaborateurs appartenant à différents mouvements ou organisations des Amériques. Ils illustrent la diversité des luttes à travers le continent, mais n'en sont qu'une infime partie. Nous tenons aussi à souligner l'important apport solidaire d'étudiant.e.s, de militant.e.s et de membres du CDHAL pour la traduction et la révision des textes. En espérant que les sujets traités vous indignent et vous inspirent autant que nous, bonne lecture! Écrivez-nous vos réactions, commentaires et suggestions à education@cdhal.org.

Julien Boumard-Coallier a été chargé de la deuxième année du projet *Énergie, pour qui et pour quoi?* au Comité pour les droits humains en Amérique latine.





Mur de femmes contre les oléoducs, 2015

Un Mur de femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux, pour faire entendre la voix des femmes

PAR MARIE-JOSÉE BÉLIVEAU

Le Canada fait actuellement figure de cancre du climat avec le développement effréné de projets d'extraction gazière et pétrolière. Parmi ceux-ci, celui de l'extraction et du transport des sables bitumineux est actuellement le plus grand projet industriel du Canada et le plus polluant au niveau mondial. Ces dernières années ont vu naître de nombreuses mobilisations pour stopper ou freiner l'expansion de cette exploitation.

Le Collectif du Mur de femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux est né dans le cadre la Marche mondiale des femmes 2015 dont le thème est justement : « Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires ». La première action du Collectif s'est tenue le 8 mars, jour du lancement de la Marche mondiale 2015, par une action de résistance symbolique devant la raffinerie Suncor, dans l'est de Montréal. Plus de cent cinquante personnes ont participé à cette action. Depuis, le Mur de femmes a fait son apparition dans plusieurs contextes, des conférences, des marches (dont la grande Marche Climat du 11 avril 2015), de même qu'une traversée de la rivière des Outaouais en kayaks et rabaskas le 4 juillet 2015. Lors de chacune de ses apparitions, le Mur de femmes a suscité un véritable engouement, en particulier chez les femmes, puisqu'il leur offre l'opportunité de faire entendre leur voix.



Mur de femmes contre les oléoducs, 2015

À la différence des murs érigés à travers le monde pour diviser des peuples, le Mur de femmes se veut unifiant. Il s'agit d'un mur de femmes unies en tant que protectrices de la Terre Mère pour stopper les industries dévastatrices. En ce sens, le Mur est constitué du corps des femmes qu'elles utilisent collectivement et solidairement dans un acte de résistance et d'affirmation.

Les objectifs de nos actions sont multiples. Tout d'abord, nous souhaitons faire entendre la voix des femmes sur l'enjeu des sables bitumineux et des oléoducs mais aussi sur la question climatique dans un sens plus large.

En effet, que ce soit à Fort McMurray en Alberta, là où sont exploités les sables bitumineux, ou encore tout le long des tracés des oléoducs, des communautés entières se mobilisent. Or, bien que beaucoup de ces mouvements soient composés de femmes, elles sont peu nombreuses à prendre la parole ou à être mises de l'avant dans le milieu environnemental, dont bien des organisations et des mouvements sont dirigés par des hommes, comme cela se reflète tout particulièrement au Québec. Si nous croyons qu'encore aujourd'hui beaucoup de femmes ne se sentent pas légitimes de s'exprimer lorsqu'elles sont en présence d'hommes, nous sommes convaincues que la voix particulière qu'elles apportent est précieuse et qu'elle se doit d'être entendue.

Un autre de nos objectifs principaux est d'exprimer notre solidarité avec toutes les femmes qui, d'un bout à l'autre de notre grand pays et au delà, sont affectées ou voient leurs communautés et leur environnement affecté par ce mégaprojet. Notre action fait d'ailleurs écho au « Wall of Women against Tar Sands » initié en Colombie-Britannique en mars 2014 par des femmes autochtones. Nous sommes particulièrement solidaires des femmes autochtones, elles qui sont au-devant des luttes, comme elles le sont au Canada contre l'extraction du pétrole des sables bitumineux. Nous sommes aussi en appui à toutes les femmes qui luttent depuis

des années sur l'ensemble de la Terre Mère, pour défendre les territoires contre les mégaprojets industriels qui offensent leurs corps, polluent la Terre et détruisent leurs territoires.

Le Collectif s'illustre aussi par les prises de parole des femmes lors de ses actions symboliques. Il ne s'agit pas seulement en effet de se faire voir mais aussi de se faire entendre! D'ailleurs, la Déclaration des femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux est accessible en ligne sur le site de la Marche mondiale des femmes 2015 et nous vous invitons à la signer : <http://www.mmfqc.org/declaration-contre-les-oleoducs>

N'oubliez pas que « tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous marcherons! »

Marie-Josée Béliveau est militante dans les luttes environnementales, les droits autochtones et des droits humains. Elle a travaillé plusieurs années en Amérique latine et a été présidente du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL). En raison de ses racines autochtones, elle s'intéresse particulièrement aux droits des peuples autochtones. Suite à un voyage à Fort McMurray, en Alberta en 2013, elle a concentré sa lutte contre l'industrie et le transport des sables bitumineux. Depuis, elle milite à la Coalition vigilance oléoducs (CoVO), la Marche des peuples pour la Terre Mère et siège au CA de la Fondation Coule pas chez-nous. En 2015, elle a cofondé le Mur de femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux, un collectif qui s'inscrit dans le cadre de la Marche mondiale des femmes 2015.



Mur de femmes contre les oléoducs, 2015

DÉCLARATION CONTRE LES OLÉODUCS ET LES SABLES BITUMINEUX

Mur des Femmes , Marche Mondiale des Femmes , Québec.

Nous dénonçons vivement les projets d'oléoducs et le développement effréné des énergies fossiles.

Notre action fait écho au « Wall of Women against Tar Sands » initié en Colombie-Britannique en mars 2014 par des femmes autochtones. Nous nous inscrivons donc dans la défense de nos corps, notre Terre, nos territoires, d'un océan à l'autre du continent.

LIBÉRONS NOS CORPS

Nous considérons inacceptable de sacrifier la santé des populations pour ce projet de sables bitumineux.

LIBÉRONS NOTRE TERRE

Nous dénonçons les menaces de ce mégaprojet sur l'eau potable à de nombreux endroits au Canada. Au Québec, la rivière des Outaouais, celle des Milles Iles ainsi que le fleuve Saint-Laurent sont hautement menacés de contamination. Le pétrole des sables bitumineux est extrêmement néfaste lorsqu'il se déverse dans l'environnement : il coule dans l'eau au lieu de flotter, ce qui le rend beaucoup plus difficile à récupérer.

Nous dénonçons ce mégaprojet qui menace la biodiversité.

LIBÉRONS NOS TERRITOIRES

Nous dénonçons une économie basée sur l'expansion d'un secteur industriel qui perpétue des inégalités.

Nous dénonçons ce secteur qui ne crée pas d'emplois adéquats pour les femmes. Les emplois générés pour elles sont précaires, moins bien rémunérés et peu nombreux.

Nous dénonçons un système d'emploi fondé sur de longues absences des travailleurs de leurs familles. Ceci entraîne une hausse de la charge de travail domestique non rémunéré et une augmentation des responsabilités familiales pour de nombreuses femmes.

Nous dénonçons les impacts sur les modes de vie de nombreuses communautés, dont celles qui vivent de l'agriculture.

Ceci n'est pas un mur qui divise. Il se veut rassembleur des luttes plurielles et diverses. Nous sommes là, comme mur de femmes pour stopper les industries dévastatrices comme protectrices de la Terre Mère. À la différence des murs érigés à travers le monde pour diviser des peuples celui-ci se veut unifiant.

NOUS EXIGEONS

Nous exigeons que la protection de l'environnement et des femmes soient au cœur de toutes les décisions prises par nos gouvernements et par les municipalités dans ces dossiers.

Nous exigeons que les instances chargées d'évaluer les projets prennent réellement en compte les impacts en amont et en aval dans le mégaprojet industriel des sables bitumineux. C'est-à-dire de prendre en compte les impacts de l'extraction, du raffinage, du transport, et de la consommation de ce pétrole sale non conventionnel.

Nous exigeons une transformation en profondeur de notre société et un investissement massif dans les énergies renouvelables et alternatives. La Terre n'est pas un don de nos parents. Ce sont nos enfants qui nous la prêtent.



MARCHE
MONDIALE
DES FEMMES

—
2015

LIBÉRONS

NOS CORPS, NOTRE TERRE
ET NOS TERRITOIRES.

appel
À LA
RÉSISTANCE

MMFqc.ORG

La Marche mondiale des femmes : pour la libération de nos corps et de nos territoires

PAR CARMEN DIAZ

TRADUCTION PAR VALÉRIE MARTEL

Lorsqu'on entend parler pour la première fois de la Marche mondiale des femmes, les mêmes questions surviennent souvent : « Quand a-t-elle eu lieu? » « Quand se tiendra-t-elle? » Or, la Marche mondiale des femmes (MMF) n'est pas un événement qui se tient à un endroit précis ni à un moment précis. Il s'agit d'un mouvement permanent de lutte contre le patriarcat et le capitalisme dans le monde entier depuis quinze ans. Il est composé de femmes toutes différentes, qui ont des trajectoires politiques diverses, mais qui ont en commun une chose : la recherche d'un monde plus juste pour toutes et tous. Les valeurs qui les animent sont la paix, l'égalité, la solidarité, la justice et la liberté.

Bien entendu, la Marche se mobilise à quelques dates symboliques importantes comme le 8 mars, Journée internationale de la femme, ou encore le 17 octobre, Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, mais elle se mobilise aussi quotidiennement, en coordination avec les lignes d'action des mouvements critiques de la mondialisation; qui sont contre la violence et la guerre, qui font front aux changements climatiques, qui sont en faveur de la souveraineté alimentaire et qui luttent chaque jour pour défendre nos terres et nos droits. Comme l'a dit Celia Alldrige, agente de liaison du secrétariat international de la MMF de 2006 à 2013, la Marche promeut des actions féministes « de gauche, de questionnement et de transformation du système »¹.

Les militantes de la Marche sont impliquées dans des organisations composées uniquement de femmes, mais également dans des organisations mixtes (composées d'hommes et de femmes), et participent à un processus de lutte beaucoup plus large. Les groupes qui sont à la base de la MMF sont très divers et ont chacun une dynamique qui leur est propre. Aussi, nos camarades brésiliennes affirment-elles que « les actions internationales [qui sont mises en branle] sont élaborées de manière à tisser un réseau qui réunit ces différentes dynamiques à partir d'une perspective féministe, permettant ainsi de renforcer leur capacité à répondre aux contextes [tant] locaux [que] nationaux »². La syndicaliste québécoise Emilia Castro indique par ailleurs que « nous sommes chacune de nous en première ligne dans notre travail, dans nos syndicats et dans nos collectivités, ce qui nous donne une énorme richesse »³, ce qui nous permet, pour paraphraser Celia Alldrige, de construire une analyse, un

regard, et par conséquent, de mener des actions qui se situent à l'échelle *locale*, mais qui s'intègrent *dans une perspective globale*⁴.

Pour Sandra Moran, du Guatemala, la Marche cherche à bâtir un féminisme populaire « en tant que défi et proposition pour aider les femmes à changer leur vie et influencer les autres mouvements dans lesquels elles sont impliquées »⁵. Une autre particularité, que Miriam Nobre et Wilhelmina Trout (respectivement de la Marche du Brésil et de la Marche de l'Afrique du Sud) soulignent est que de : « s'assumer féministe n'est pas un prérequis pour adhérer à la MMF, ce que nous voulons, c'est que toutes les militantes en viennent à s'identifier au féminisme en cours de route »⁶.



Coordinación Macronorte Peru, 2015

RENCONTRE RÉGIONALE DE FEMMES À CAJAMARCA

C'est un mouvement qui, dans ses discours comme ses pratiques, reconnaît la diversité des femmes et les diverses oppressions qui les touchent. Il met toute son énergie à mettre en place les conditions favorables pour que les femmes transforment leur propre réalité. Son répertoire de mobilisations comporte des actions féministes de rue, transgressives et créatives, mais liées à des processus de formations et de réflexions basées sur une méthodologie d'éducation populaire. Malgré l'importance qu'il accorde à ce qui est local, ce mouvement appuie fortement la solidarité internationale et les alliances avec d'autres mouvements sociaux. Il cherche toujours à viser au-delà de la protestation en générant d'autres alternatives pour le monde.

JUSQU'À CE QUE NOUS PUISSONS TOUTES ÊTRE LIBRES : UN MOUVEMENT À LA CROISÉE DES CHEMINS

La MMF dénonce les nombreuses oppressions auxquelles nous devons faire face en tant que femmes (racisme, élitisme, hétérosexisme, colonialisme) et la manière dont elles se combinent avec le sexisme⁷. Selon Nalu Faria, notre identité « ne nous divise pas : elle nous fortifie. Des femmes lesbiennes aux femmes autochtones, en passant par les jeunes : il faut voir l'ensemble des relations d'oppression et créer des alternatives radicales pour la pérennité de la vie humaine »⁸. Pour Nancy Burrow, membre du premier secrétariat international au Québec, le plus grand défi de la Marche a été de créer une plate-forme commune : « trouver ce qui nous unit, ce qui est assez important afin que toutes puissent s'y identifier et aient envie de se mobiliser, tout en laissant la place à toutes les expressions nationales et régionales »⁹.

Même si, dès le début, la Marche avait pour but de lutter pour éradiquer les causes de la pauvreté et de la violence, nous savons que, selon leurs contextes, ces problématiques affectent les femmes de différentes façons, ce qui implique que « chaque femme, chaque pays va combattre la pauvreté et la violence d'une manière différente », affirme Alessandra Ceregatti, du deuxième secrétariat international siégeant au Brésil¹⁰. C'est pour cela qu'à travers les domaines d'actions de la Marche, on tente de refléter la multiplicité des luttes des femmes à travers le monde :

- Le Bien commun, la souveraineté alimentaire et l'accès aux ressources et à la biodiversité.
- La paix et la démilitarisation
- Le travail des femmes
- La violence envers les femmes comme arme de contrôle de leur corps, de leur vie et de leur sexualité¹¹.

Nous avons des luttes différentes, mais aussi des luttes communes et nous savons qu'ensemble, nous sommes plus fortes. Il est important qu'à partir de nos différences, nous fassions valoir ce qui nous unit. Dans une déclaration de la Journée internationale de la femme, la Marche a affirmé que « nous sommes toutes des femmes mayas, incas et métisses guatémaltèques protégeant nos territoires – nos terres et nos corps – de l'industrie minière et hydroélectrique ; nous sommes toutes des femmes des peuples originaires du Canada faisant face à la discrimination et aux injustices auxquelles les femmes autochtones sont confrontées depuis la nuit des temps; nous sommes toutes des femmes du Mali combattant l'oppression islamique; nous sommes toutes des femmes européennes contestant les mesures d'austérité imposées par les gouvernements »¹². La Marche est un miroir qui reflète ce que nous sommes et où l'on peut construire la solidarité entre camarades de lutte.



Caravane féministe, 2015

AU « CHAMP DES FILLES » OCCUPÉ, GENÈVE, SUISSE

2015 : LA QUATRIÈME ACTION INTERNATIONALE DE LA MARCHÉ

Le 8 mars 2015 a eu lieu la quatrième action internationale de la Marche. Dans la neuvième réunion internationale à Sao Paul (Brésil), en août 2013, il a été décidé de mettre l'accent sur la défense de nos terres, de nos corps et de nos territoires, ce qui a permis de :

parler des multiples aspects de la résistance, par exemple, des liens entre la militarisation, les conflits armés, le contrôle violent des ressources naturelles, l'imposition de frontières artificielles et le contrôle de la migration; des relations entre l'industrie du sexe, la migration des femmes et la militarisation; de la manière dont se manifeste le colonialisme non seulement à travers le contrôle de nos ressources naturelles, mais aussi à travers notre production industrielle et alimentaire ainsi que l'imposition d'expressions artistiques et culturelles étrangères à notre culture, notre mémoire et notre histoire; de la manière dont nous sommes colonisées et dont nous reproduisons le colonialisme au quotidien. De plus, cela nous a également permis de parler de ce que signifiait la libération de ces contrôles et de discuter des alternatives que nous avons¹³.

Une caravane féministe est partie du Kurdistan turc pour se réunir avec des femmes en Grèce, dans les Balkans, en Italie, en Suisse, en Espagne, aux Pays Basques, en Galice, en France, en Belgique, en Allemagne, en Pologne, en Hongrie et en Autriche pour terminer avec une grande action au Portugal en octobre¹⁴. Au Brésil, des actions régionales sont mises en œuvre afin d'exiger la fin de la violence contre les femmes, en faveur de l'agroécologie, de l'économie solidaire et féministe, de la légalisation de l'avortement et de la démilitarisation. Un groupe de jeunes femmes ont filmé ce parcours qui fera l'objet du documentaire indépendant : « La fourmière : La révolution quotidienne des femmes »¹⁵.

Les 24 heures de solidarité féministes ont été célébrées le 24 avril dernier, avec des actions simultanées qui exigeaient justice pour les travailleuses de Rana Plaza, au Bangladesh, après l'effondrement de l'édifice où elles travaillaient. De la Tunisie au Mozambique, du Mexique au Japon, nous affirmons que Rana Plaza est partout et exigeons des conditions de travail justes et une réparation pour les victimes de cette catastrophe. Au Québec, des femmes de 17 régions se mobilisent pour résister aux politiques d'austérité qui renforcent les inégalités ; pour arrêter la destruction environnementale; pour s'opposer aux logiques militaires et à la criminalisation de la protestation; pour dénoncer les assassinats et la disparition de femmes autochtones. Après le colloque international « Libérons nos corps, notre terre et nos territoires », une caravane sillonnera les régions du Québec et s'arrêtera à Trois-Rivières le 17 octobre pour clore les actions avec un grand rassemblement final¹⁶.



Guitté Hartog, 2015

COMITÉ INTERNATIONAL DE LA MMF

Dans le monde entier, des milliers de femmes débattent, s'organisent, se mobilisent autour d'actions de rue, dans nos communautés et dans les réseaux virtuels pour défendre nos territoires contre des projets d'extraction. Par exemple, nos collègues de Cajamarca, au Pérou (siège de la prochaine rencontre de la Marche dans la région des Amériques) se battent contre l'industrie minière toxique. En Argentine, elles ont crié : « Hors de nos terres Monsanto! » Au Brésil, des milliers de paysannes ont marché pour défendre la souveraineté alimentaire. Au Chili, elles exigent l'arrêt des plantations de monoculture. Aux États-Unis, la nouvelle coordination nationale de la Marche (Global Grassroots Justice Alliance) prend la rue pour dénoncer la guerre et les changements climatiques ainsi que pour promouvoir une économie pour les gens et pour la planète¹⁷. Au Guatemala, les femmes se sont jointes aux mobilisations historiques qui ont entraîné la démission du président Otto Pérez Molina qui fait aujourd'hui face à un procès pour corruption. La lutte contre les causes de la pauvreté et de la violence envers les femmes a plusieurs visages et se nourrit de la solidarité entre les frontières. Aujourd'hui, après 15 ans, nous marchons toujours, jusqu'à ce que notre terre, nos corps et nos territoires soient libres.

Carmen Diaz est étudiante au doctorat en anthropologie sociale à Guadalajara, Mexique. Son sujet de doctorat porte sur la Marche mondiale des femmes, qu'elle suit de près depuis plusieurs années. Elle est militante féministe et professeure à l'université. Ses domaines d'enseignement et d'études sont les mouvements sociaux; genre et conflits armés. Elle fait partie du groupe « Femibici » qui promeut la mobilité durable et le droit à la ville d'un point de vue féministe.

- 1 Entrevue avec Celia Alldridge, septembre 2013.
- 2 Nobre, M. et de Roure, S. (2012). « La construcción de la Marcha Mundial de las Mujeres: formas organizativas y sostenimiento de nuestro movimiento ». *Movimientos sociales y cooperación*, 53.
- 3 Entrevue avec Emilia Castro, juin 2014.
- 4 Entrevue avec Celia Alldridge, septembre 2013.
- 5 Burch, S. (2013). « Feminismo popular en debate. Documento final del 9º Encuentro Internacional de la Marcha Mundial de las Mujeres », en ligne : <http://www.contextolatinoamericano.com/articulos/feminismo-popular-en-debate/>.
- 6 Nobre, M. et Wilhelmina, T. (2008). « Feminismo en la construcción colectiva de alternativas. La Marcha Mundial de las Mujeres en el FSM ». *Contexto Latinoamericano*, no. 7, janvier-mars. Ville de México : Ocean Sur.
- 7 Marche mondiale des femmes (2008). *Una década de lucha internacional feminista. 1998-2008*. Sao Paulo : SOF.
- 8 Nalu, F. (2013). « 9no encuentro internacional de la Marcha Mundial de las Mujeres ». Sao Paulo, Brésil. Août 2013.
- 9 Entrevue avec Nancy Burrows, juin 2014.
- 10 Entrevue avec Alessandra Ceregatti, septembre 2013.
- 11 Marche mondiale des femmes (2008). *Op. Cit.*
- 12 Marche mondiale des femmes (2013). « Declaración de la Marcha Mundial de las Mujeres - Día Internacional de las Mujeres 2013 », en ligne : <http://www.marchemondiale.org/actions/2013/declaracion/es>.
- 13 Marche mondiale des femmes (2013). « Informe del 9no Encuentro Internacional de la Marcha Mundial de las Mujeres », São Paulo, Brésil, 25 au 31 août 2013.
- 14 Marche mondiale des femmes (2015). « Caravane féministe 2015 », en ligne : <http://www.verkami.com/projects/10679-feminist-caravan-2015>.
- 15 Fourmillière : La révolution quotidienne des femmes, en ligne : <https://beta.benfeitoria.com/formigueirofilme>.
- 16 Marche mondiale des femmes (2015), en ligne : <http://www.mmfqc.org>.
- 17 Grassroots Global Justice Alliance (2015). « About GGJ », en ligne : <http://ggjalliance.org/about>.

LES FEMMES ET L'EXTRACTIVISME EN AMÉRIQUE LATINE : L'ÉCOFÉMINISME LATINO-AMÉRICAIN

PAR LUCIA DELBENE-LEZAMA

TRADUCTION PAR VALÉRIE MARTEL

Depuis la colonisation, l'Amérique latine a toujours été un continent exportateur de ressources naturelles. Des métaux précieux au soja, il n'y a aucune différence : l'Amérique latine exporte la Nature. Après tant d'années d'exploitation, plusieurs des ressources naturelles de meilleure qualité se sont épuisées. Ainsi, il y a un déplacement vers de nouvelles régions pour pratiquer l'extraction, vers les forêts tropicales et vers des gisements de qualité inférieure.

Cette situation a été aggravée par ce qu'on appelle les extractivismes qui incluent des activités telles que les projets d'exploitation minière à grande échelle, l'exploitation pétrolière, la fracturation hydraulique ou les monocultures d'exportation. Toutes ces activités ont un grand impact social et environnemental et leurs conséquences affectent principalement les femmes. De leur côté, celles-ci contribuent grandement aux propositions pour un changement du type de relation entretenue avec la Nature.

Cette participation importante des femmes contre l'extractivisme justifie l'intérêt croissant pour les diverses approches qualifiées d'écoféministes au sens large. Le but de cet article est d'examiner quelques-unes de ces relations femmes et Nature en utilisant des approches théoriques originaires de différents continents et en se basant sur quelques expériences concrètes en Amérique latine.

L'IMPORTANCE DES ÉCOFÉMINISMES

L'incapacité d'arrêter la destruction de l'environnement et le fait d'ignorer les signes évidents de sa détérioration deviennent une conceptualisation, fortement ancrée dans tout contexte culturel ou l'être humain est conçu comme étant un élément distinct de la Nature. Basé sur cette dualité, les politiques économiques, les modes de production et les moyens de conservation mis en place par l'être humain n'ont jamais pu arrêter la destruction environnementale puisqu'ils viennent de concepts anthropocentriques.

Lorsqu'une catastrophe naturelle survient, ce sont toujours les femmes et les enfants qui sont le plus affectés¹. Aussi, il est commun de voir que ce sont généralement les femmes

qui résistent, sans céder, aux fausses « solutions » que les entreprises proposent, par exemple, les compensations financières. Parmi les approches féministes, il existe plusieurs courants de pensée qui analysent et génèrent des théories à propos du lien qui unit les destins des femmes et de la Nature. Ces types de féminismes, soit ceux qui considèrent que la non-égalité des sexes et la destruction de la Nature ont une origine commune, se nomment écoféminismes.

Le terme « écoféminisme » a été utilisé pour la première fois en 1974 par la féministe française Françoise d'Eaubonne afin de signaler le potentiel que les femmes pourraient apporter à une révolution écologique². Depuis, le terme a été utilisé par plusieurs féministes provenant pour la plupart de l'hémisphère nord et s'est converti en un mode de pensée pluriel³.

Certains courants affirment que la majorité des sociétés actuelles s'insère dans des structures patriarcales et hiérarchisées, basées sur des relations de dominance sur la femme et sur la Nature. En revanche, d'autres écoféministes donnent plus d'importance à la construction occidentale de la culture. Celle-ci se base sur des dualismes opposés, exclusifs et hiérarchisés qui génèrent les concepts de femme et de Nature. Les positions utilitaires, qui justifient la destruction de la Nature, sont aussi ancrées dans cette conceptualisation, de même que l'obsession de profiter de l'environnement pour stimuler la croissance économique. Évidemment, ces positions ne sont pas exclusives aux hommes. Au contraire, il y a également plusieurs femmes qui les défendent actuellement.

En Amérique latine, bien que le terme « écoféministe » ne soit pas utilisé, un volet environnemental a rapidement été greffé au programme féministe. Ceci a surtout été fait par les mouvements féministes autochtones qui ont compris que leurs droits en tant que femmes ne peuvent être respectés sans le respect de leurs droits collectifs et de leurs droits sur leurs territoires, incluant ainsi la thématique environnementale⁴. Cependant, le Réseau latino-américain des femmes de défense des droits sociaux et environnementaux (*Red Latinoamericana de Mujeres en Defensa de los Derechos Sociales y Ambientales*) se



Lucía Delbene-Lezama

L'ASSOCIATION « RED LATINOAMERICANA DE MUJERES EN DEFENSA DE LOS DERECHOS SOCIALES Y AMBIENTALES » QUI DIT NON AUX EXTRACTIVISMES (SIXIÈME RENCONTRE DE L'ASSOCIATION, QUITO, JUILLET 2015)

reconnait actuellement comme écoféministe à part entière. Autrement dit, même si ce terme n'est pas nécessairement utilisé, l'écoféminisme est présent, explicitement ou non, dans les façons de faire et dans les objectifs du collectif.

LES FEMMES ET L'EXTRACTIVISME

L'économie féministe soutient qu'il y a une forte ressemblance entre les relations qu'entretient l'économie avec la Nature et celles qu'elle entretient avec les femmes. C'est pourquoi lorsqu'on pense à une nouvelle économie écologique, il est crucial de se pencher sur la manière dont ces relations s'entrelacent. L'économie orthodoxe traite les femmes et la Nature de la même façon : elles sont invisibles, perçues comme de simples ressources servant à la satisfaction masculine, conçues comme autorégénératives, passives et comme objets subordonnés à la volonté de l'homme/l'humain. Le modèle économique est masculin, autonome, rationnel et possède ses propres intérêts où toutes formes d'indépendance et d'émotion sont exclues. On y surestime la neutralité des jugements de valeur et les thèmes d'éthique y sont rigoureusement évités ainsi que toute autre discussion au sujet de « l'autre »⁵.

Les perspectives économiques traditionnelles se réjouissent des indicateurs de croissance économique, de l'augmentation des exportations ou du financement des investisseurs. C'est une des raisons pour lesquelles les extractivismes se sont tant répandus en Amérique latine⁶. Les exemples les plus connus sont les records en matière d'exportation minérale, de progression du soya et d'investissements des pétrolières en Amazonie. Cela

dit, les impacts sociaux et environnementaux de ces activités ne sont pas comptabilisés par les disciplines économiques traditionnelles et passent inaperçus.

Lorsqu'une entreprise d'extraction fait irruption dans une communauté, une série de processus rétroactifs se succèdent où l'environnement et les femmes sont affectés négativement⁷. Les conséquences peuvent être variées, mais les plus communes sont la perte d'accès aux ressources de subsistance primaire⁸, les problèmes de santé et l'augmentation du taux d'alcoolisme, de violence et d'agressions sexuelles⁹.

L'organisme « *Colectivo Casa* » a mené une enquête dans dix communautés boliviennes où il existe des conflits environnementaux actifs avec des entreprises minières. Si on compare les statuts sociaux des femmes dans les communautés basées sur le développement durable à celui des femmes dans les communautés dont l'activité économique principale est maintenant centrée sur les mines, on observe une dégradation croissante tant pour la Nature que pour les conditions de vie des femmes et le travail qu'elles occupent.

LE RÔLE DES FEMMES FACE AUX EXTRACTIVISMES

Dans la partie précédente, nous avons vu comment l'implantation d'une entreprise extractiviste déclenche une série de conséquences complexes et interreliées qui mènent à une détérioration de la Nature et à une dégradation de la qualité de vie de tous, en particulier des femmes.

Le contexte de distribution sociale du travail qui prévaut actuellement fait en sorte que les hommes sont plus prédisposés à accepter l'implantation d'entreprises extractivistes et à tolérer les impacts négatifs de leur action sur l'environnement en échange de certaines indemnités, telles que des compensations économiques ou des promesses d'emploi. C'est ainsi que se forge une tendance généralisée où seules les femmes s'opposent à ce type d'entreprises, alors que les hommes sont plutôt tentés ou socialement forcés d'accepter un travail salarié au sein même de ces entreprises afin d'accomplir leur rôle désigné.

Depuis l'expérience du Centre latino-américain pour l'écologie sociale – CLAES (*Centro Latino Americano de Ecología Social*), nous avons constaté que dans certains endroits, les femmes ne réagissent pas de la même manière que les hommes lorsque l'environnement où elles vivent est contaminé ou menacé.

Par exemple, une dirigeante autochtone en Bolivie signalait que les femmes sont celles qui « sentent que la pollution entre de toute part, surtout lorsqu'elles sont

enceintes. Les hommes sont sales lorsqu'ils reviennent de la mine, ils se lavent et c'est tout »¹⁰. Dans ce témoignage, on constate des notions de relation, c'est-à-dire que l'environnement nous affecte et que nous affectons l'environnement. Il y a aussi une préoccupation pour les conséquences que la pollution peut avoir sur d'autres vies, au-delà de celle des femmes. Il y a la conscience d'un rapport, depuis et envers la Nature, qui génère un sentiment de responsabilité. Finalement, on reconnaît un sentiment de vulnérabilité puisqu'on admet ne pas avoir un contrôle complet, c'est-à-dire qu'une simple action (se laver) ne suffit pas pour éliminer la pollution. Tout cela crée de grandes différences entre la vision d'une perspective féminine et la position patriarcale, qui conçoit la vulnérabilité comme une faiblesse.

Le point de vue des femmes devra ainsi être important si elles veulent abandonner les modèles de développement traditionnel (qui, par leurs caractéristiques, sont masculins) et proposer des politiques et des modèles économiques qui considèrent la vie comme prioritaire.

« EXTRAHECCIONES »

Si on tient compte de ce qui a été décrit dans la partie précédente et qu'on se rappelle que les extractivismes ne sont possibles que si la Nature est conçue comme un ensemble de ressources que l'humain peut utiliser comme bon lui semble (soutenant ainsi le dualisme humain/Nature), je crois qu'il convient de présenter le concept d'*extrahección* tel que décrit par Gudynas. Selon l'auteur, l'*extrahección* serait « l'appropriation de ressources naturelles imposée de manière violente et brisant le cadre des droits de la personne et de la Nature »¹¹.

L'extraction de ressources naturelles de manière constante à travers l'histoire et dans tout le continent a fait en sorte que pour maintenir les modèles de développement actuels, qui consistent en l'exportation de la Nature en Amérique latine,

il faudrait augmenter l'intensification de l'extraction. Dans cette Nature déjà tant affaiblie où vivent des populations très affectées, les droits de la personne et de la Nature (décrits par Gudynas)¹² se voient de plus en plus violés pour faciliter l'implantation d'entreprises extractivistes. L'impact que cela provoque est d'une telle force que les conséquences sociales et environnementales ne sont plus tolérables et qu'il n'y a plus de négociation possible.

CONCLUSION

J'ai écrit cet article dans l'intention de faire connaître, d'un point de vue féminin, certains aspects actuels de la grave réalité environnementale en Amérique latine. Je voulais avant tout mettre l'accent sur le rôle important joué par les femmes dans les conflits environnementaux et dans la recherche de solutions, un rôle qui est historiquement et systématiquement passé inaperçu. Certaines femmes, que ce soit pour des raisons culturelles ou biologiques, ont une compréhension beaucoup plus profonde des relations et des responsabilités que nous avons, en tant qu'êtres humains, envers la Nature. Cette compréhension les amène à adopter une position plus biocentrique. Loin d'être une faiblesse, la capacité que nous avons en tant qu'êtres humains, de reconnaître notre vulnérabilité face à l'état de l'environnement est plutôt une de nos plus grandes forces puisqu'elle nous vient d'une conscience réelle de notre profonde interdépendance avec la Nature. Comprendre cela sera primordial si nous désirons commencer à construire des économies et des politiques à partir d'une perspective plus féminine, dans le respect de la vie tout comme celui des droits de la personne et des droits de la Nature.

Lucia Delbene-Lezama est biologiste et coordonnatrice du programme « genre, écologie et développement durable » (*género, ecología y sustentabilidad*) au CLAES.
Courriel : lucia@ambiental.net
Twitter : @EcofeminismoSur

-
- 1 Warren, K. J. (1996). *Ecological feminist philosophies: An overview of the issues*. Indiana University Press, en ligne : <http://www.vedegylet.hu/okopolitika/Warren%20-%20Ecofeminism%20Overview.pdf> (page consultée le 2 novembre 2014) ; Stock, A. (2012). « El cambio climático desde una perspectiva de género ». *Policy Paper 18*. Frederick Elbert Stiftung, 31 p.
 - 2 Mellor, M. (2000). *Feminismo y ecología*. Ville de Mexico : Siglo Veintiuno.
 - 3 Warren, K. J. (1996). *Op. Cit.*
 - 4 Friedman, E. (2015). *Feminism under Construction*. North American Congress on Latin America (NACLA). Report on the Americas, vol. 47, no 4, p. 20-25
 - 5 Nelson, J. A. (2009). « Between a rock and a soft place : Ecological and feminist economics in policy debates ». *Ecological Economics*, no. 69, p. 1-8.
 - 6 Gudynas, E. (2015). *Ecología, economía y política de un modo de entender el desarrollo y la Naturaleza*. Cochabamba : CEDDIB et CLAES.
 - 7 Colectivo CASA (Colectivo de Coordinación de Acciones Socio Ambientales) (2013). *Minería con "M" de machismo Madre tierra con "M" de mujer. Percepciones femeninas sobre los impactos ambientales y los conflictos con la minería en comunidades indígenas campesinas* (sistematización de diez casos). Colectivo CASA, Oruro.
 - 8 Mellor, M. (2000). *Op. Cit.*
 - 9 Wanaaleru (2014). *Comunicado sobre la situación de las Mujeres Indígenas del Municipio Autana*. Wanaaleru, en ligne : <https://wanaaleru.wordpress.com/2014/12/11/comunicado-sobre-la-situacion-de-las-mujeres-indigenas-del-municipio-autana/> (page consultée le 17 février 2015)
 - 10 Entretien avec l'auteur. Cochabamba, Bolivie, 12 novembre 2014.
 - 11 Gudynas, E. (2013). « Extracciones, Extractivismos y Extrahecciones. Un marco conceptual sobre la apropiación de recursos naturales ». *Observatorio del desarrollo CLAES*, no. 18 p.1-18.
 - 12 Gudynas, E. (2014). *Derechos de la naturaleza y políticas ambientales*. La Paz : plusieurs éditeurs.



Vinicius Denadai, Collection du MAB, 2014

ARPILLERA BRÉSILIENNE, COLLECTIF NATIONAL DE FEMMES DU MAB

LES CONTRADICTIONS DU MODÈLE ÉNERGÉTIQUE ET LA VIOLATION DES DROITS HUMAINS CHEZ LES FEMMES AFFECTÉES PAR LES BARRAGES

PAR LE MOUVEMENT DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LES BARRAGES (MAB – BRÉSIL)

TRADUCTION PAR YUSSEF KAHWAGE

C'est indéniable que l'énergie a une importance stratégique puisqu'elle est associée à la production de plus-value et elle est également utilisée pour augmenter l'exploitation de la force de travail des ouvriers et ouvrières. Dans la phase actuelle du capitalisme, l'appropriation privée de biens naturels à grande échelle, comme l'eau et l'énergie, devient de plus en plus un enjeu très grave. À cet effet, c'est fondamental de comprendre ce qui se cache en arrière-plan de la lutte pour le contrôle de ces biens par les entreprises.

LA MARCHANDISATION DE L'ÉNERGIE

À partir des années 1990 et avec l'apogée du néolibéralisme, un cycle de privatisation fut imposé au Brésil et ses conséquences ont eu un impact profond sur la vie du peuple brésilien. Cela fut la cause directe de la perte de droits sociaux historiquement conquis par la classe ouvrière. En même temps, plusieurs entreprises étatiques très importantes furent vendues aux entreprises multinationales à des prix beaucoup plus bas que leur prix réels. L'État est désormais soumis face au capital et aux intérêts de ces entreprises.

En ce qui a trait au secteur énergétique, au-delà d'une augmentation de l'exploitation de la classe ouvrière à travers la hausse du prix de l'énergie électrique, on observe une multiplication de complexes hydroélectriques qui ont affecté une partie importante de la population. En plus, le fractionnement de l'industrie énergétique, organisé par le système financier international, l'a divisée en différentes branches d'activité : production, transmission, distribution et commercialisation. Tout cela ayant comme but d'assurer un taux de profit en constante croissance. En conséquence, les coûts de production de l'énergie hydroélectrique, considérés comme les plus abordables, sont devenus extrêmement chers, générant un profit extraordinaire, similaires aux coûts associés à d'autres sources d'énergie, telles les usines thermiques et le pétrole.

Au-delà du prix élevé de l'énergie qui est payé par la population, elle est également offerte de façon précaire : il y a plusieurs régions du pays qui n'ont toujours pas d'accès à l'énergie et les oscillations, les black-out, le faible entretien des réseaux, entre autres, sont récurrents. D'un autre côté, l'industrie consomme plus de 40% de l'énergie générée par le pays, profite de plusieurs incitatifs fiscaux et paye un prix beaucoup moins cher que celui payé par les travailleurs et travailleuses.



DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT, VIOLATION DE DROITS ET PRÉCARISATION DU TRAVAIL

Au Brésil, la construction de barrages cause un grand impact environnemental et social. L'absence d'études à ce sujet entraîne des problèmes tels la dégradation de la flore et de la faune, des inondations, des impacts sur la vie et le cycle reproductif des poissons, des conséquences sur les eaux souterraines et la contamination de puits d'eau potable, entre autres. Le sens commun incite à croire que l'énergie générée par l'hydroélectricité serait propre permettant la commercialisation de réserves de charbon et ayant un faible impact environnemental. Nonobstant, il devient de plus en plus clair que cette façon de générer l'énergie provoque la dégradation de l'environnement et ne peut donc pas être considérée comme une énergie propre.

De surcroît, il y a de nombreux cas de violation des droits humains des personnes affectées par les barrages, délogées de leurs foyers et de leurs terres sans aucune compensation. On estime que plus d'un million de personnes ont déjà été affectées par les barrages au Brésil et 70% parmi celles-là n'ont reçu aucune compensation. De plus, d'ici 2021, les projets de barrages en construction ou en phase de planification affecteront environ 250 000 personnes supplémentaires¹.

Au-delà des problèmes environnementaux et des personnes directement affectées par les barrages, ce modèle énergétique nuit aussi aux travailleurs et travailleuses de ce secteur, qui subissent des pertes salariales importantes. De plus, on note une hausse d'accidents avec un taux de décès élevé, des amputations de membres et l'absence d'assistance pour les travailleurs et travailleuses. On observe donc une situation de précarisation accentuée du travail obéissant à la logique d'augmentation de la compétitivité entre les entreprises. Il faut produire toujours plus, mais dans une période de temps chaque fois plus courte.

Face à ces constats, le Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB) dénonce l'absence d'une politique énergétique qui puisse répondre à la fois aux enjeux environnementaux et aux droits des personnes affectées. Tant que cela ne sera pas mis en place, l'énergie sera considérée comme un enjeu d'affaire pour les entreprises et la protection de l'environnement et les droits humains comme un coût supplémentaire.

Pour le MAB, c'est seulement les processus d'organisation, de résistance et de lutte qui peuvent garantir les droits aux personnes affectées. En ce sens, le concept de « personnes affectées par les barrages » présuppose la prise en compte de nouvelles dimensions, au-delà de l'idée selon laquelle la « personne affectée » est un synonyme de « personne inondée ». Ce concept tient compte d'une multitude d'enjeux, tels la rupture des liens communautaires et les changements dans la dynamique productive : plusieurs individus quittent leur emploi comme pêcheur et deviennent agriculteurs ou encore, des paysans quittent le milieu rural et deviennent des travailleurs urbains, entre autres.

LA PLACE DES PERSONNES AFFECTÉES DANS LA PRÉCARISATION DE DROITS

Le MAB reçoit beaucoup de dénonciations de violation de droits humains de la part des populations affectées et plus particulièrement des femmes. Selon la Commission spéciale des barrages, les femmes « sont particulièrement affectées et font face à des obstacles plus grands pour la reprise en charge de leurs moyens de vie ». Le *pattern* de violations découlant du modèle de développement énergétique est récurrent en Amérique latine et ce dernier article de façon structurelle les oppressions du patriarcat.

Dans le modèle énergétique dans lequel nous vivons, plutôt que de se baser sur les besoins sociaux – déjà matérialisés en droits à travers les luttes féministes – on observe que les droits deviennent un autre mécanisme de commercialisation pour la construction du barrage, fondés sur l'éthique du minimum possible. Ainsi, les femmes déjà affectées par les inégalités de genre, par la situation de pauvreté sociale, familiale et communautaire causée par le capitalisme, voient leur situation s'aggraver par la construction de barrages.

Dans le contexte d'une société machiste, les femmes sont des personnes affectées au fur et à mesure qu'elles sont responsables dans la structure sociale de l'organisation du foyer et des liens communautaires. À cause des barrages, leurs vies deviennent plus difficiles avec la montée de la violence. Par ailleurs, un réseau de marchandisation du corps de la femme s'établit, dont la prostitution en est une des facettes. Dans plusieurs cas, leurs voix ne font même pas d'écho, car les entreprises ne sont pas prêtes à les écouter.

En bref, nous pouvons lister six axes principaux de violations contre les femmes :

- Le monde du travail : violations liées à l'invisibilité du travail des femmes; la perte du travail qui génère le revenu; la non-adaptation au travail urbain;
- La participation politique : la disqualification de la femme comme sujet politique; l'absence de services de base tels que la garderie, le transport;
- Préjugés des entreprises : la non-reconnaissance des femmes comme étant des interlocutrices; le concept « patrimonialiste » et patriarcal de la personne affectée;
- La perte des liens communautaires et familiaux : les femmes subissent plus fortement les conséquences du démantèlement de la société en raison de leur place dans la division sexuelle du travail;
- Difficultés occasionnées par les travaux d'infrastructures : la montée de la violence contre la femme, de l'exploitation sexuelle de femmes et enfants; l'augmentation du trafic de drogues;
- L'accès aux politiques publiques : l'explosion démographique provoquée par le barrage rend encore plus difficile l'accès aux services publics déjà précaires.

LA LUTTE DES FEMMES AFFECTÉES PAR LES BARRAGES

Le MAB se définit comme un mouvement populaire et autonome essentiellement fondé sur la lutte comme le principe qui définit la garantie des droits des personnes affectées par les barrages. Ce mouvement est en faveur de la construction d'un projet énergétique populaire et souverain et pour la transformation des structures injustes de la société.

Le travail d'organisation des femmes affectées par les barrages est fondamental pour la stratégie du MAB, car, comme dit une chanson : « la lutte n'est pas seulement des « *companheiros* (camarades) ». La lutte appartient à l'ensemble des femmes et hommes qui croient à un monde meilleur. Il faut analyser la réalité et comprendre que nous vivons dans un modèle de société capitaliste, impérialiste et patriarcal, où les grandes corporations du capital contrôlent l'économie, s'appropriant des biens naturels, des technologies, la force du travail dans le seul but d'accumuler des richesses au dépens de l'exploitation du travail des travailleurs et plus particulièrement, des femmes.

Notre objectif est que les femmes soient des sujets actifs du processus politique et d'organisation, réunissant les conditions de développer un travail qui rende possible l'émancipation et l'auto-organisation des femmes, avec la clarté de conscience que notre ennemi est un ennemi de classe. Les femmes affectées par les barrages chantent toujours des chants de lutte, pour les droits et pour l'émancipation des femmes provenant de tous les coins et régions du Nord, du Nord-est, du Sud, du Sud-est et du Centre-Ouest du Brésil. Elles luttent pour l'amour à la vie et crient : les femmes, l'eau et l'énergie ne sont pas des marchandises!

*Les femmes affectées par les barrages
chantent toujours des chants de lutte,
pour les droits et pour l'émancipation des
femmes provenant de tous les coins et
régions. Elles luttent pour l'amour à la vie
et crient : les femmes, l'eau et l'énergie ne
sont pas des marchandises!*

Le **Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB)** du Brésil est un mouvement national, autonome, populaire et de lutte. Le MAB est dirigé collectivement et sans distinction de genre, de religion, de couleurs de peau, de partis politiques et de niveau d'instruction des personnes. Nous sommes un mouvement revendicateur et politique. Notre pratique militante est guidée par la pédagogie de l'exemple et notre lutte se nourrit du profond sentiment d'amour envers le peuple et la vie.

1 Selon l'étude du Plan décennal d'énergie, le nombre prévu de personnes affectées selon l'État est de 62 000 personnes. Pour le MAB, ce chiffre est sous-estimé car seulement la construction de Belo Monte a entraîné plus de 40 000 personnes affectées.

LES VOIX DE LA RIVIÈRE

La participation des femmes dans la lutte contre les mégaprojets hydroélectriques dans l'État de Veracruz, Mexique

PAR ROSALINDA HIDALGO, LUISA PARÉ ET BEATRIZ TORRES

Au Mexique, la participation des femmes dans les mouvements sociaux a été et demeure très importante. Cependant leur visibilité et leur reconnaissance restent souvent dans l'ombre de la structure patriarcale. Au XXI^e siècle, les mouvements sociaux requièrent de nouvelles formes de concevoir et de réfléchir sur la participation des femmes. Pour trouver de nouvelles voies, nous nous demandons : quels sont les défis auxquels les femmes mexicaines doivent faire face aujourd'hui et qu'est-ce qui motive leur participation?

Cet article veut esquisser les circonstances et les motivations que vivent les femmes qui participent dans des processus de défense des rivières dans l'État de Veracruz, où les conditions sont particulièrement adverses pour les militants, hommes et femmes.

LE CONTEXTE

L'État de Veracruz est une longue bande de terre qui borde le Golfe du Mexique. Avec plus de sept millions d'habitants, il est le troisième État le plus peuplé du pays. Plus de 20% de cette population est autochtone. C'est un État particulièrement riche en ressources hydrauliques et pour ce qui est de la richesse de sa biodiversité, il occupe la cinquième place, parmi les États du Mexique. Depuis 2010 la richesse hydraulique et les populations riveraines se trouvent menacées par le *Plan national de développement énergétique*. Seulement dans l'État de Veracruz, on prétend construire plus de 100 barrages, dont un est déjà en opération. Les principaux bassins hydrographiques affectés sont ceux de la région centrale de l'État (les rivières Nautla, Bobos, Antigua et Blanco). Devant cette situation une réponse sociale ne s'est pas fait attendre et des collectifs se sont mis sur pied dans différentes régions afin de défendre les territoires.

Pour illustrer ces processus de résistance nous parlerons de trois cas où a surgi une forte opposition à différents barrages :

1) le Collectif défense verte Nature pour toujours (*Colectivo Defensa Verde Naturaleza para Siempre*) qui lutte contre le projet El Naranjal dans une région du bassin du Rio Blanco (360 MG) ;



Rosalinda Hidalgo, 2013

FEMMES À BARRANCA GRANDE, MUNICIPALITÉ DE IXHUACÁN DE LOS REYES, VERACRUZ

- 2) le Collectif Peuples unis du Bassin de l'Antigua pour des rivières libres – PUCARL (*Colectivo de Pueblos Unidos de la Cuenca Antigua por Rios Libres*) qui résiste à un projet mis de l'avant par l'entreprise brésilienne Odebrecht ;
- 3) l'Alliance des usagers de la rivière Bobos lutte contre le projet d'une multitude de mini-barrages hydroélectriques en aval de la rivière. En plus des effets environnementaux, ces projets auront des impacts sur la vie des populations et en particulier sur celle des femmes.

En tant que collectif qui travaille sur les conflits socio-environnementaux, nous, membres de l'Assemblée de Veracruz pour les initiatives et la défense de l'environnement (LAVIDA), avons pu connaître et collaborer avec les groupes de personnes qui défendent leurs rivières. Les femmes ont joué un rôle très important dans ces actions de résistance. Compte tenu des niveaux de violence ciblée que l'on vit dans l'État de Veracruz, les militantes, les journalistes et les étudiants sont les plus vulnérables. Les femmes militantes font face à des risques considérables, raison pour laquelle leur protection devrait faire l'objet d'une reconnaissance publique.

LA PARTICIPATION ET LE LEADERSHIP DES FEMMES

Les degrés de participation dans les luttes sont différents car les rôles de genre limitent souvent la possibilité ou les désirs des femmes de participer dans les processus de défense du territoire. Il y a aussi des différences selon qu'il

s'agisse de milieux urbains ou ruraux. Cependant nous avons observé que les femmes qui participent dans les processus de résistance ont une vision assez claire de ce qui est en jeu quand un projet de « développement » met en danger leurs moyens de subsistance, la santé, l'accès à l'eau ou la qualité de celle-ci. Ce sont elles qui, de façon déterminée, soutiennent une position contraire à ce que tout ce qui est lié à la vie, à la santé et au bien-être familial ou communautaire soit objet de mercantilisme.

Nous avons aussi observé que les collectifs où participent tant les hommes que les femmes sont imprégnés de la culture dominante et « machiste » qui existe au Mexique. En effet celle-ci impose des rôles de genre qui déterminent les capacités réelles ou celles perçues par les hommes et par les femmes. Cependant les circonstances de tension et d'urgence qui surgissent lorsque les modes de vie, de subsistance et de sécurité se trouvent menacés conduisent les personnes et les communautés à des situations extrêmes. La recherche de solutions les amène à questionner et à reformuler les capacités assumées et les rôles de genre tels qu'on les vivait tant sur le plan personnel que collectif.

Le degré de participation des femmes varie beaucoup, à partir du simple fait de participer à une réunion (ce qui avant n'était pas possible ou ne les intéressait pas) jusqu'au fait d'écouter, de prendre la parole, d'exprimer leur opinion, de faire des recommandations, de prendre des engagements et de devenir des dirigeantes qui jouent un rôle central dans l'organisation.

Dans les trois collectifs, la participation des femmes comprend celles qui assistent uniquement à des assemblées d'information ou à des événements publics sans jouer un rôle actif, celles qui contribuent à la préparation des aliments ou collaborent dans une tâche ou l'autre, et aussi celles qui ont un leadership important, autant sur le plan intellectuel que par une présence directe dans les mobilisations, sur la ligne de front des luttes.

Une forme particulière de participation est celle que nous appelons « femmes compagnes » (*madres compañeras*) c'est à dire celle qui suit ou accompagne son mari dans un contexte familial, sans que cela implique pour elles une visibilité particulière. Néanmoins ces femmes portent une charge plus lourde que les autres : elles sont le soutien de famille puisque le mari se trouve occupé activement dans

la résistance. Ce sont elles qui appuient et abritent avec discrétion la lutte, qui sont conseillères, écoutent dans l'intimité domestique sans occuper l'avant-scène. Elles en assument les coûts : moins d'argent pour la famille, absences fréquentes du mari, stigmatisation et risques de répression.

On voit souvent de jeunes femmes célibataires, soit professionnelles, soit possédant un certain niveau d'études s'impliquer. Ce type de femme joue un rôle de plus en plus actif; c'est à elles qu'on confie les travaux de liaison, de secrétariat. Ces « femmes marcheuses » (*mujeres caminantes*) s'ouvrent sur des horizons au-delà de leur espace immédiat et de leur village. Leur travail et leurs réussites détruisent bien des stéréotypes et construisent de nouveaux imaginaires au sujet des capacités et des forces de ces femmes.

Ce sont les femmes qui, de façon déterminée, soutiennent une position contraire à ce que tout ce qui est lié à la vie, à la santé et au bien-être familial ou communautaire soit objet de mercantilisme.

Les femmes « fer de lance » (*punta de lanza*) sont celles qui ont un fort leadership dans les collectifs, qui prennent part de façon cruciale dans les prises de décision, qui sont à l'origine de certaines actions. Ces femmes transgressent très souvent les rôles de genre. Certaines d'entre elles ont déjà reçu une formation ailleurs, par exemple dans des organisations ecclésiastiques de base, des comités de voisins, de commerçants, des organisations communautaires. Cette antichambre, définit de façon très subtile la façon dont elles s'assument mais aussi dont elles sont perçues

par les communautés : elles deviennent des porte-paroles des besoins et des problèmes qui surgissent lorsqu'on est confronté à un mégaprojet.

OBSTACLES ET RISQUES

Dans l'État de Veracruz, un des plus violents du Mexique, être militant.e constitue un danger. La lutte pour la défense des rivières a eu des répercussions sur la vie des femmes : craintes, menaces, surveillance, harcèlement et même criminalisation. En plus de ces facteurs externes, il y a aussi des facteurs internes, quand les femmes doivent s'affronter au pouvoir masculin de leurs propres compagnons de lutte et au « machisme » de nos sociétés urbaines ou rurales.

L'ENNEMI EN DEHORS OU EN DEDANS?

Dans une région du bassin du Bobos Nautla, une des protestataires a été harcelée par l'entreprise IGR et tout cela de connivence avec le maire de la ville; de plus on

a lancé contre elle une campagne de discrédit. Dans une autre région, sur le Rio Antigua, une des personnes de l'opposition plus visibles fait face à des poursuites judiciaires en plus de recevoir des menaces constantes; tout cela, bien sûr, pour l'intimider et freiner sa participation. Dans le cas du barrage El Naranjal, les opposants ont dû avoir recours à des mécanismes de protection auprès du gouvernement fédéral.

Au sein des organisations la bataille n'est pas facile puisque la vision masculine s'impose bien souvent. C'est dans ce sens que les pratiques entre hommes et femmes sont différentes. Par exemple certains leaders sous-estiment les propositions des femmes ou encore l'opinion masculine s'impose parfois par la force des choses et non par la raison. Dans l'espace public il y a des hommes qui sentent qu'ils ont perdu leur légitimité du fait de la présence des femmes et ne veulent pas tenir compte des propositions féminines. Dans un tel contexte, les femmes peuvent devenir dures et fortes, attitudes critiquées par les hommes qui les discréditent et les traitent de névrosées, folles ou contrôleuses. Cette bataille interne contre le machisme est aussi compliquée pour les femmes que la lutte qu'elles poursuivent contre l'ennemi externe, l'État et les entreprises. La réaction masculine se fonde sur ce qu'ils perçoivent comme un questionnement de leur pouvoir : « Ce n'est pas une bonne femme qui va me mener par le bout du nez! » (« ¡A mi no me manda ninguna vieja! »).

Dans le monde rural en général, la participation des femmes rencontre plus de limitations. Dans les luttes contre les barrages, la propriété joue un rôle fondamental puisque traditionnellement, le monde agricole a été un monde masculin. Aux assemblées où on traite du sujet des terres, les femmes sont nettement minoritaires, quelques veuves tout au plus.

DÉFIS POUR LES FEMMES ET LES HOMMES : VERS UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

Dans les luttes pour la défense du territoire, les femmes ont su occuper des espaces importants en jouant une diversité de rôles, la femme compagne, la femme à la cuisine, la femme leader, la femme célibataire, la professionnelle, parfois combinant les rôles traditionnels de mères, chefs de famille, protectrices, etc. Souvent elles ont dû lutter contre le machisme à l'intérieur du mouvement mais grâce à leurs grandes qualités comme personnes-clés, elles ont su se faire respecter et ont été des facteurs de changement et des points de référence pour rompre certains tabous ou des perceptions contraignantes en ce qui a trait aux capacités des femmes et à leur importance au sein des mouvements.



Colectivo Verde Defensa Para Siempre, 2014

Les mouvements sociaux pour la défense du territoire reproduisent des valeurs comme la solidarité, ils renforcent la vie communautaire, l'épanouissement des peuples autochtones et aussi la défense des droits des femmes. Le chemin n'est pas facile mais les femmes apportent un sang nouveau et des pensées nouvelles à la lutte.

Rosalinda Hidalgo est ethnologue ayant réalisé des études supérieures en développement rural. Elle est une activiste, de l'Assemblée de Veracruz pour les initiatives et la défense de l'environnement (LAVIDA), du Mouvement mexicain de personnes affectées par les barrages et en défense des fleuves (MAPDER) et du Mouvement de personnes affectées par les barrages d'Amérique latine. Les axes de travail auxquels elle s'intéresse sont la gestion de bassins, des forêts et de l'eau.

Luisa Paré est anthropologue et professeure de l'Institut de recherches sociales de l'Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM). Elle est membre de l'Assemblée de Veracruz pour les initiatives et la défense de l'environnement (LAVIDA). Elle s'intéresse aux sujets liés à la défense de l'eau et aux conflits environnementaux de l'État de Veracruz au Mexique.

Beatriz Torres Beristain est chercheuse à la Direction générale de recherche de l'Universidad Veracruzana (UV). Elle détient une maîtrise en écologie (UNAM) et un Ph.D en qualité de l'eau (Wageningen University, Pays Bas). Dans l'actualité, elle s'intéresse aux problématiques socio-environnementales. Elle est membre de l'Assemblée de Veracruz pour les initiatives et la défense de l'environnement (LAVIDA). LAVIDA est un espace pluriel de rencontres citoyennes, d'analyses, de dénonciations et d'alternatives contre la destruction de l'environnement et pour la défense des droits. Tiré du site : <http://www.lavida.org.mx>



NO
DAM

PROTECT OUR
RIVERS

D. NIVEL '88

EXTRACTIVISME :

PLONGÉE AU CŒUR DE LA CRISE CLIMATIQUE*

PAR MALIKA PEYRAUT ET JULIETTE RENAUD

Les scientifiques tirent la sonnette d'alarme : la fonte des glaces se poursuit inexorablement, l'extinction des espèces s'emballe, notre budget carbone disponible se réduit en peau de chagrin. Pourtant, les responsables sont connus : l'extractivisme, exploitation à échelle industrielle des biens naturels. Au cœur de notre modèle actuel insoutenable, c'est un obstacle central à la justice sociale et environnementale. Imbriqué dans le pouvoir politique et financier, il assure sa pérennité en perpétuant et verrouillant le système pourtant générateur des crises de notre siècle.

EXTRACTIVISME, ÉPUISEMENT DES RESSOURCES ET VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Pour répondre à la surconsommation de nos industries et sociétés, les États et multinationales n'ont qu'un objectif : la sécurisation de l'accès aux matières premières. Partout dans le monde se multiplient les projets rivalisant par leur gigantisme et les destructions qu'ils engendrent : non seulement exploitation minière, pétrolière et gazière, mais aussi monocultures d'OGM, plantations d'arbres à croissance rapide, grands barrages, etc.

La surconsommation d'eau mais surtout d'énergie par ces projets en fait une des sources principales des changements climatiques. Ils nous enferment dans des cercles vicieux : nous ouvrons des mines pour alimenter des centrales... qui à leur tour viennent alimenter en énergie des mines ! Et cela au prix de dégâts sociaux et environnementaux toujours plus graves : pollutions de l'eau, de l'air et des sols, destruction de la biodiversité, mais aussi accaparement des terres et destruction des économies locales, remplacées par des économies d'enclave au seul profit des multinationales et de l'exportation.

À lui seul, le secteur extractif est responsable de 28% des violations des droits humains commises par des entreprises dans le monde. La résistance des populations locales à ces projets, en défense de leurs territoires et de leurs modes de vie, trouve comme seule réponse le déni de démocratie, la criminalisation des luttes et la répression, en allant jusqu'à des assassinats de leaders communautaires.

Protégées par une architecture mondiale d'impunité, aidées par les accords de libre-échange et d'investissement, les multinationales prennent ainsi possession de territoires entiers sans être inquiétées légalement des conséquences sur les peuples et l'environnement.

À lui seul, le secteur extractif est responsable de 28% des violations des droits humains commises par des entreprises dans le monde. La résistance des populations locales à ces projets trouve comme seule réponse le déni de démocratie, la criminalisation des luttes et la répression.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, UN PROBLÈME SYSTÉMIQUE

Cette année, la France se targue d'accueillir la 21^e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, supposée donner naissance à un accord universel permettant de limiter l'augmentation de la température du globe en deçà de 2°C. Cela a beau faire 21 ans que ces conférences internationales existent, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de plus de 50% depuis 1990.

Les entreprises extractivistes ont une double responsabilité dans cette crise : non seulement elles sont responsables d'une part majeure des émissions, mais de plus elles défendent et assurent la pérennité du système ayant conduit à cette crise. L'enrayement des négociations internationales résulte en

partie de l'influence démesurée de ces acteurs privés sur les décideurs, au détriment des intérêts des peuples. Lobbying, jeux d'influence, complicité des décideurs qui tirent profit d'un système inégalitaire conduisent à un tel immobilisme que la COP21 ne répondra pas à un enjeu principal : sonner le glas des énergies fossiles, fissiles et du système productiviste qui les sous-tend.

* Article initialement publié dans le journal La Baleine n°180 d'Amis de Terre-France, 27 août 2015, en ligne : <http://www.amisdelaterre.org/Extractivisme-plongee-au-coeur-de.html>

Bien conscientes toutefois que les impacts déjà perceptibles du dérèglement climatique ébranlent la croyance en ce système, les entreprises opèrent un maquillage de leurs discours. Total laisse ainsi entendre que puisqu'il est « naturel », le gaz n'est plus polluant. ENGIE (ex-GDF) fait de la lutte contre le changement climatique une priorité... sur papier, puisque l'entreprise ne met pas pour autant fin à ses activités fossiles. À en croire leurs discours, l'introspection sur nos modes de consommation et de production n'est désormais plus nécessaire puisque la technologie nous sauvera de l'impasse ! Les mines seront ainsi « responsables » et le charbon « propre » puisqu'il suffirait de récupérer les gaz à effet de serre issus de sa combustion (capture et stockage du carbone). Qu'on joue aux apprentis sorciers en l'enfouissant dans le sol sans connaître les conséquences possibles n'est qu'un détail...

Le lien entre extractivisme et climat reflète la cause profonde du changement climatique : un système productiviste, fortement inégalitaire, dont seule une poignée tire profit. Mais alors qu'entreprises et décideurs s'échinent à en

colmater les failles, les résistances citoyennes gagnent du terrain. Luttés contre l'austérité, pour la transparence et la démocratie, abandon par les banques françaises du projet charbonnier Alpha Coal ou par l'entreprise pétrolière OMV de ses projets de forage dans l'Adriatique : les terrains d'expérimentation et de blocage se multiplient. Dans ce sillon s'inscrit la mobilisation citoyenne en vue de la COP21 et au-delà : donner à voir ces failles, perturber l'ordre établi et montrer que les alternatives sont déjà en marche.

Juliette Renaud est chargée de campagne sur les Industries extractives aux Amis de la Terre – France. Depuis 2008, elle travaille avec des collectifs citoyens et des communautés affectées par des projets pétroliers, gaziers et miniers dans le monde, en particulier en Argentine où elle a vécu plusieurs années.

Malika Peyraut est chargée de la campagne Institutions financières internationales et Énergie pour Amis de la Terre – France



Junta de Andalucía, 2012

LA CORTA DE ATALAYA, MINE DE CUIVRE À CIEL OUVERT, HUELVA, ESPAGNE



Carey Averbok, 2014

MARÍA EUGENIA : « OUI, JE COMPTE POUR QUELQUE CHOSE »

UNE SOLUTION ALTERNATIVE PAR LES FEMMES DU SUD FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET AU PATRIARCAT

PAR LENY OLIVERA ROJAS
TRADUCTION PAR ÉMILIE NOËL

Alors que la température globale augmente graduellement à des niveaux inattendus comme résultat de la pollution globale, les problèmes de sécurité alimentaire et d'approvisionnement en eau s'accroissent. Les impacts de plus en plus sévères – inondations, sécheresses extrêmes, etc. – se conjuguent pour rendre de plus en plus insoutenable les façons de garantir la vie. Cependant, la manière dont nous sommes affecté.e.s dépend de plusieurs aspects, dont l'un des plus importants est le fait d'être une femme. 70% des 1,3 milliard de personnes touchées par la pauvreté absolue¹ sont des femmes² – celles-ci étant les membres les plus vulnérables de communautés qui, vu le changement climatique, sont de plus en plus pauvres, souffrent toujours plus de la faim, consacrent de moins en moins de ressources aux soins des enfants et, finalement, envisagent l'émigration comme unique porte de sortie³.

Après une catastrophe, ce sont les femmes qui, historiquement, « sont tenues responsables de la reproduction de leurs familles. Ce sont elles qui doivent garantir que leurs enfants aient à manger, se privant souvent elles-mêmes de nourriture, et qui doivent s'assurer que les aînés et les malades reçoivent des soins »⁴.

Toutes ces dynamiques touchent les femmes tant en Bolivie que dans d'autres pays, particulièrement ceux du Sud. Malheureusement, la recherche et les travaux sur les impacts du changement climatique en Bolivie ne s'intéressent que rarement à leurs répercussions sur les femmes, particulièrement dans les contextes périurbains.

Nous pouvons apprendre beaucoup de l'expérience des femmes de la communauté María Auxiliadora, dans le département de Cochabamba, en Bolivie, en tirant plusieurs

leçons et nous en inspirer afin d'élaborer des solutions alternatives qui répondent non seulement aux impacts du changement climatique, mais aussi à la violence structurelle que vivent la majorité des femmes dans ce genre de contexte. Cette expérience a émergé il y a quinze ans dans une zone agricole qui fait maintenant partie de la zone urbaine et où une grande partie de la population vit aux marges des possibilités socioéconomiques. Le projet repose sur l'initiative de cinq femmes qui ont vu dans le territoire collectif une solution alternative pour affronter la marchandisation de la terre, la crise du modèle économique et la violence vécue par les femmes. Dans cette zone, une grande partie de la population correspond à plusieurs générations de migrants provenant de zones rurales de tout le pays, particulièrement de La Paz, d'Oruro et de Potosí. Dans la communauté aujourd'hui, il y a environ 450 familles.



Leny Olivera, 2011

QUAND TOMBE LA PLUIE : RÉPERCUSSIONS SUR UNE POPULATION VULNÉRABLE

LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN BOLIVIE

À cause de sa situation géographique et parce qu'elle fait partie des régions tropicales de haute montagne, la Bolivie a été affectée plus tôt et plus fortement qu'ailleurs par le changement climatique. La Bolivie est exposée aux principales répercussions suivantes : la détérioration de la sécurité alimentaire, le recul des glaciers qui affecte ainsi la disponibilité de l'eau, les désastres naturels plus fréquents et plus intenses, une augmentation des maladies transmises par les moustiques et plus d'incendies forestiers.

Cochabamba – où se trouve la communauté María Auxiliadora – était considéré comme le département ayant la plus grande production agricole du pays et il approvisionnait les autres départements de la Bolivie. Les phénomènes climatiques, dont des inondations, des sécheresses et des gelées, ont perturbé plusieurs régions du département de Cochabamba et ont causé des pertes

ou des dommages critiques sur 60% des 25 883 hectares de cultures⁵. À la suite de ces phénomènes, les terres fertiles, qui ont toujours caractérisé la vallée de Cochabamba, sont maintenant différentes. En effet, la désertification et la sécheresse ont détérioré la terre; par conséquent, les producteurs préfèrent migrer à la ville pour chercher de nouvelles possibilités d'emploi⁶.

À Pasorapa, il n'y a pas d'eau, même pas pour la consommation humaine, ce qui a pour effet de provoquer une migration massive vers les villes du pays et à l'étranger. Jour après jour, le bétail bovin et caprin agonise et meurt; les pertes dans la culture du maïs, de la pomme de terre et d'autres produits atteignent 100%⁷.

EXCLUSION SOCIALE, GENRE, ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : LA RÉPONSE DE LA COMMUNAUTÉ MARÍA AUXILIADORA

Les dangers associés au climat affectent directement la vie des gens pauvres en se répercutant sur leurs moyens de subsistance, en réduisant le rendement des cultures ou en détruisant leur domicile, et, indirectement par, notamment, l'augmentation des prix des aliments et l'insécurité alimentaire comme l'indique le rapport [du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat]. Pour ces gens (femmes pauvres), les effets « seront catastrophiques » à moins que les émissions [de carbone] puissent diminuer [selon Heather McGray du World Resources Institute]⁸.

La sévérité des impacts du changement climatique varie selon où nous vivons (vulnérabilité géographique), qui nous sommes (*genre*), notre classe économique et sociale, notre origine ethnique et les relations de domination et de violence dans lesquelles nous nous inscrivons. C'est pour cette raison que nous ne pouvons pas parler de femmes en général, bien qu'elles partagent des aspects communs parce qu'elles sont femmes. En effet, il existe différents aspects qui font que nous sommes différentes au moment de confronter la violence. Comme le raconte Doña Isabel, qui travaille en tant que cuisinière aux Services d'appui aux écoliers dans la communauté María Auxiliadora, naître dans la zone sud de Cochabamba (une zone périurbaine pauvre et marginalisée), par exemple, a plusieurs conséquences.

Vivre dans un appartement loué est très difficile; tu es dans une toute petite pièce, et c'est là où tu manges, où tu dors, les enfants ne peuvent pas sortir dehors, ils ne peuvent pas aller jouer, c'est inconfortable, la propriétaire te demande rapidement l'argent du loyer, de l'eau, de l'électricité. Il faut tout payer.



Carey Averbook, 2014

La communauté a réagi face à la violence que subissent les femmes et leurs enfants, qui, faute d'avoir leur propre maison, sont désavantagés face aux autres formes de violence. L'expérience collective qui en a émergé se distingue par les règles qui ont été promulguées, l'une des plus importantes étant que les femmes assument la présidence de l'administration de la communauté afin, justement, de garantir le respect de ces règles. Cela permet de solutionner les principaux conflits que les femmes ont affrontés dans le passé. Une autre règle fondamentale réside dans le caractère social non-marchand de la terre qui ne peut ni se vendre, ni se louer. On ne peut non plus la diviser lorsqu'un couple décide de se séparer, et le logement revient à celui ou celle qui prend la responsabilité des enfants, surtout des femmes.

COMMENT EST LE TRAVAIL D'UNE FEMME DANS LA COMMUNAUTÉ?

Les emplois qu'occupent les femmes de la communauté, en plus du travail à la maison, sont les moins bien rémunérés. La majorité des femmes travaillent dans le secteur informel comme vendeuses au détail, cuisinières, domestiques et blanchisseuses. Vivre les répercussions du changement climatique dans ces conditions signifierait encore plus de travail pour ces femmes et accentuerait les difficultés économiques que plusieurs d'entre elles affrontent même si elles sont maintenant assurées d'avoir leur propre maison dans la communauté.

La majorité de ces femmes dorment peu et travaillent plus de 8 heures en dehors de leur maison. C'est le cas de Doña María Eugenia, la présidente de la communauté, qui

fabrique des pâtisseries jusqu'à 3 ou 4 heures du matin pour les vendre aux enfants de l'école de la communauté en plus de se dédier durant le jour aux activités communautaires. Le temps que les femmes investissent dans les tâches reproductives n'est pas rémunéré et les tâches productives sont mal payées.

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES D'ÊTRE UNE FEMME LEADER DANS LA COMMUNAUTÉ MARÍA AUXILIADORA?

Être leader dans la communauté lorsqu'on est un homme n'est pas la même chose que lorsqu'on est une femme. À María Auxiliadora, la règle veut que les femmes soient les leaders de la communauté car autrement elles seraient exclues des décisions importantes qui affectent leur vie. Être leader et femme implique plusieurs défis, entre autres de disposer de temps alors qu'il est insuffisant. Un autre de ces défis est la critique sociale à l'endroit des femmes qui endossent la responsabilité d'être leader. Par exemple, l'une de ces critiques est que les femmes ne devraient pas se trouver dans la sphère politique, encore moins si elles sont mères célibataires. C'est le cas de Doña María Eugenia, qui, heureusement, a pu se séparer de son conjoint qui a même essayé de porter atteinte à sa vie.

On m'a crié toutes sortes de choses parce que je n'avais pas de conjoint, on me disait que je n'étais pas une femme de famille, que j'étais une femme qui cherchait

des hommes, on m'insultait, on me discriminait. Un homme m'a même donné un coup de poing et m'a frappée devant les Forces spéciales de lutte contre le crime de la police, et il a été arrêté...

Face à l'accentuation des impacts du changement climatique et la nécessité de s'adapter et de lutter contre ce changement de manière structurelle, il est essentiel que les femmes s'engagent dans une perspective qui ne reproduise pas les mêmes pratiques qui ont donné lieu à ces impacts de même qu'à la violence faite aux femmes. Par exemple, prendre des responsabilités dans une communauté avec ces caractéristiques, en étant femme et dans les circonstances propres à la zone sud de Cochabamba, remet en question les stéréotypes de la mère-épouse.

AFFRONTER LA VIOLENCE VÉCUE PAR LES FEMMES DANS UN CONTEXTE DE CRISE CLIMATIQUE

La violence vécue par plusieurs femmes dans la communauté María Auxiliadora est assez brutale. Le fait de charger une commission communautaire de l'intervention dans les situations de violence contre les femmes reflète le caractère politique et social avec lequel est abordée cette injustice. Bien entendu, ce n'est pas là le seul défi, mais il existe des cas où il a été au moins possible d'éloigner des agresseurs très violents grâce au principe communautaire de la non-partition et de la non-division des parts après la séparation d'un couple. « ... à une autre occasion, nous nous sommes mis à nous bagarrer, la brigade a été appelée, et ils l'ont arrêté; depuis ce temps, je suis séparée... » (Entrevue avec Irene Cardozo).

Le fait de vivre en communauté n'est pas seulement une forme efficace de freiner la marchandisation de la terre et du domicile et d'économiser des ressources pour vivre de manière durable – entre autres en réutilisant l'eau, en utilisant des toilettes sèches, en s'autosuffisant grâce à des potagers urbains –, surtout dans un environnement où les impacts du changement climatique s'intensifient graduellement. Dans ce contexte, c'est aussi une manière d'affronter la violence faite aux femmes.

Dans la communauté, non seulement la terre est collective, mais le sont également le travail et les décisions face aux défis qui se présentent. Ceci est fondamental en cas de conflit ou de désastre naturel, en plus d'être une stratégie qui permet d'économiser des ressources qui seront toujours plus rares à cause de l'aggravation des impacts du changement climatique. S'organiser de manière collective n'est pas facile, mais cela a permis à la communauté María Auxiliadora de pouvoir compter sur des services de base, de réussir à construire des espaces communs autogérés et d'affronter la violence vécue par les femmes.

Il est maintenant temps pour tous, hommes et femmes, d'apprendre à affronter les conflits, la crise économique et climatique et l'injustice sociale sans se soumettre à d'autres, surtout pour les femmes. Vivre mieux signifie non seulement vivre de manière plus durable, sans polluer, mais aussi que tout cela ne retombe pas sur les épaules des femmes, surtout en prenant en compte que la majorité d'entre elles sont pauvres.

La réponse des femmes de la communauté María Auxiliadora face aux répercussions du changement climatique dans le contexte de triple violence qu'elles vivent en tant que femmes – parce qu'elles ont peu de ressources, à cause de leur origine ethnique et d'autres problèmes pré-existants – témoigne d'une solution alternative dont nous devrions tenir compte au moment d'affronter le changement climatique.

Je dis que la communauté María Auxiliadora, c'est David contre Goliath, c'est l'individualisme vs. la collectivité... – Rosa Angulo

Leny Olivera est une activiste féministe bolivienne qui a étudié la sociologie et qui est engagée depuis 2005 dans un groupe de femmes autonomes qui luttent contre la violence faite aux femmes. Elle travaille au Centre pour la démocratie (*Centro para la Democracia*) et est co-auteure du projet « Le changement climatique, c'est... parler des femmes » (*Cambio climático es... hablar de mujeres*).

- 1 La pauvreté absolue correspond à la situation des personnes qui passent leur journée sans manger.
- 2 Aldunate, V. (2009). « Género ¿Qué es género?... El feminismo no muerde... ». *Kaos en la Red*, 4 février, en ligne : <http://old.kaosenlared.net/noticia/genero-genero-feminismo-no-muerde>, (page consultée en août 2015).
- 3 Efe-agencia (2013). « El cambio climático hace más pobres a los pobres ». *Los Tiempos*, 16 novembre, en ligne : http://www.lostiempos.com/diario/actualidad/vida-y-futuro/20131116/el-cambio-climatico-hace-mas-pobres-a-los-pobres_235369_510578.html (page consultée en août 2015).
- 4 Federici (2013). « Revolución en punto cero, Nueva York, Traficante de Sueños », mai, p. 176.
- 5 Opinion (2014). « Graves daños en los cultivos de Cochabamba », 7 avril, en ligne : <http://www.opinion.com.bo/opinion/articulos/2014/0407/noticias.php?id=124742> (page consultée en août 2015).
- 6 Mena Molina, M. I. (2011). « Cochabamba atraviesa una etapa crítica en su producción agrícola », *Opinion*, 20 février, en ligne : http://www.opinion.com.bo/opinion/informe_especial/2011/0220/suplementos.php?id=215 (page consultée en août 2015).
- 7 Entrevue avec Eliseo Barriga, conseiller municipal de Pasorapa, Pasorapa, 2010.
- 8 Smith, M. (2014). « Los 10 países en mayor riesgo por el cambio climático », *CNN*, 31 mars, en ligne : <http://cnnespanol.cnn.com/2014/03/31/los-10-paises-en-mayor-riesgo-por-el-cambio-climatico/> (page consultée en août 2015).



LORSQUE TERRE RIME AVEC VIE : LA PERSPECTIVE DES FEMMES SUR LA QUESTION DES TERRES ET DES EAUX AU GUATEMALA

PAR JACKIE MCVICAR
TRADUCTION PAR MACARENA LARA

DE L'ÉNERGIE POUR QUOI? ET POUR QUI?

Durant des siècles, la rivière protégea nos ancêtres; en échange, ceux-ci se chargeaient également d'en prendre soin, créant ainsi un parfait équilibre. La rivière était notre source de vie et la vie appartenait à la rivière. – Les voix de Rio Negro : pousses de mémoire, un nouveau jour brille¹

La communauté de Rio Negro est paisiblement installée au sommet de la montagne, surplombant la rivière du même nom. Tranquillement, les générateurs au gaz et les panneaux solaires désormais désuets se voient remplacés par des lignes électriques. Presque trente-cinq ans ont passé depuis les massacres de Rio Negro. Ces massacres ont permis de libérer l'espace nécessaire à la construction du plus grand barrage du Guatemala, à seulement quelques kilomètres, mais la communauté vient tout juste d'être connectée au réseau électrique étatique.

La communauté moderne Maya Achi qui a habité cette zone pendant plus de deux cents ans, alors que les Mayas y ont résidé durant des millénaires, a été presque entièrement éliminée au début des années 1980 par le biais d'une série de massacres perpétrés par les forces de sécurité de l'État, dans le but de faire de l'espace pour le barrage hydroélectrique de Chixoy. Ce projet était en grande partie financé par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement et aujourd'hui, ce projet est présenté par l'Institut national d'électrification (INDE) comme le principal exemple d'énergie renouvelable et verte au Guatemala, malgré les violences extrêmes qu'il a engendrées, notamment des viols, de la torture et des meurtres, et l'absence de justice pour les victimes².

Le 12 septembre 2012, la Cour interaméricaine des droits humains a ordonné le versement de compensations pour les survivants et les victimes de Rio Negro et le *US Consolidated Appropriations Act* de 2014 a exigé que l'État guatémaltèque mette en œuvre un système d'indemnités avant que l'aide militaire ne soit complètement remise en place³. Le 15 d'octobre, finalement, le gouvernement guatémaltèque a commencé à payer les réparations alors que le barrage Chixoy continue à produire 35% de l'électricité du pays, sans aucune conséquence⁴.

OÙ VA TOUTE CETTE ÉLECTRICITÉ ?

Le matin lorsque je quitte ma demeure, je demande à Dieu de me protéger. C'est tout ce que je peux faire. – Crisanta Pérez⁵

À deux cents kilomètres de là, Gregoria Crisanta Pérez prépare de la nourriture destinée à être vendue devant l'école primaire de sa communauté. Sa maison compte quatre lampes et Crisanta cuisine au bois. À un kilomètre de sa demeure, l'entreprise canadienne Goldcorp Inc. exploite la plus grande mine du Guatemala, produisant de l'or, de l'argent et d'autres métaux précieux, 24 heures sur 24. En 2012 et en 2013, la mine Marlin se classait au troisième rang des plus importants consommateurs d'électricité au pays⁶.

Bien que la mine à ciel ouvert ne produise plus à sa capacité maximale, des tunnels sillonnent toujours le sous-sol de toute la communauté, notamment sous la demeure de Crisanta. En juillet 2015, Goldcorp a annoncé des records en matière de production d'or, grâce à Marlin et à ses nombreux autres projets situés aux quatre coins des Amériques⁷.

Quand elle n'est pas occupée à préparer des collations faites principalement à partir de maïs bouilli ou frit, Crisanta s'occupe de ses enfants et petits-enfants et assiste à des réunions communautaires. Elle vit à Agel, dans la région de San Miguel d'Ixtahuacan, où elle est vice-présidente du conseil de développement local et présidente du comité de la communauté dédié à l'eau.

Je fonds en larmes lorsque je pense que mes filles et mes petites-filles ne pourront pas bénéficier des remèdes que j'ai jadis utilisés. Ils ne sont plus disponibles pour elles. La montagne où nous allions cueillir les plantes pour soulager les douleurs des femmes venant d'accoucher n'existe plus. Toute cette richesse est disparue avec la montagne.

Crisanta, qui était au Canada en juin 2015, se souvient qu'elle amenait le mouton de la famille sur la montagne pour paître. « Je pouvais passer des journées entières assise sur le flanc de la montagne avec le mouton, parlant à la montagne, à ses arbres, à ses fleurs. Ils l'ont détruite. Nous avons perdu cette connexion avec la Terre Mère ».

La vie n'a pas été facile pour Crisanta et lorsqu'elle a commencé à soulever des questions concernant la mine et ses opérations, la compagnie a tenté de la soudoyer⁸: la compagnie avait besoin de ses terres pour y ériger des pylônes électriques à haute tension destinés à approvisionner la mine. Elle a refusé et a alors été considérée comme un risque pour l'entreprise. Crisanta a été menacée et harcelée, et a dû rapidement répondre à des accusations criminelles selon lesquelles elle aurait coupé l'alimentation électrique de l'usine de traitement⁹. Bien que les charges aient finalement été abandonnées, Crisanta a dû faire face à plusieurs poursuites, et la possibilité d'être emprisonnée était une menace constante. Certains de ses frères se sont retournés contre elle et elle a dû s'exiler au Mexique malgré ses sept mois de grossesse. Cependant, malgré toutes ces embûches, elle a tenu bon et n'a pas abandonné sa lutte. Ces événements l'aidèrent également à affirmer davantage son identité en tant que femme Maya-Mam.

Cette lutte m'a permis d'approfondir mes liens avec ma nature Maya. Je comprends maintenant qu'on m'a donné la responsabilité de défendre la Terre Mère. Les gens peuvent être en désaccord avec moi, mais je dois demeurer courageuse et forte. Nous défendons notre territoire, notre vie. – Crisanta Pérez

RIO NEGRO, ENCORE UN BARRAGE

Le Guatemala est un pays qui possède un important bassin de ressources naturelles renouvelables, qui à leur tour, possèdent un important potentiel énergétique. – L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Le modèle intensif d'extraction des ressources du Guatemala exige de nouvelles ressources énergétiques. Qu'ils soient encouragés par les marchés nationaux et internationaux ou encore par les banques et l'ONU, la réalité demeure la même : les ports, les aéroports, les mines et les installations d'exploitation de pétrole, de gaz, de sucre et de biocarburants ont tous besoin d'électricité pour fonctionner. Les barrages fournissent de l'énergie propre et permettent au gouvernement de respecter son engagement face aux sociétés transnationales qui investissent au Guatemala, soit de les alimenter en électricité. De nombreux projets de barrage aux quatre coins du pays ont été soumis aux instances guatémaltèques. L'un des plus importants est celui de Xalala, dans le nord du pays, encore une fois le long du Rio Negro.

Le projet Xalala inonderait des communautés dans les municipalités d'Ixcan, d'Uspantan et de Coban, détruisant des terres agricoles et forçant la délocalisation de 58



Lisa Rankin

CRISANTA PÉREZ MONTRE L'EXTÉRIEUR DE SA MAISON

communautés Maya Qeqchi¹⁰. Le projet de barrage fait partie du Système d'Interconnexion électrique pour des pays de l'Amérique centrale (SIEPAC), une initiative agressive du Projet d'intégration et de développement mésoaméricain. Xalala a fait face à une énorme opposition¹¹. Les résidents locaux ont manifesté leur désaccord en rejetant le projet de barrage à 90% lors de consultations populaires à Ixcan en 2007¹² et à Uspantan en 2010.

En mai 2015, Erick Archila a démissionné de son poste de ministre de l'Énergie et des Mines du Guatemala alors qu'un scandale de fraude et de corruption impliquant des fonctionnaires d'État et l'armée battait son plein. Les membres du Congrès et les communautés affirment que les irrégularités survenues dans le processus d'approbation de l'étude de faisabilité concernant le projet de Xalala est également à l'origine de sa démission¹³. Le gouvernement guatémaltèque a permis à l'entreprise brésilienne Intertechne de compléter l'étude sans avoir recours à un processus d'appel d'offres, justifiant ce manque de transparence par l'urgence nationale¹⁴.

Dans une vidéo réalisée par FIAN International, une résidente locale, Fabiana Jimenez, affirme :

Nous sommes contre le barrage de Xalala. Nous vivons de la terre. J'ai mal quand je pense à nos enfants. En tant que femmes, nous avons besoin de nos terres, car elles nous nourrissent, nous avons grandi à leurs côtés et c'est grâce à elles que nous nous soignons... Ces événements me brisent le cœur. Si nous perdons notre terre, nous perdons la vie.

Dans la même lignée, lorsqu'interviewée par *The Guardian*, Emilia Xico réaffirme la position des femmes de sa communauté.

Ce barrage n'est pas synonyme de développement pour nous. Nous sommes conscientes des choses que nous n'avons pas et, bien sûr, je désire pouvoir offrir la meilleure éducation possible à mes enfants – ce qui leur revient de droit – mais nous ne négocierons pas avec notre territoire et nos ressources naturelles sacrées. C'est tout ce que nous avons¹⁵.

LE PRIX DE LA RÉSISTANCE

Je remercie Dieu de vivre ici, c'est ici à Rio Negro que je lutte avec ma communauté. – Doña Maria¹⁶

Partout dans le nord du Guatemala, les barrages et les projets miniers menacent les vies et les moyens de subsistance des communautés autochtones. Lorsque les entreprises sont confrontées à de la résistance, la criminalisation et les menaces sont utilisées pour écraser l'engagement communautaire, comme ce fut le cas pour Crisanta Pérez¹⁷. Dans Huehuetenango, des prisonniers politiques font actuellement face à de longues sentences criminelles pour des crimes qu'ils nient catégoriquement avoir commis¹⁸. Ils affirment que les charges sont motivées par des raisons politiques, conséquences de leur résistance au projet de barrage espagnol Hidro Santa Cruz.

Les projets de barrage dans le nord de Huehuetenango sont financés par la Banque mondiale, tout comme le barrage hydroélectrique de Chixoy. En mai 2015, l'activiste guatémaltèque Cecilia Merida a condamné la Banque mondiale, à son bureau de Washington, pour son manque de considération en ce qui a trait aux impacts du barrage sur la population locale. « Cette situation n'illustre pas uniquement un cas isolé de quelques individus (persécutés)...mais une attaque de la part d'Hidro Santa Cruz contre toute une population : celle de Santa Cruz Barillas »¹⁹. Il est difficile

de prévoir comment les investisseurs vont répondre à la violence et la répression – semblables à celles vécues en temps de guerre – qui surgissent parfois dans le nord de Huehuetenango.

La persécution politique dans cette région nous rappelle un passé pas si lointain, lorsque la résistance de la communauté de Rio Negro a été contrée par une violence extrême et une quasi-extermiation. Aujourd'hui, 15 familles sont revenues dans l'espoir de reconstruire Rio Negro après que la communauté ait pratiquement été rayée de la carte. Elles vivent de la terre : leur sort dépend du territoire sur lequel elles ont vécu pendant des siècles. Avec ou sans barrage, ce territoire est leur maison.

Jackie McVicar partage sa vie entre le Guatemala et le Canada depuis les 11 dernières années. En tant que coordonnatrice du *Maritimes-Guatemala Breaking the Silence Solidarity Network*, elle accompagne les communautés dans la résistance aux projets à grande échelle qui menacent le territoire et la vie.



Lisa Rankin

BORD DU RIO NEGRO

- 1 Centro Histórico y Educativo Riiij Ib'ooy Río Negro (2010). Catálogo de la exposición « Voces desde el Río Negro. Brotando de la memoria, alumbrando un nuevo amanecer », en ligne : <http://www.rio-negro.info>, p. 11-23.
- 2 Ministerio de Energía y Minas (2013). « INDE lanza programa Ruta de la Energía », en ligne : <http://www.mem.gob.gt>
- 3 Human Rights Water (2015). « World Report 2015: Guatemala », en ligne : <https://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/guatemala>
- 4 « Chixoy Dam Reparations Payment Begins », Mi mundo.org, en ligne : <http://www.mimundo.org/2729198-chixoy-dam-reparations-begin#2>
- 5 Halifax Media Co-op (2015). « Been to Jail for justice? », en ligne : <http://halifax.mediacoop.ca/story/been-jail-justice/33648>
- 6 Centro de medios independientes (2013). « Sin Producción y Transporte Eléctrico no hay Minera », en ligne : <https://cmiguate.org>
- 7 Goldcorp (2015). « Goldcorp Achieves Record Quarterly Gold Production; Updates 2015 Cost Guidance », en ligne : <http://www.goldcorp.com>
- 8 Halifax Media Co-op (2015). *Op. Cit.*
- 9 IC Magazine (2010). *Op. Cit.*
- 10 Acoguate (2015). « Incertidumbre por el proyecto hidroeléctrico Xalalá », en ligne : <http://acoguate.org>
- 11 NISGUA (2014). « Xalalá Dam: Communities maintain opposition as project moves forward », en ligne : http://nigua.org/R79_XalalaDam2014.pdf.
- 12 García, A. (2013). « VI Aniversario de la Consulta Comunitaria de Buena Fe en Ixcán ». Centro de medios independientes, en ligne : <https://cmiguate.org/vi-aniversario-de-la-consulta-comunitaria-de-buena-fe-en-ixcan/>
- 13 Turkish Weekly (2015). « Guatemalan minister of energy and mines resigns », en ligne : <http://www.turkishweekly.net>
- 14 CentroAmericaData.com (2014). « Guatemala: New Drive for Xalalá Hydroelectric Project », en ligne : <http://en.centralamericadata.com>
- 15 The Guardian (2014). « Guatemala's indigenous community threatened by mega-dam project », en ligne : <http://www.theguardian.com>
- 16 Centro Histórico y Educativo Riiij Ib'ooy Río Negro (2010). *Op. Cit.*, p. 20-23
- 17 Centro de medios independientes (2014). « El Caso de Saúl y Rogelio : Presos políticos en defensa del Territorio », en ligne : <https://cmiguate.org>
- 18 Nisgua (2015). « Second solidarity festival for political prisoners in Huehuetenango », en ligne : <http://nisgua.blogspot.ca/2015/06/this-is-all-of-our-struggle.html>
- 19 Centro de medios independientes (2015). Transnacional vrs. Pueblo, en ligne : <https://cmiguate.org/transnacional-vrs-pueblo/>.

FEMMES DANS LA LUTTE: LES *RONDAS FEMININAS* DE CAJAMARCA ET LE PEUPLE ASHANINKAS CONTRE L'EXTRACTIVISME AU PÉROU

PAR RAQUEL NEYRA

Raconter l'histoire de luttes de femmes qui défendent leur territoire et l'environnement, c'est raconter l'histoire des « *rondas femeninas* » d'El Tambo, un système d'auto-organisation paysanne visant à veiller et surveiller la terre et l'ordre communautaire.

Les *rondas* paysannes sont des organisations civiles *sui generis* fondées en 1978 à Cuyumalca, dans la province de Chota¹, dans le département de Cajamarca, au nord-est du Pérou. L'objectif des *rondas* est de veiller sur la sécurité et de combattre la délinquance, surtout le vol de bétail. Les *rondas* ont également joué un rôle essentiel dans la lutte contre le Sentier Lumineux² qui, ainsi, n'a pas réussi à s'implanter à Cajamarca, épargnant cette région du conflit armé ayant flagellé le pays de 1982 à 1992³. Les membres des *rondas* sont choisis à main levée en assemblées et prêtent ensuite serment. Le membre qui manque à son serment est immédiatement destitué.

L'organisation est pourvue de règlements, statuts et commandements qui procurent aux *rondas* un statut de respect, des standards élevés d'éthique et de nombreux pouvoirs. Les *rondas* ont été légalement reconnues par l'article 149 de la Constitution politique du Pérou et sont régies par la *Loi des rondas campesinas* numéro 27 908⁴. Elles exercent la justice au sein de leurs communautés et possèdent un droit reconnu. Elles interviennent dans tous types de cas (vols, délinquance, atteintes aux personnes, différends territoriaux, dettes, etc.) et les cas sont examinés dans des tribunaux, où les membres des *rondas* prononcent un jugement très équitable après avoir trouvé un consensus parmi leurs membres. La sentence est immédiate. Les *rondas* participent également activement à la défense de leur territoire en luttant contre l'extractivisme, comme dans

les cas de Majaz⁵ (provinces de Huancabamba et d'Ayabaca, région de Piura) où les *rondas* et les communautés paysannes se sont opposées à la mine dans le contexte d'un conflit ayant causé la mort de 7 personnes ; de Conga⁶ (provinces de Bambamarca et Celendín, région de Cajamarca) où les *rondas* et la population défendent leurs lacs contre l'entreprise minière Yanacocha, un conflit qui a causé 5 morts jusqu'à présent et des dizaines de blessés,

en plus d'entraîner des poursuites judiciaires contre des centaines de personnes, ainsi que plusieurs autres cas. Plusieurs *ronderos* ont été tués dans ces luttes. Plus récemment, des *rondas femeninas* se sont formées ainsi que des *rondas* urbaines et des *rondas* scolaires.



RONDERAS DE EL TAMBO, LAGUNES DE CONGA

Celendín libre

Le village d'El Tambo se trouve à près de 2 800 mètres d'altitude, dans la province de Bambamarca dans la région de Cajamarca au Pérou. Cette province est directement

touchée par le projet minier Conga. La lagune de Namococha à Bambamarca, les lagunes Azul à Cortada et El Perol à Celendin devraient disparaître en raison de ce projet, laissant place à une fosse où l'or serait extrait⁷. Yanacocha, une société minière qui appartient à l'entreprise états-unienne Newmont (51%), à l'entreprise péruvienne Buenaventura (43%) et à la Société financière internationale de la Banque mondiale (5%), qui exploite à Cajamarca la plus grande mine d'or d'Amérique latine depuis 1993, mène ce projet qui a reçu l'aval du gouvernement⁸. La lutte contre ce dernier a déjà coûté la vie à cinq personnes, assassinées par balles par la police, en plus d'avoir blessé des dizaines de personnes et conduit des centaines de personnes en justice⁹.

Dans le village d'El Tambo, l'eau est déjà rare. Si les lagunes de la zone sont touchées par le projet et les nappes phréatiques polluées par les déchets miniers, la situation empirera, ce problème s'ajoutant aux autres conséquences de l'activité

minière sur l'environnement. Les *rondas femeninas* de El Tambo sont constituées de plus de 200 femmes *ronderas* et de 10 femmes dirigeantes. Elles appartiennent à la « Centrale de *Rondas femeninas* de Bambamarca », créée il y a plus de trente ans pour faire face à l'insécurité et à la délinquance. Elles ont joué un rôle crucial lors d'une grève le 5 mars 2001, alors que des *ronderos* et *ronderas* se sont déplacés vers la ville de Cajamarca pour protester suite à la mort de truites dans les fleuves provoquée par les déchets de la mine d'or et de cuivre de Yanacocha¹⁰. Elles ont préparé les repas collectifs (*ollas comunes*) et se sont enchaînées aux grilles de la cathédrale pour protester.

Elles ont alors pu préserver leurs lagunes en campant côte à côte avec les *ronderos*, à plus de 4 000 mètres d'altitude, faisant face aux intempéries sous des tentes en plastique, dans le but de surveiller et de protéger les lagunes de toute agression, partageant des repas collectifs. Elles partagent le peu, mais en même temps toute la richesse, qu'elles possèdent. Elles sont aussi gardiennes des lagunes (*guardianas de las Lagunas*)¹¹. Elles diffusent aussi un programme de radio hebdomadaire, où elles parlent de leurs problèmes, de la défense de l'environnement et donnent des formations. Elles n'ont pas hésité à faire face à la police afin de protéger les lagunes. Pour elles, défendre leur territoire, défendre leurs sources d'eau, défendre la Pachamama, c'est défendre leur corps violé par les industries extractives. Cela n'a pas été facile de s'organiser dans cette société patriarcale car elles ont dû apprendre à s'imposer contre la volonté de leur famille et de leur mari. Elles ont su gagner le respect des hommes et combattre à plusieurs reprises la violence envers les femmes, grâce aux ateliers proposés par leur organisation.

À des centaines de kilomètres de Cajamarca, dans la vallée du fleuve Ene, en pleine forêt vierge centrale, Ruth Buendia, femme autochtone du peuple Ashaninka et présidente



Celendin libre

RONDERAS D'EL TAMBO DÉFENDANT LES LAGUNES DE CONGA

de la Centrale Ashaninka du fleuve Ene (CARE)¹², s'oppose avec son organisation à la construction du méga-barrage hydroélectrique de Pakitzapango sur le fleuve Ene¹³.

Ce barrage fait partie intégrante de l'accord bilatéral signé en 2009 entre les présidents Garcia du Pérou et Lula du Brésil¹⁴. Avec la réalisation de ce barrage, près de 90 mille hectares de forêts ont été inondés, et les populations ashaninkas vivant sur ce territoire qu'elles considèrent sacré ont été déplacées. L'entreprise brésilienne Odebrecht¹⁵, chargée du projet, n'avait réalisé aucune consultation préalable malgré la ratification par le Pérou de la Convention 169 de l'OIT relative aux peuples autochtones¹⁶. Après maintes protestations, l'entreprise Odebrecht a renoncé au projet, mais celui-ci est toujours en vigueur dans les plans 2021-2050 du gouvernement péruvien¹⁷. Pour protéger leur territoire, les Ashaninkas ont créé le Parc national Otishi et la Réserve communale Ashaninka.

La Centrale Ashaninka du fleuve Ene (CARE), constituée de 17 communautés et 33 annexes, a été créée en 1993 dans le but de soutenir et défendre les Ashaninkas dans leur lutte contre la violence et les usurpations de terres. Les Ashaninkas ont été victimes du Sentier Lumineux qui les a forcés à l'esclavage, comme ce fut le cas de Ruth Buendia dès ses douze ans. Aujourd'hui, ils luttent contre les méga-barrages sur leur territoire. Ils ont développé l'Association de producteurs Ashaninkas Kemito Ene qui produit et exporte du cacao biologique. En outre, dans leur projet sur la gouvernance financé par l'Union européenne, ils appuient les collectivités locales dans la gestion municipale à travers d'un programme de formation. Ils développent également des projets adaptés à leurs besoins dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Durant son enfance, Ruth a souffert des attaques liées à la présence du Sentier Lumineux¹⁸. Dans sa jeunesse, elle a travaillé comme bénévole auprès de l'organisme CARE et, peu à peu, grâce à son engagement et ses capacités, elle a intégré l'organisation avant d'être élue présidente en 2005. Ses efforts et son engagement dans la lutte contre le méga-barrage, en diffusant les conséquences négatives que celui-ci pourrait avoir sur sa communauté et l'environnement, ont été récompensés : le projet a été suspendu et elle a reçu de nombreux prix internationaux pour ses efforts. Elle propose avec son organisation des alternatives à la construction du méga-barrage.

Les femmes jouent un rôle essentiel, non seulement dans les activités qui leur sont attribuées par la tradition et le patriarcat, mais aussi, comme les *ronderas* d'El Tambo.



Prix Goldman pour l'environnement, 2014

RUTH BUENDIA

Les femmes ashaninkas le démontrent, elles ont pris conscience de la nécessité de défendre leur territoire et la vie. Ces femmes, qui donnent la vie, la soignent et la protègent depuis toujours, font preuve d'un immense courage face au pouvoir en place, à l'industrie minière,

à l'extractivisme et aux forces policières déployées pour les affronter. Elles sont beaucoup plus fermes et persévérantes que beaucoup d'autres acteurs car, pour elles, porter atteinte à la terre signifie porter atteinte à leur propre corps qui donne la vie.

Raquel Neyra est une activiste contre le projet minier Conga, à Cajamarca. Elle a porté le cas Conga auprès du Haut-Commissariat des droits humains des Nations Unies, à Genève dans plusieurs sessions entre 2012 et 2015. Actuellement, elle est activiste dans la défense de l'environnement et la lutte pour l'eau au Pérou, membre du collectif Alternatives au développement extractiviste et anthropocentré (ADEAH), et communicatrice pour SERVINDI (média autochtone) et diverses autres médias. Elle offre des formations aux *ronderos* en souveraineté alimentaire. Elle détient un diplôme en économie agraire de l'Université Agraria La Molina, Lima, Pérou, ainsi qu'une maîtrise en commerce international et un MBA de La Sorbonne, à Paris.

- 1 Organisation des rondes paysannes, en ligne : <http://cunarcperu.org>.
- 2 Groupe terroriste d'orientation marxiste-léniniste-maoïste-polpotien qui provoqua une guerre civile au Pérou dans les années 1980.
- 3 Rapport final de la Commission de Vérité du Pérou, en ligne : <http://www.cverdad.org.pe/ifinal/index.php>.
- 4 Constitution politique du Pérou, en ligne : <http://www.cepes.org.pe/legisla/constitu.htm>. / Règlement de la loi des *rondas campesinas*, en ligne : http://www.justiciaviva.org.pe/acceso_justicia/justicia_comunal/2.pdf.
- 5 Observatorio de Conflictos Mineros América latina (2015). « Sistematizando experiencias de litigio estratégico : la criminalización de la protesta social y el Caso Majaz, en ligne : <http://www.conflictosmineros.net/noticias/19-peru/18141-sistematizando-experiencias-de-litigio-estrategico-la-criminalizacion-de-la-protesta-social-y-el-caso-majaz>.
- 6 Voir les déclarations devant le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies : A/HRC/25/NGO/31, A/HRC/24/NGO/10, A/HRC/23/NGO/4, A/HRC/22/NGO/31, A/HRC/21/NGO/77 y A/HRC/20/NGO/63
- 7 La lagune Chaylhuagon dans la province de Cajamarca dans la région du même nom a déjà été vidée de ses eaux et remplacée par un réservoir.
- 8 Minière Yanacocha, en ligne : <http://www.yanacocha.com>.
- 9 Defensoría del Pueblo. « Conflictos sociales », en ligne : <http://www.defensoria.gob.pe/temas.php?des=3&v=7389>
- 10 Rondas campesinas. « Historia », en ligne : <http://rondascampesinasperu.es.tl/HISTORIA.htm>.
- 11 Nom donné aux *ronderos* et *ronderas* qui veillent et surveillent les lagunes
- 12 Central Ashaninka del Rio Ene. « Ruth Buendía Mestoquiari », en ligne : <http://careashaninka.org/ruth-buendia-mestoquiari>.
- 13 SPDA Actualidad ambiental (2014). « Ruth Buendía y la lucha ashaninka contra el proyecto hidroeléctrico Pakitzapango », en ligne : <http://www.actualidadambiental.pe/?p=23234>.
- 14 Ministerio de Energía y Minas del Perú (2010). « Accord pour l'alimentation en électricité au Pérou et exportation des surplus au Brésil », en ligne : <http://www.minem.gob.pe/minem/archivos/file/Electricidad/Acuerdo%20Peru-Brasil%203%20may%202010.pdf>.
- 15 Odebrecht, en ligne : <http://www.odebrecht.com.pe>.
- 16 Organisation Internationale du Travail (2015). « Perú », en ligne : <http://www.ilo.org/indigenous/Activitiesbyregion/LatinAmerica/Peru/lang--es/index.htm> / Gouvernement du Pérou (2011). « Ley del derecho a la consulta previa a los pueblos indígenas y originarios, reconocido en el convenio 169 de la Organización Internacional del Trabajo (OIT) », en ligne : <http://www.presidencia.gob.pe/ley-de-consulta-previa-promulgada-hoy-en-bagua>.
- 17 Espacio 360 (2014), en ligne : <http://espacio360.pe/noticia/actualidad/mientras-una-ashaninka-defiende-el-medio-ambiente-su-gobierno-quiere-extermiar-su-comunidad-10f8-user9-date2014-09-15-actualidad>.
- 18 Rapport final de la Commission de Vérité du Pérou, en ligne : <http://www.cverdad.org.pe/ifinal/index.php>





Comision Paz y Ecologia, 2014

CRISANTA PÉREZ (À GAUCHE) EN FAMILLE

Doña Crisanta Pérez, le combat de la fourmi contre l'éléphant

PAR MALIK FILAH

LA FOURMI QUI FAISAIT PEUR À L'ÉLÉPHANT

Des études scientifiques récentes démontrent que les éléphants évitent de se nourrir des feuilles des arbres où sont installées les fourmis. C'est sans doute parce que les fourmis peuvent entrer dans leur trompe et leur infliger de douloureuses morsures. L'image est belle et pourrait servir de parabole à la lutte que mène depuis désormais 8 ans Crisanta Pérez, une femme courageuse qui se dresse seule face à l'entreprise canadienne Goldcorp, l'un des géants mondiaux de l'exploitation minière. Crisanta Pérez est une activiste guatémaltèque issue de la communauté Maya Mam. Elle lutte contre la mine Marlin, mine d'or à ciel ouvert située dans sa communauté de San Miguel Ixtahuacán, et qui appartient à Goldcorp depuis 2005.

Crisanta est devenue en 2008 la cible d'une campagne de répression intense quand elle a décidé de couper les poteaux électriques de la mine Marlin installés sur sa propriété sans son accord. Un mandat a été lancé contre elle, ce qui l'a forcée à se cacher pendant six mois. Puis,

en rentrant chez elle, elle a été arrêtée, mais les membres de sa communauté ont finalement réussi à la faire libérer. Crisanta Pérez, ainsi que sept autres accusé.e.s, ont été par la suite poursuivis pour « entrave aux opérations de la mine ». Les poursuites ont par la suite été abandonnées. Toutefois, l'acharnement judiciaire à l'encontre de Crisanta Pérez ne s'est pas arrêté là. En effet, lors des manifestations contre la mine Marlin qui ont eu lieu dans sa communauté en juin 2010, une voiture a été incendiée, et Crisanta a été désignée coupable de cet acte (sans qu'aucune preuve de sa culpabilité ne soit fournie) par l'entreprise Montana SA, une filiale de Goldcorp qui essaie de discréditer et de délégitimer toute opposition au projet minier.

Le cas de Crisanta Pérez illustre à quel point la criminalisation est systématiquement utilisée comme une stratégie répressive envers les personnes qui luttent contre les grands projets miniers et hydroélectriques qui exploitent les ressources naturelles du pays et nuisent au quotidien des populations autochtones et paysannes.



MANIFESTANT.E.S RÉSISTANT PACIFIQUEMENT AU PROJET ESCOBAL

Blog Comunidades en Resistencia Pacifica, 2013

Souvent, ces populations ont fait les frais de mécanismes de résolution des conflits inadaptés en ce qui concerne la propriété foncière. Ces conflits sont fréquents, notamment en raison d'une répartition des terres très inégale au Guatemala. Par ailleurs, ce sont également les populations autochtones qui ont été victimes des pires exactions durant le conflit armé.

Ces dernières années, de nombreux litiges et conflits ont marqué les mises en place de projets miniers au Guatemala. Dans tout le pays, plusieurs communautés autochtones se sont mises à protester contre l'installation de mines sur leurs terres et près de leurs habitations. Face aux craintes de ces communautés (étayées par des preuves irréfutables) concernant la pollution et les répercussions négatives que l'implantation de ces mines a sur leurs moyens de subsistance et la jouissance de leurs droits humains, des protestations contre ces projets ont éclaté. La violence, la répression et la restriction des libertés ont été les réponses récurrentes des gouvernements guatémaltèques successifs à ces oppositions populaires légitimes. Cet enchaînement d'événements a rendu la situation explosive et il en est découlé des années de menaces et de violences, au cours desquelles plusieurs personnes ont été blessées ou tuées. Ainsi un sentiment d'isolement et de ressentiment s'est installé au sein des communautés autochtones.

LE CONTEXTE GUATÉMALTÈQUE

Pour comprendre les tenants et les aboutissants du combat de Crisanta Pérez, il est nécessaire de se replonger dans l'histoire récente du Guatemala. En 1996, après la signature des Accords de Paix mettant fin à un conflit armé interne de plus de trente ans qui a causé la mort de plus de 200 000 personnes, l'État guatémaltèque met en place une politique néolibérale et accroît les investissements d'entreprises privées étrangères pour les projets de grande envergure. Les gouvernements successifs vont alors proposer des plans de développement économique axés sur les exportations, ce qui va notamment entraîner un accroissement de l'extraction des minerais (en particulier l'or, l'argent et le nickel). L'augmentation des prix des métaux, et principalement de l'or, a été accompagnée de l'octroi de plusieurs concessions à des compagnies minières majoritairement étrangères (canadiennes et américaines) pour l'exploration et l'exploitation.

Les activités minières ont donc connu un essor important au cours des vingt dernières années. Selon le ministère guatémaltèque de l'Énergie et des Mines, il y a actuellement 342 concessions minières en activité au Guatemala, alors qu'il y a 10 ans, ce nombre était de 111. Au 15 janvier 2015, on comptait 35 permis d'exploitation de minerais métalliques en vigueur au Guatemala. À titre indicatif, la mine d'Escobal, ouverte en septembre 2013, est la troisième plus grande mine au monde. Elle a produit 630 tonnes d'argent en 2014.

UNE POPULATION LAISSÉE-POUR-COMPTÉ

Au Guatemala, l'extraction de métaux à échelle industrielle s'opère en général dans les zones rurales. De ce fait, les activités minières affectent davantage les populations autochtones et paysannes qui vivent principalement en milieu rural.

Depuis la colonisation espagnole, ces communautés souffrent de discrimination et sont surreprésentées dans les couches les plus pauvres de la population. Elles n'ont pas pleinement accès à leurs droits, notamment en matière d'éducation et de santé.

Les leaders communautaires, les militant.e.s écologistes et/ou les défenseur.e.s des droits humains qui protestent contre les activités minières sont souvent la cible de menaces, d'actes d'intimidation, d'attaques voire de meurtres de la part de ceux qui soutiennent l'activité minière, de la police, de l'armée, ou du personnel de sécurité des sociétés minières. Selon l'Unité de protection des défenseur.e.s des droits humains au Guatemala (UDEFEQUA), 2014 a été l'année la plus violente pour les défenseur.e.s des droits humains et, dans la plupart des cas, les auteurs n'ont jamais eu à répondre de leurs actes.

DAVID FACE À GOLIATH

C'est dans ce contexte bien particulier que se situe la lutte de Crisanta Pérez. Pendant des années, les membres de sa communauté se sont plaints des impacts négatifs dus à l'extraction minière avec d'une part les effets néfastes sur la santé, les pénuries d'eau et les dommages sur les fondations des maisons, et d'autre part les nombreux aspects sociaux avec la répression de l'État, la violence et la criminalisation des activités de protestation.

Goldcorp, faisant fi de toutes ces critiques, a choisi de ne pas tenir compte des préoccupations de la communauté et des plaintes sur les violations des droits humains et

environnementaux, qui ont été soutenues autant par des études scientifiques que par l'Organisation des Nations Unies, la Cour interaméricaine des droits humains, ainsi que de nombreux organismes internationaux spécialisés dans la défense des droits humains. Pour Crisanta Pérez cette situation est d'autant plus injuste que l'action de ce type d'entreprise étrangère s'apparente à du néocolonialisme. En effet, selon elle, malgré toutes les ressources dont disposent ces entreprises canadiennes dans leur propre pays, elles viennent dans des endroits pauvres et reculés, tels que sa communauté où les gens disposent de peu de terre, pour y exploiter les ressources.

L'image du Canada s'est largement dégradée dans une certaine frange de l'opinion publique guatémaltèque du fait des actions réalisées par Goldcorp. Toutefois Crisanta a bien conscience que la plupart des Canadiens ne sont pas informés ni sur ce qui se passe dans son pays ou dans les autres endroits du monde où l'exploitation minière est menée par des sociétés canadiennes, ni sur tous les problèmes qui en découlent. Selon elle, ce manque d'information est dû au fait qu'en général, elles ne sont données que par les entreprises minières qui dressent un tableau idyllique de leur action en parlant de la responsabilité sociale de leurs entreprises ou du travail qu'elles font pour amener des soins de santé et construire des écoles dans les communautés où leurs mines sont implantées. Et quand Crisanta ou d'autres opposants aux projets miniers tentent d'alerter l'opinion publique en relayant des informations sur ce qui se passe réellement, beaucoup de gens n'acceptent pas de les écouter tellement ils sont intoxiqués par la propagande que fait l'entreprise autour de ses activités.

Finalement, Crisanta a trouvé le moyen de contrer cette propagande mise en place par Goldcorp et d'autres sociétés : voyager à l'étranger, et notamment au Canada, pour venir y diffuser son message en tant que porte-drapeau de la lutte contre l'extraction minière et la surexploitation des ressources. C'est ce qu'elle a fait récemment en répondant à l'invitation de plusieurs groupes canadiens de solidarité, ce

qui l'a amenée à réaliser une tournée dans plusieurs villes du pays en juin dernier. Aller à la rencontre du public et de ses alliés potentiels lui permet de mieux diffuser son message, de sensibiliser les gens à sa cause et de renforcer ses alliances. Plus de gens impliqués signifie plus de gens qui connaissent la vérité. Donc potentiellement ces derniers seront en mesure d'agir concrètement soit en retirant leurs fonds de pension de Goldcorp pour ceux qui en sont actionnaires, soit en alertant l'opinion publique sur le fait que ces fonds sont également investis dans ce type d'entreprise. Ces gens pourront également faire pression sur l'entreprise ou leurs représentants politiques afin que les entreprises minières canadiennes ne puissent plus agir impunément

C'est une tactique qui a déjà fait ses preuves et peut à nouveau porter ses fruits. En effet, Goldcorp a récemment vendu sa participation dans Tahoe Resources, une compagnie minière américaine présente au Guatemala. Goldcorp a officiellement indiqué que cette vente s'inscrivait dans sa stratégie visant à se défaire des actifs qui ne lui sont pas essentiels. Toutefois, on peut penser en toute légitimité que ce n'est pas sans lien avec les récents démêlés de Tahoe Resources avec la justice canadienne ou avec le fait que l'entreprise ait été reconnue coupable par le Tribunal permanent des peuples en mai 2014 pour la fusillade du 27 avril 2013 effectuée par ses agents de sécurité contre des membres de la résistance pacifique au projet minier El Escobal.

Alors? Un grain de sable peut-il enrayer à lui seul une machine aussi bien huilée? Dans tous les cas, il est nécessaire que Crisanta continue son combat, diffuse son message partout où elle va et que le monde entier entende ses paroles et agisse de façon à ce que cette fois encore l'éléphant passe son chemin et laisse la fourmi en paix.

Malik Filah est diplômé en ethnologie, en sauvegarde du patrimoine. Il a été adjoint à la coordination au Projet Accompagnement Québec Guatemala et il a participé à de nombreux projets de coopération internationale, notamment au Guatemala où il a travaillé pendant un an et demi en tant que volontaire.

Références

- Howe, M. (2015). « Been to jail for justice? » *Halifax Media Co-op*, 11 juin 2015, en ligne : <http://halifax.mediacoop.ca/story/been-jail-justice/33648> (page consultée en juillet 2015).
- Bullion V. « L'exploitation minière de l'argent atteint des records », 13 mai 2015, en ligne : <https://or.bullionvault.fr/actualites-de-l-or/l'exploitation-mini%C3%A8re-de-l-argent-atteint-des-records-13052> (page consultée en juillet 2015).
- Amnesty International (2014). *Activités minières au Guatemala : les droits menacés*, en ligne : http://www.amnesty.fr/sites/default/files/activites_minieres_au_guatemala.pdf (page consultée en juillet 2015).
- Projet Accompagnement Québec Guatemala (2013). *Exploitation minière canadienne au Guatemala et criminalisation des défenseurs de droits humains*, 3 mai 2013, en ligne : <http://www.paqq.org/node/214> (page consultée en juillet 2015).
- Cordaid (2013). *Briefing note extractives Guatemala*, septembre 2013, en ligne : https://www.cordaid.org/media/publications/Briefing_Note_Extractives_Guatemala.pdf (page consultée en juillet 2015).
- Sciences et Avenir (2010). « L'éléphant craint la fourmi », 3 novembre 2010, en ligne : <http://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/20100903.OBS9385/l-elephant-craint-la-fourmi.html> (page consultée en juillet 2015).
- Collectif Guatemala (2010). *Le cas de Crisanta Peréz*, février 2010, en ligne : <http://collectifguatemala.org/Le-cas-de-Crisanta-Perez> (page consultée en juillet 2015).
- La Presse (2015). « Goldcorp vend sa participation dans Tahoe Resources pour près d'un milliard », 16 juin 2015, en ligne : <http://affaires.lapresse.ca/economie/energie-et-ressources/201506/16/01-4878550-goldcorp-vend-sa-participation-dans-tahoe-ressources-pour-pres-dun-milliard.php> (page consultée en juillet 2015).
- Séguin, M. (2015). « Qu'ils aillent se faire foutre : Des preuves accablantes contre Tahoe Resources Inc. au Guatemala », *Projet Accompagnement Québec Guatemala*, 15 mai 2015, en ligne : <http://www.paqq.org/node/416> (page consultée en juillet 2015).



NOTRE PLANÈTE N'EST PAS RENOUVELABLE!

ENTREVUE AVEC BERTA CÁCERES

PAR DANILO URREA

TRADUCTION PAR CARLA CHRISTINA AYALA

Voici une entrevue réalisée le 28 août dernier pour Noticias Mundo Real', avec Berta Cáceres, cofondatrice et porte-parole du Conseil civique des organismes populaires et autochtones du Honduras (COPINH) et leader du peuple autochtone Lenca. Madame Cáceres a remporté le prix Goldman pour sa lutte contre le barrage Agua Zarca dans la communauté de Río Blanco dans le département de Santa Bárbara. L'entrevue a été réalisée dans le cadre de la Rencontre des femmes défenseuses de la vie face à l'extractivisme, qui a eu lieu à Fusagasugá en Colombie du 18 au 21 août 2015.

Daniilo Urrea : Berta, nous aimerions d'abord connaître ta perception de cette rencontre et surtout de ce mouvement de femmes qui a été observé ces dernières années dans différentes parties d'Amérique latine et qui a permis de réunir ici en Colombie des personnes de différents pays, des femmes qui ont dû confronter les impacts négatifs de l'extractivisme dans nos territoires et des défis que cela signifie pour vous.

Berta Cáceres : Une conclusion montre l'insistance qu'a mis la rencontre sur les formes de résistance multiples utilisées par plusieurs femmes et confirme comment cette rencontre leur a aussi permis de faire le suivi de leurs processus de défense territoriale. De plus, nous, les participantes venues de plusieurs pays, observons qu'il y a beaucoup de similitude entre nos réalités en ce qui concerne l'extractivisme, la politique... Nous avons partagé nos expériences et je crois que cette rencontre a été une réussite pour nos collègues qui s'y donnent « corps et âmes ». Elles sont ici comme peuple, comme femmes pour parvenir à bâtir cette notion de « corps - territoire » qui permet également d'assurer une lutte anti-patriarcale. Cette rencontre a aussi été l'occasion de reconnaître que le projet extractiviste a des impacts multiples pour les femmes, des conséquences terribles sur leur vie, leur intégrité physique, émotionnelle et sexuelle et aussi sur la vie des communautés dans lesquelles nous vivons.

Daniilo Urrea : Par rapport à la notion « corps - territoire », pouvez-vous nous en dire davantage sur la proposition que vous avez présentée ? Dans le cadre du forum² qui a eu lieu à Bogotá, la collègue Lorena du Guatemala a donné une interprétation sur « comment » les femmes, à travers cette lutte et dans la relation



John Donaghy, 2010

CÉRÉMONIE MONTE VERDE, SAN FRANCISCO OPALACA, INTIBUCÁ, HONDURAS

Comment le corps des femmes devient un objet, une proie pour ces compagnies transnationales, pour ces projets de domination, d'oppressions multiples, non seulement du capitalisme prédateur mais aussi du patriarcat et du racisme.

avec leurs corps, en sont arrivées à d'autres domaines de luttes, non seulement liées au modèle extractiviste mais aussi patriarcal. Que pouvez-vous nous raconter sur cet axe (corps - territoire) qui a été le travail central pendant ces journées?

Berta : Oui, Lorena est une des fondatrices de cette théorie influencée par les cosmovisions des peuples autochtones et des communautés, et je pense qu'il y a un débat très important non seulement en Amérique centrale mais aussi dans différentes parties de notre continent. C'est un apport aux théories féministes et plus près de notre quotidien, plus près des réalités concrètes dans lesquelles nous vivons, nous, les femmes. Cette rencontre a justement permis de révéler ces réalités : comment le corps des femmes devient un objet, une proie pour ces compagnies transnationales, pour ces projets de domination, d'oppressions multiples, non seulement du capitalisme prédateur mais aussi du patriarcat et du

racisme. Cela se multiplie lorsque nous sommes des femmes autochtones ou noires. Le corps des femmes est vu également comme une marchandise, ce qui crée d'autres conflits comme la traite humaine, le trafic de drogues. Nous, les femmes, sommes davantage contraintes de vivre avec cette réalité. Nous observons également que ce sont majoritairement les femmes qui participent aux luttes territoriales. Pendant que nous luttons contre les transnationales et les politiques des organisations financières internationales, complices de toute cette barbarie, et des gouvernements qui vendent notre souveraineté, nous devons lutter pour nos droits reproductifs-sexuels, pour nos projets, nos pensées, nos plans de vie comme femmes, à partir de nos collectivités. Nous devons poursuivre la lutte contre la répression, contre la criminalisation et la militarisation, autres expressions du capitalisme, et contre des oppressions qui réaffirment cette culture patriarcale.

Grâce aux échanges avec d'autres femmes, nous avons mentionné qu'au Honduras, nous observons une hausse de la criminalisation contre les femmes qui participent aux luttes territoriales. Malgré les difficultés, les obstacles et l'adversité que nous vivons, c'est intéressant de voir comment nous avons tout de même réussi à mener nos projets, avec nos idées, nos plans de vie, nos résistances territoriales, qui sont un apport important aux divers processus des mouvements sociaux, populaires et politiques.

Danilo Urrea : Dans ces processus de criminalisation de la femme pour sa lutte contre le modèle extractif, notamment le cas de Berta au Honduras et de beaucoup d'autres femmes, l'assassinat de femmes en Colombie, les collègues du département du Cauca, etc., nous voyons non seulement la criminalisation de la protestation mais la criminalisation de toute manière différente de vivre qui ne cadre pas avec le néolibéralisme. Comment est la situation au Honduras actuellement en ce qui concerne la répression et ses formes de criminalisation qui se sont développées pour favoriser le modèle extractif et plus spécifiquement réprimer les luttes contre les barrages des dernières années ?

Berta : Au Honduras, un projet de domination historique oppressif nous a transformés en un pays d'enclaves, renforcé depuis 2009 lors le coup d'État qui a permis de consolider ce projet de domination comme nous disons, et réalisé non seulement contre le peuple hondurien mais aussi contre tous les peuples latino-américains, des Caraïbes et à travers le monde.

Nous avons pu observer comment, après le coup d'État, une dictature transnationale a été violemment instaurée de façon agressive et en toute impunité. C'est ce qui a permis au peuple hondurien aujourd'hui de se soulever massivement. Depuis trois mois, nous avons dénoncé dans la rue ce gouvernement



Site Internet Sin requis, 2011

corrompu, demeuré impuni, et dont la corruption est liée aux pratiques corrompues des compagnies minières et hydroélectriques transnationales. Au Honduras, nous faisons face à une menace sérieuse, qui commence déjà à nous affecter, car plus de 30% du territoire a été donné aux compagnies minières, ce qui signifie que 870 concessions sont en processus d'approbation ou ont été déjà approuvées.

Le *cónclave minero mundial* de la semaine dernière a proposé l'organisation d'un conseil mondial minier composé de compagnies minières provenant de partout à travers le monde, mettant au plus offrant 950 sites pour effectuer des études d'exploration pour une éventuelle exploitation de minéraux comme l'onyx, l'or, l'argent, le marbre précieux, l'opale, l'antimoine, l'aluminium, le fer... tout ce qui est imaginable dans le territoire hondurien. Cela produira plus de conflits, encore une perte de souveraineté, des déplacements, la perte de territoires, de droits. De plus, on envisage la construction de plus de 300 barrages hydroélectriques, ce qui implique la privatisation de presque toutes les rivières du Honduras. Notre pays est immensément riche en ressources hydriques.

De plus, en Amérique centrale, il y a des projets extractifs abusifs, illégaux, illégitimes, notamment les grands projets de tourisme, les villes modèles ou les zones d'emploi et de développement économique, qui sont les pires aberrations que nous avons connues en 500 ans d'invasion.

Il y a aussi le sujet de la croissance de bases militaires depuis l'existence de la base aérienne Palmero. Après le coup d'État, six bases militaires étrangères ont été inaugurées. L'État a ouvert un centre d'opérations avec plusieurs objectifs, disent-ils, et qui constitue une avancée dans le processus de soumission du peuple hondurien.

Nous observons en ce moment la remise totale du Honduras, le plus grand renoncement à la souveraineté que nous avons observé, la tertiarisation ou la sous-traitance de la justice, non seulement du travail productif des ouvriers et ouvrières,

mais aussi de la justice. Nous sommes témoins de la hausse de la militarisation, de la persécution, des violations de droits humains, des assassinats, et tout cela dans l'impunité. Maintenant, le peuple hondurien ne croit plus aux instances de l'Organisation des États Américains, de l'ONU qui laissent beaucoup à désirer par leurs nombreux discours. Plus spécifiquement dans le cas du Honduras comme lors du coup d'État, et comme maintenant dans la montée de l'indignation nationale, nous continuons de voir l'existence d'une complicité avec le gouvernement dictateur de Juan Orlando Hernández. Nous sommes au centre de cette réalité, et soulevons des résistances multiples et diverses en luttant pour nous organiser et en faisant appel à la solidarité internationale.

Danilo : Pour conclure cette entrevue, quelle est votre message à toutes ces femmes qui vivent la réalité de l'extractivisme dans leur territoire et qui ne font pas partie de processus d'organisation qui ont eu lieu durant cette rencontre de femmes sur l'extractivisme en Colombie? Quel serait votre message aux peuples qui partagent les mêmes difficultés que traverse actuellement le Honduras?

Berta : Je crois que nous ne devons pas attendre l'arrivée de ces compagnies avec leurs projets. La vérité, c'est que lorsqu'ils arrivent, ils détruisent la vie des femmes, des peuples, de nos territoires, ils nuisent à la santé, à la biodiversité. Ils polluent l'eau, élément très important. L'eau joue un rôle essentiel dans la vie de notre planète. Il y a une dispute incroyable de la part des compagnies transnationales quant à la consommation d'eau des êtres humains, les compagnies minières et hydroélectriques ne pouvant fonctionner sans eau et sans énergie. J'encourage ces femmes, à partir de la perspective du COPINH, avec des exemples aussi de luttes, de réussites face aux transnationales, à ne pas attendre leur arrivée mais plutôt à s'organiser; nous sommes à un moment décisif pour sauver cette planète, car nous n'en avons qu'une. Elle n'est pas renouvelable. Nous vivons sur cette planète, et nous devons la défendre maintenant car lorsque ces monstres ont le dessus, avec toute cette privatisation, ils nous affectent de partout et ainsi les luttes sont plus difficiles.

Cette réalité nous oblige à nous organiser d'une certaine façon, même si maintenant nous n'arrivons pas à imaginer comment, mais ça nous y mènera, et si nécessaire, ça nous obligera à lutter. Maintenant c'est le moment de nous regrouper, que nous soyons affectés ou non par l'exploitation minière, par la privatisation de l'eau ou par le pillage de la biodiversité. Nous devons commencer un processus d'articulation, d'organisation et de formation.

Danilo Urrea est philosophe de l'Universidad Nacional de Colombia, chargé du dossier activités minières à Censat Agua Viva - Amis de la terre Colombie et correspondant international de Radio Mundo Real.



Goldman Environmental Prize, 2015

DANS NOS COSMOVISIONS, NOUS SOMMES DES ÊTRES DE LA TERRE, DE L'EAU ET DU MAÏS³

Nous, le peuple Lenca, sommes les gardiens ancestraux des fleuves, qui sont également protégés par les esprits des filles, qui nous apprennent que donner la vie à des multiples formes pour la défense des fleuves, c'est donner pour le bien de l'humanité et de cette planète.

En marchant avec d'autres peuples pour leur indépendance, le COPINH ratifie son engagement à continuer à défendre l'eau, les fleuves, nos biens communs et la nature, ainsi que nos droits en tant que peuples.

Réveillons-nous! Réveillons-nous, Humanité! Le temps nous manque.

Nos consciences seront secouées par le fait de seulement contempler l'autodestruction basée sur la déprédation capitaliste, raciste et patriarcale.

Le Fleuve Gualcarque nous a appelés. Ainsi, comme tous les autres qui sont sérieusement menacés, partout dans le monde, nous devons répondre à l'appel.

La Terre Mère militarisée, assiégée, empoisonnée, où les droits fondamentaux sont violés systématiquement, nous exige d'agir!

Construisons par conséquent des sociétés capables de coexister de façon juste, digne et pour la vie.

Joignons-nous et avec espoir, continuons à défendre et à prendre soin du sang de la terre et de ses esprits.

1 Site Internet : <http://www.radiomundoreal.fm/noticias>

2 Forum public : Femmes défenseuses de la vie face à l'extractivisme, organisé à Bogotá le 18 août 2015.

3 Discours de Berta Cáceres à l'Opéra House, San Francisco - Californie au moment de recevoir le Prix Goldman, le 20 avril 2015.



POUR SIX, ELLES SONT DES MILLIERS

La lutte d'une communauté Mapuche d'après la force de ses femmes

PAR NANCY PIÑEIRO MORENO

TRADUCTION PAR SUSANA FORTUNA COHEN

Aux petites heures du matin, un jour du mois de mars dernier, la *lamgen* Chela (« sœur » en langue Mapuche)¹ me fait ses adieux et me remet quelques pots de confiture pour ma mère, ainsi qu'un message : « Transmets le bonjour à ta maman, même si je ne la connais pas ». Je venais de lui parler des bienfaits de la confiture de coings pour le rhumatisme dont souffre ma mère. Chela l'avait préparée à la maison très tôt le matin, pendant qu'on attendait le *logko Albino* (autorité Mapuche)² qui venait me chercher pour aller à Campo Maripe, une communauté établie sur le plus grand gisement d'hydrocarbures non conventionnels hors Amérique du Nord : *Vaca Muerta*, dans la province du Neuquén, en Argentine³. Il s'agit donc de la région la plus affectée par la fracturation hydraulique. D'autres communautés Mapuche subissent également la contamination de l'industrie pétrolière conventionnelle depuis des décennies.

Plusieurs mois plus tard, le 28 juillet, apparaît sur les réseaux sociaux l'image de Chela enchaînée à une tour de forage. La première chose dont je me souviens quand je vois son visage sur la photo est le geste qu'elle a eu ce matin-là, son cadeau et le message pour une femme qu'elle ne connaissait pas : « Transmets le bonjour à ta maman, même si je ne la connais pas ». Chela est enchaînée à une tour de forage de *fracking* avec deux autres femmes de la communauté. Trois femmes Mapuche sont enchaînées à des machines provenant des États-Unis, sur un territoire autochtone violé par l'État argentin. Une triade internationale devenue possible par le bras du capitalisme qui avance avec une force renouvelée, validé par tous les niveaux de gouvernement.

La lettre morte : la Convention 169 de l'OIT ratifiée par le pays en 2000 ; une loi nationale pour le recensement des territoires autochtones, enfin appliquée dans ce cas, avec du retard, et qui continue d'ignorer les recherches qui démontrent l'occupation ancestrale de la terre par cette communauté⁴. Et un triomphe en 2014 : après 10 ans, le gouvernement provincial reconnaît légalement la communauté Mapuche de Campo Maripe, malgré le fait que, tel que mentionné, il ne respecte aucun recensement



Checho Maripe, Confédération Mapuche du Neuquén, 2015

VUES DE TOURS DE FORAGE À CAMPO MARIPE

postérieur. La communauté n'a jamais été consultée sur ce qui se passe sur son territoire; l'activité est donc illégale, mais possible.

Chela est l'une des six sœurs fondatrices de Campo Maripe, avec Josefa, Susana, Martha, Celmira et Mabel, l'*inanlogko*⁵. Le seul homme de la famille, c'est Albino, le *lonko* de la communauté, elle-même née de ces sept frères et sœurs et qui est formée d'environ 35 familles. Le peuple Mapuche, l'un des 38 peuples autochtones du territoire argentin, habite la région connue sous le nom de Patagonie, plus particulièrement dans les provinces du Neuquén, Chubut et Río Negro, mais aussi, à un moindre degré, dans la province de Buenos Aires⁶. Cependant, puisqu'ils précèdent la formation de l'État, on retrouve des groupes Mapuche sur les deux versants de la cordillère. Tant l'un comme l'autre ont été victimes de génocide, soit en 1879, de la part de l'État argentin naissant (le massacre connu sous le nom de « Campagne du désert ») soit de la part de l'État chilien (campagne qui a reçu comme nom l'euphémisme « Pacification de l'Araucanie »).

Il est donc fondamental de tenir compte de la mémoire récente de la résistance de ce peuple, mémoire qui s'actualise quotidiennement en plein XXI^e siècle, face aux « réajustements du néolibéralisme », qui placent

les gouvernements de droite sur le même plan que les « progressistes »⁷. C'est dans ces « réajustements », que les méthodes d'accumulation par dépossession se manifestent avec une violence renouvelée dans des territoires non pénétrés auparavant. Tel que le journaliste argentin Darío Aranda le signale, dans beaucoup de cas, il s'agit de territoires autochtones⁸.

Depuis l'annonce en 2010 de l'Agence d'information énergétique des États-Unis d'après laquelle la formation *Vaca Muerta* serait le réservoir d'hydrocarbures non conventionnels le plus productif de l'Amérique latine – jusqu'à l'installation des premières tours de forage de *fracking* à Campo Maripe en 2013, les événements se sont enchaînés rapidement afin de permettre la dépossession et d'attirer les capitaux étrangers, à travers des lois et des décrets complaisants, qui ont fait voler en éclats le récit hégémonique de la souveraineté énergétique.

CHEMINS DÉBROUSSAILLÉS

Deux ans avant ma visite, l'image était la même. Au mois de juillet 2013, les médias couvrant les événements ayant lieu au sud de notre pays montraient ces *lamgen* dans la même situation : enchaînées à une tour de forage de Chevron, pour contester l'entente entre le gouvernement provincial et la société pétrolière nationale YPF de signer un accord avec la compagnie états-unienne. La nouvelle avait parcouru le pays, surtout d'une voix encourageante, faisant l'éloge de la découverte de ressources qui apporterait le progrès et l'autosuffisance. Certain.e.s d'entre nous voyaient autre chose : la violation et la lutte. Et une majorité de femmes, provenant de cette communauté ainsi que d'autres communautés Mapuche, aux premières lignes de la résistance, avec le *logko* et les organisations alliées, telles que la Multi-sectorielle contre la fracturation hydraulique (*Multisectorial contra la Hidrofractura*). Comment un accord avec une multinationale détenant une si mauvaise feuille de route sur notre continent avait-il été possible ? Le chemin était débroussaillé : un juge avait saisi les actifs de la société dans notre pays, mais le pouvoir exécutif national avait demandé la levée de la saisie afin de pouvoir célébrer l'accord. Pour sa part, le pouvoir législatif provincial avait approuvé un pacte secret au mois d'août de la même année pendant qu'à l'extérieur de la législature du Neuquén, la police réprimait pendant 8 heures les frères et les sœurs qui avaient mis leur propre corps en jeu pour contester le pacte. Nous nous demandons si les pièces de la machinerie industrielle sont aussi bien huilées que les pouvoirs de l'État.

Mais comment ces femmes sont-elles allées jusqu'à mettre, elles aussi, leurs corps en jeu, s'enchaîner aux tours de forage ou aux barrières, pour protéger leur territoire? Cela ne

devrait-il pas attirer notre attention? María Piciñam, *werken* (porte-parole) du *Lof Newen Mapu* et coordonnatrice du Centre d'éducation mapuche Norgvbamtuleayíñ, explique :

Quand nous étions un peuple libre, la femme Mapuche exerçait un rôle protagoniste d'une grande importance, car elle était la détentrice des savoirs mapuche; le rôle de l'éducation était entre les mains de la femme. Aujourd'hui, on commence à redonner de la visibilité au rôle de la femme, après l'invasion et l'imposition d'une autre culture, d'une autre éducation, après la soumission brutale, liée au machisme, dont nous avons souffert comme société en général, une souffrance à laquelle le peuple Mapuche n'a pas échappé. Le rôle d'éducatrice est en train d'être récupéré. On commence à comprendre que nous ne sommes pas seulement des mères, mais les premières et les dernières à transmettre la connaissance.

Elle ajoute : « nous, les femmes, avons toujours fait de la politique Mapuche, en temps de liberté, en temps de répression, et maintenant la seule chose qui change, c'est le contexte. Aujourd'hui, c'est plus visible, il y a beaucoup de femmes *werken*, *kona*, et il y a beaucoup de femmes *logko* ».



FAMILLE CAMPO MARIPE AVEC D'AUTRES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ.

Checho Maripe, 2014

FEMME, NATURE ET EXTRACTIVISME

Pour le peuple Mapuche, comme pour d'autres peuples autochtones, l'homme et la femme sont, ensemble avec la nature, une autre force de la biodiversité, ni supérieure ni inférieure. Ainsi, d'après leur cosmovision, en contraste avec le mercantilisme du système capitaliste, il n'y a pas de division entre nature et société. Il n'existe pas en langue mapuzugun (qui littéralement signifie « langue de la terre ») la notion de ressource. « Il n'existe pas dans notre langue le mot ressource. Et cela parce que quand nous étions libres

et que nous vivions avec la nature et de la nature, nous menions une vie rationnelle : personne ne devait faire des provisions d'aliments, personne ne récoltait ni ne déracinait plus de ce qu'on avait besoin », raconte María.

Les communautés, qui ont été renvoyées de leurs terres fertiles au cours de décennies de dépossession, se trouvent dans l'impossibilité d'exercer leur plan de vie; elles ne peuvent pas être si elles ne sont pas sur leur territoire et elles n'ont pas l'autonomie pour décider de l'exercice de leurs droits⁹. En ce sens, le respect des droits de la femme autochtone n'est pas possible sans le respect des droits collectifs de la communauté.

De la même manière que la notion de supériorité entre société (être humain) et nature n'existe pas, il n'y en a pas non plus entre homme et femme. « Il est impossible de considérer l'autonomie de la femme sans l'autonomie de l'homme. Nous défendons un droit complémentaire. Ce qui fait de nous de véritables personnes, mais tout particulièrement de véritables sujets de droit, c'est justement cette dualité de genre et de génération présente au sein de notre philosophie », dit María. Elle remarque :

Oui, on réaffirme fièrement que la femme joue un rôle spécifique, chacun de nous veut être un kymeche, une personne juste, dans sa vie. La femme en joue un rôle fondamental, elle porte la vie dans son ventre. Et ceci ne veut pas dire qu'il n'existait pas de pratiques oppressives de l'homme envers la femme dans le peuple Mapuche, mais que dans sa philosophie, il y avait des normes communautaires pour rétablir l'équilibre que cet individu avait rompu, en lui imposant une sanction. Des normes qui, aujourd'hui, commencent à refaire surface.

Nous pourrions affirmer que la femme autochtone est une triple victime, par le fait d'être femme, travailleuse et autochtone, victime de la pollution comme du mode de vie imposés par les projets extractivistes sur ses terres. Il est important de témoigner des souffrances subies sur les territoires exploités. Dans le cas particulier de Campo Maripe, María raconte : « Aujourd'hui, nous, les femmes, sommes beaucoup plus vulnérables aux maladies dues à la contamination. Au Lof Maripe, par exemple, 90% des femmes sont malades, la plupart du cancer. Il y a des problèmes d'os, entre autres, et ce sont plutôt les femmes qui tombent malade ». L'eau et l'air sont pollués, nous souffrons du stress causé par les conflits constants, de l'épuisement dû aux actions directes auxquelles nous poussent les pouvoirs de l'État et des corporations et de l'impossibilité d'avoir un plan de vie mapuche en plénitude. Un ensemble de situations dévastatrices.

Une des *lamgen*, Celmira, est décédée il y a deux mois, atteinte d'un cancer du sein fulminant. Quelle qualité de vie peut-on avoir sous la menace constante de violations et cohabitant de si près avec la pollution¹⁰? Cependant, en complémentarité aux hommes, ce sont elles que l'on voit enchaînées aux tours de forage lors des différentes actions contestataires : on les voit avec Albino aux tables de négociations, enchaînées aux barrières, bloquant les routes, dans la *ruka* (maison) utilisée comme poste de surveillance permanent pour contrôler l'entrée de véhicules de l'entreprise, et cela parce qu'un patron d'entreprise de la zone leur avait empêché le passage sur leur propre territoire. On les voit dans toutes les manifestations, ensemble avec tant d'autres femmes autochtones et non autochtones. On les voit essayer de dialoguer avec les différents acteurs impliqués dans le conflit ainsi qu'avec les travailleurs d'une société de surveillance privée qui, établie au sein de la communauté, leur avait interdit de circuler librement, assurant que la liberté soit un autre patrimoine de l'entreprise.

Les écoféminismes dans leurs différentes formes (classique, spiritualiste, latino-américaine, constructiviste, etc.) tentent de rendre compte de la relation des femmes avec la nature et leur rôle dans la lutte contre les *extractivismes*¹¹. Quelle que soit la théorie la plus convaincante, il est indéniable qu'historiquement la rationalité mécaniste associée au concept masculin a bénéficié d'une valorisation positive et plus élevée que les valeurs opposées, non rationalistes, plus connectées avec les émotions, avec la terre, avec le soin de la vie.

Dans ce dernier sens, femme autochtone et terre représentent un binôme qui regroupe une force beaucoup plus grande à celle qui, normalement, unirait une femme d'une culture occidentale dominante avec la nature. Pour cette raison, tel qu'on l'a mentionné ci-haut, il faut affirmer que les femmes autochtones souffrent d'une triple discrimination. L'histoire



LAMGEN DE CAMPO MARIPE

Checho Maripe, Confédération Mapuche du Neuquén, 2015

n'a pas voulu leur donner de visibilité. Il existe, aujourd'hui, d'autres instruments, il est plus difficile de les cacher : elles luttent autant qu'hier, s'autonomisent, s'approprient, avec leurs compagnons, des outils nécessaires pour se faire entendre tout en récupérant la langue de la terre.

C'est Celmira qui a partagé avec moi les souvenirs de sa grand-mère et l'idée de récupérer une identité et une langue. On croyait que la *ñaña* était muette ou qu'elle ne savait pas parler correctement. On l'entendait dans la montagne pendant qu'elle faisait une cérémonie Mapuche, demandant peut-être de la pluie. On se rappelle toujours de ses réprimandes quand on continuait à veiller après le coucher de soleil : il fallait laisser du bois de chauffage pour le lendemain, couvrir les braises de terre pour qu'elles se rallument le jour suivant. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de le répéter, mais je le répèterai quand même : « s'approvisionner pour le lendemain, ce n'est pas accumuler ». Femme et nature dans un processus de veille à un équilibre nécessaire ; femme qui transmet les savoirs :

Pour conserver le kimvn (savoir traditionnel), la femme Mapuche est une protagoniste fondamentale. La récupération et le renforcement de l'éducation autonome mapuche, aux mains surtout des femmes en tant que génératrices de vie, fait d'elles les premières à transmettre le kimvn, créant ainsi les conditions pour que son peuple exerce kisugvnewvn (son autonomie)¹².

Les femmes autochtones sont, certainement, comme toute femme peut le devenir, des actrices fondamentales des résistances contre l'avancée des pratiques extractives, chaque fois plus sauvages. Comme ces six femmes, elles

sont des milliers d'autres en Amérique latine qui unissent leur corps à ceux et celles qui osent penser à d'autres modes de vie, au-delà de l'exploitation capitaliste des personnes et de la nature. Elles et ils constituent un lien fort capable de nous rejoindre tous et toutes dans le temps, depuis la mémoire des peuples, afin de penser à un avenir. Ainsi l'enseigne la grand-mère Maripe sans même nous connaître ni appartenir à cette culture, comme les salutations de Chela lors des adieux.

Nancy Piñero Moreno est traductrice technique / scientifique, spécialisée en sciences humaines, interprète de conférences et maîtrise en études latino-américaines à l'université de San Martín (UNSAM). Elle travaille sur une thèse au sujet de la lutte de la communauté Mapuche Campo Maripe.

REMERCIEMENTS :

Je veux remercier María Piciñam du Lof NewenMapu pour l'entrevue qu'elle m'a accordé; la Confédération Mapuche du Neuquén, le Lof NewenMapu et le Lof Campo Maripe, l'hospitalité avec laquelle on m'a accueillie; les membres de l'Observatorio Petrolero Sur (spécialement Martín Guillermo Álvarez et Hernán Scandizzo) pour son travail; Mapuexpress, Lorena Riffo, LefxaruNawel et Darío Aranda, et à Susana Fortuna Cohen pour la traduction au français. Il y aura peut-être quelqu'un qui s'objectera à ce récit ou qui estimera que ces lignes manquent du caractère impersonnel et de l'objectivité nécessaires pour qu'un article soit digne d'être publié. Je suis convaincue que la mise en question des manières de raconter fait partie de la reprise de notre dire en tant que femmes. Dire ou écrire depuis le cœur ne soustrait de valeur ni à nos voix ni à nos plumes.

-
- 1 Manière d'identification affectueuse utilisée par les femmes pour nommer les femmes et les hommes Mapuche, et utilisée par les hommes seulement pour désigner les femmes.
 - 2 La plus haute autorité du Lof élue par consensus, qui donne l'orientation et guide la vie communautaire mapuche.
 - 3 Consulter l'article qui suit sur Campo Maripe : Gutiérrez, F. et Millaman, S. « Campo Maripe, el resurgir mapuche en medio del avance petrolero », *Mapuexpress*, en ligne : <http://www.mapuexpress.org/?p=3936> (page consultée en août 2015). Pour plus de renseignements sur fracking à Vaca Muerta, voir : Observatorio Petrolero Sur y otros, « Fracturando límites », mai 2014, en ligne : <http://www.opsur.org.ar/blog/2014/11/03/fracturando-los-limites-3/> [trad. anglaise] : https://www.foeeurope.org/sites/default/files/publications/shalegas_heading_south_june2014.pdf.
 - 4 8300 Web, « El informe antropológico confirma la presencia histórica de la comunidad Campo Maripe », 4 août 2015, en ligne : <http://www.8300.com.ar/2015/08/04/el-informe-antropologico-confirma-la-presencia-historica-de-la-comunidad-campo-maripe/> (page consultée en août 2015).
 - 5 Inanlogko : Personnes qu'accompagnent le logko et prennent des décisions en cas d'absence. Ils sont en charge des démarches et des relations entre lof et avec l'État. Ils sont élus par xawvn (assemblée) avec un mandat de deux ans.
 - 6 Carte des peuples autochtones en Argentine : <http://cronicasinmal.blogspot.com.ar/2013/09/mapa-de-pueblos-origenarios-de-la.html>
 - 7 Terán Mantovani, E. (2015). « América Latina : Tensión neoliberal y territorialización del poder » à Alai.net, en ligne : <http://www.alainet.org/es/articulo/172285> (page consultée en septembre 2015).
 - 8 Aranda, D. (2015). *Tierra Arrasada*. Buenos Aires : Sudamericana ; Amnistie internationale, Carte des luttes autochtones en Argentine : <http://territorioindigena.com.ar/> (page consultée en septembre 2015).
 - 9 « Le territoire c'est l'espace social, culturel et écologique' et il ne dépend pas de lignes dessinées sur une carte. De cette manière, il comprend toutes les choses propres à la terre, même les eaux, le sous-sol, l'espace aérien, ses occupants et les plantes, la vie animale et toutes les ressources qui y existent. En conséquence, il ne se limite pas aux terres occupées en permanence, mais inclut toutes les terres auxquelles on a accès pour les activités qui l'utilisent d'une autre manière. En tant qu'habitat », il comprend les aspects sociaux et culturels, ce qui met en relief la dimension publique (dans le sens politique) de la propriété autochtone ». (Confédération Mapuche du Neuquén (2010), proposition pour un KmeFelenMapuce, p. 26), en ligne : <http://odhpi.org/wp-content/uploads/2011/09/kvme-felen-Plan-de-vida.pdf>.
 - 10 Il est impossible de parler des femmes Mapuche et de leur lutte sans mentionner Cristina Linkopán : Aranda, D. et Wenxu, U. (2014). « El precio del petróleo », 14 mars 2014, en ligne : <http://odhpi.org/2014/03/el-precio-del-petroleo/> (page consultée en mars 2014).
 - 11 Delbene-Lezama, L. (2015). « Género, ecología y sustentabilidad ». *Documentos de trabajo CLAES*, juillet 2015, en ligne : <http://www.alainet.org/es/articulo/171663> (page consultée en août 2015).
 - 12 Confédération Mapuche du Neuquén, *Op. Cit.*, p. 88.

Résister à la violence environnementale contre les femmes

PAR ÁNGELA CRISTINA CUENCA SEMPETEGUI
TRADUCTION PAR MARIE-FRANCE LABRECQUE

Pour nos ancêtres, la Terre Mère était vivante comme nous, nos montagnes, les arbres, les rivières et les lacs étaient respectés; ils vivaient en harmonie avec notre Pachamama (Terre Mère), c'est là l'héritage que nous ont laissé nos Achachilas (grands-parents)¹. – Mama Eduarda, Réseau national de femmes pour la défense de la Terre Mère (RENAMAT)².

Avec des mots simples et bien à elles, les femmes autochtones de Bolivie témoignent de l'importance de la Terre Mère et de leur lien étroit avec le territoire, raison pour laquelle les peuples autochtones réalisent avant toute activité des rituels pour rendre grâce à la Terre Mère pour toutes ses bontés. Étant donné la signification symbolique et l'importance qu'ont les ressources naturelles pour ces peuples, une relation d'harmonie et de protection s'établit ainsi.



RENAMAT, 2015

L'activité minière est une réalité qui porte atteinte au territoire bolivien et surtout aux communautés des départements d'Oruro, La Paz et Potosí. Les mines souterraines datent de l'époque de la Colonie; toutefois, depuis les années 1980, avec l'implantation des minières transnationales, elles sont devenues plus profondes. Avec l'exploitation à ciel ouvert, elles causent toutes sortes d'impacts tels que l'expropriation du territoire, la pollution et la violence environnementale contre les femmes. Il se perpétue ainsi un modèle de développement extractiviste et patriarcal lequel, par une dynamique d'oppression et de subordination, fait entrave au bien-être des femmes et de la Terre Mère.

VIOLENCE ENVIRONNEMENTALE CONTRE LES FEMMES

Bien que les dommages environnementaux de l'activité minière, notamment la contamination des sols, de l'eau, sa rareté ou sa disparition et la perte de biodiversité, affectent

toute la population, ce sont les femmes qui, en raison de leurs activités productives et reproductives de même que par les rôles traditionnels de genre (socialement construits), assument ces conséquences et doivent sacrifier leur bien-être pour trouver des façons de lutter contre la détérioration de leur qualité de vie et celle de leur famille.

Depuis que cette entreprise minière a commencé son exploitation, le niveau de l'eau dans ma communauté a baissé jusqu'à ce qu'on finisse par ne plus en avoir, les versants se sont asséchés. On ne peut vivre de cette façon : il faut que je quémande de l'eau ou bien que j'aille loin pour en chercher car je dois voir à nourrir ma famille³.

En s'appuyant sur une réflexion collective et comme stratégie de lutte à la défense de la Terre Mère, le Réseau national de femmes à la défense de la Terre Mère (RENAMAT) a développé un concept fondé sur la « Loi intégrale pour garantir aux femmes une vie libre de violence »⁴. Ce concept a été résumé dans un bulletin d'information comme suit : « Lorsqu'on pollue l'environnement ou qu'on surexploite les ressources naturelles au bénéfice d'une minorité, on s'attaque aux conditions de production de nos vies, à notre patrimoine, notre économie, donc à nos droits et au droit fondamental à la Vie. C'est ce qu'on appelle Violence environnementale contre les femmes »⁵.

TISSER LES RÉSISTANCES

En octobre 2013, les femmes touchées par les entreprises minières de même que celles à risque de l'être, unifiées et soudées dans un même processus de résistance, se sont réunies pour un sommet national et ont alors décidé de s'organiser pour former le Réseau national de femmes à la défense de la Terre Mère. Les principaux objectifs du réseau sont de faire face aux impacts des minières et de favoriser des liens d'organisation et de solidarité entre les femmes qui sont à la recherche de solutions immédiates aux problèmes qui les affectent⁶.

Les axes de résistance qui unissent ces femmes dans leur diversité culturelle et sociale sont la défense de leurs sources d'eau, de leurs terres et de leurs territoires, de leur santé et celle de leur famille, et la lutte pour le droit à la sécurité alimentaire. Le cas de Challapata est exemplaire et il contribue à l'unité au sein de ce réseau. Il s'agit d'une zone agricole, d'élevage et de production laitière qui se bat depuis 22 ans. Challapata

s'est maintenu en alerte face à la menace de l'exploitation minière sur son territoire par une entreprise canadienne, la Castilian Resources, qui prétend réaliser des opérations à ciel ouvert à proximité du barrage de Tacagua⁷. Or, il s'agit de la principale source d'irrigation des cultures de la population. Les mobilisations et les actions de la communauté ont été nombreuses et il faut y souligner le rôle des femmes. Ce sont elles qui, au risque de leur propre intégrité physique, ont pris les devants dans ces mobilisations, défendant leur principale source d'eau qui garantit l'activité productive centrale du secteur. Grâce à leur force, Challapata a réussi à s'affirmer comme zone de production laitière.

Ces succès n'ont été atteints que grâce aux efforts des populations locales. L'État a malheureusement rétorqué en prenant la défense de la minière et en criminalisant la protestation. Mallku Q'uta, une petite communauté du nord de Potosí, a dû essuyer une dure répression militaire pendant laquelle des femmes et des enfants ont été maltraités alors qu'ils se portaient à la défense de la Terre Mère. Cette population a organisé une importante résistance alors qu'un mégaprojet menaçait de s'approprier ses lacs pour exploiter les minerais qui s'y trouvent et que la présence de la minière et ses effets commençaient à se faire sentir : quelques femmes de la communauté avaient subi des abus sexuels de la part des travailleurs de l'entreprise South American Silver qui n'en était alors qu'à sa phase d'exploration.

Ce ne sont là que deux cas parmi plusieurs autres à l'ordre du jour du Réseau. Il y en a d'autres encore plus graves où on a vu l'expropriation des ressources hydriques. Toutes ces formes de violence que subissent les femmes autochtones, paysannes, originaires et usagères du système d'irrigation ont fait que le RENAMAT s'est constitué en un mécanisme d'organisations et d'alliances stratégiques engagées dans un travail constant d'activisme environnemental et politique et qu'il se positionne comme un instrument du mouvement des femmes. Le réseau socialise et sensibilise la population en général quant aux conséquences dévastatrices des minières sur la vie des femmes. Il exige également de la part de l'État, des autorités régionales et des municipalités une réponse immédiate de restauration et de décontamination environnementales.

Le RENAMAT mène actuellement plusieurs campagnes pour la défense de la Terre Mère, dénonçant les effets destructeurs de l'industrie minière extractiviste et consolidant les résistances. Des efforts sont faits simultanément non seulement pour



Angela Cuenca Sempertegui, Colectivo CASA, 2015

SOMMET DES FEMMES

qu'il se tisse un réseau d'alliances mais aussi des réseaux de connaissances construites collectivement, pour démontrer que les femmes de ces populations doivent prendre la parole, et ainsi exercer et s'approprier leur droit à la parole à partir de leur savoir, un savoir ancestral légué par toutes les femmes qui ont pris soin de la Terre Mère pendant des milliers d'années; pour démontrer également qu'aujourd'hui il est plus urgent que jamais de respecter ces valeurs.

L'exercice de la violence environnementale contre les femmes est aujourd'hui une blessure mortelle pour la Pachamama. Faire du mal à la Terre Mère, c'est faire du mal au corps-territoire de milliers de femmes, des femmes qui sont aujourd'hui en lutte pour défendre, avec leur vie s'il le faut, des ressources naturelles qui sont, historiquement et de droit, les leurs.

Références

- Colectivo CASA (2013). « Minería con M de Machismo, Madre Tierra con M de Mujer », Percepciones femeninas sobre los impactos ambientales y con los conflictos con la minería en comunidades indígenas campesinas.
- Colectivo CASA (2011). « Challapata 50 años de producción sin contaminación », en ligne : <http://www.colectivocasa.org.bo>
- Colectivo CASA (2013). « A un año del Conflicto en Mallku Q'uta criminalización de la protesta y violencia estatal impunes », en ligne : www.colectivocasa.org.bo
- Ley Integral para garantizar a las mujeres una vida libre de Violencia, Ley 348. (2013, 9 mars)
- Red Nacional de Mujeres en Defensa de la Madre Tierra - RENAMAT (2014). Boletín informativo, en ligne : <http://renamatbolivia.blogspot.ca/>

Ángela Cristina Cuenca Sempertegui est détentrice d'un baccalauréat en génie agronomique et membre fondatrice du Collectif de coordination d'actions socio-environnementales de Bolivie (CASA – *Colectivo de coordinación de Acciones Socio Ambientales de Bolivia*). Elle y occupe actuellement le poste de coordonnatrice et appuie également la coordination du Réseau latino-américain de femmes à la défense des droits sociaux et environnementaux. Elle est activiste écologique et féministe.

1 Pachamama et Achachilas : mots en langue quechua.
 2 Le RENAMAT (en espagnol, *Red Nacional de Mujeres en Defensa de la Madre Tierra*) est une organisation de personnes affectées par les entreprises minières.
 3 Madame Sabina Gutierrez, de la communauté Totoral Grande (province Poopó du département d'Oruro). Discussion lors du Sommet national de femmes en défense de la Terre Mère en septembre, 2015 à Oruro, Bolivie. La communauté de Totoral a accès à l'eau seulement 1 heure par semaine.
 4 Loi 348, approuvée en 2013.
 5 Bulletin Réseau national des femmes à la défense de la Terre Mère
 6 *Ibid.*
 7 Rapport de la campagne : « 50 ans de production sans pollution », réalisée par l'Association des usagers du système d'irrigation N2 Tacagua.



Femmes, violence et industrie minière*

PAR LINA SOLANO ORTIZ
TRADUCTION PAR AMELIA ORELLANA

Dans le système capitaliste-impérialiste, l'industrie minière s'impose et se développe par la violence. La violence exercée contre les femmes par cette industrie s'exerce de multiples façons, autant avant le début de l'exploitation qu'après le cycle de vie des mines. Dès le moment où les entreprises envahissent le territoire, elles ont recours aux violences physiques et sexuelles pour déposséder et contrôler. Elles violent, portent atteinte aux droits, et mettent en péril les communautés et les écosystèmes où vivent les femmes et leurs familles. Cela divise les communautés et détruit le tissu social, en enlevant aux femmes leurs moyens de subsistance, en surexploitant leur force de travail et en masculinisant les espaces. Ces dynamiques renforcent le patriarcat, ce qui a pour effet d'augmenter les niveaux de violence intrafamiliale, la prostitution et la criminalisation des femmes qui défendent les droits. Une fois tout le minerai extrait, les communautés doivent composer avec les conséquences sociales et environnementales telles que les dommages irréversibles à la santé des femmes et de leur famille, et ce, sans que personne ne réponde de ces crimes.

VIOLENCE CONTRE LES FEMMES AVANT, PENDANT ET APRÈS L'EXPLOITATION MINIÈRE

Dans ce système patriarcal, les femmes sont exploitées, opprimées et exclues. Elles représentent la population avec le plus haut taux de pauvreté, de chômage, d'analphabétisme et sont soumises à différentes formes de violence et de discrimination dans le domaine public et privé. Dans les communautés rurales, leurs espaces de participation sont limités et leurs besoins sont moins pris en compte. Dans les prises de décision, elles n'ont pas le même poids que les hommes qui accaparent la représentation communautaire, utilisant souvent des figures féminines qui se prêtent à leur manipulation. Quand une entreprise minière s'approprie des territoires à travers des concessions faites par l'État, violant par le fait même des droits tels que celui à l'autodétermination, les opinions, aspirations, positions et exigences des femmes paysannes et autochtones des communautés ne comptent



Frente de mujeres defensoras de la Pachamama

MARCHE 1ER MAI DE 2015

pas. Les sociétés privées, les gouvernements, les États et dans certains cas, les membres mêmes des communautés cherchent des prétextes pour les exclure, par exemple, en disant que l'exploitation minière est un sujet strictement « technique » et qu'elles n'ont pas les compétences pour en discuter.

Dans le cas de l'Équateur, lorsque le gouvernement a cédé les territoires aux grandes entreprises pour la prospection et l'exploitation minière ultérieure, les communautés n'ont été ni informées, ni consultées, malgré le fait que ces droits étaient déjà reconnus dans la Constitution. Des milliers de femmes habitant des territoires donnés en concession ont appris, des années plus tard, que leurs propriétés se trouvaient dans les zones accaparées par les transnationales. Préoccupées par les graves conséquences sociales et environnementales de l'industrie minière, elles ont commencé à protester.

Lorsqu'elles ont décidé de faire entendre leur voix, elles ont dû faire face à la violence des entreprises, de l'État et de celles et ceux qui appuient les compagnies minières dans leurs communautés et même dans leurs propres familles. On peut citer le cas des membres du *Frente de Mujeres Defensoras de la Pachamama* qui ont subi les persécutions, la judiciarisation, la criminalisation et d'autres violations de leurs droits par l'industrie minière, allant même jusqu'à être injustement privées de liberté. Elles ont été faussement accusées, par exemple, de « terrorisme organisé », amenées devant les tribunaux, insultées et discriminées par les autorités gouvernementales, y compris par le président actuel de l'Équateur, Rafael Correa. Parfois, des membres de leur famille, de

* Article initialement publié dans la Revue Droits et libertés, Vol. 34, numéro 1, printemps 2015. En ligne : <http://liguedesdroits.ca/?p=2995>

leur communauté ou de leur organisation ont même dû affronter la persécution et la criminalisation. Comme conséquence de la destruction du tissu social, elles ont même été agressées physiquement par des hommes qui soutenaient les entreprises lamgold et International Mineral Corporation (IMC) qui opèrent les mines Quimsacocha (aujourd'hui Loma Larga) et Rio Blanco, situées respectivement à Victoria del Portete et Molleturo¹.

C'est un scénario qui se répète dans tous les territoires affectés par l'industrie minière. Les femmes sont ignorées et ne peuvent compter sur aucun mécanisme leur permettant de faire valoir leurs demandes légitimes. Au contraire, elles deviennent la cible d'attaques continues de la part des grandes entreprises et des États qui les considèrent comme des « obstacles » à l'implantation de mégaprojets. Un cas emblématique est celui de Máxima Acuña de Chaupe, une paysanne de Cajamarca au Pérou, impliquée dans le conflit entourant le mégaprojet aurifère Conga. Máxima et sa famille subissent depuis plusieurs années le harcèlement constant de l'entreprise Yanacocha, du gouvernement et de la police. Les forces de sécurité de l'entreprise ont exercé de la violence physique contre les Chaupe et ont tenté de les expulser de leur terre. L'entreprise les poursuit aussi pour invasion d'une propriété privée. Máxima et sa famille sont entre autres la cible de menaces, d'intimidation, de campagnes de salissage et de dommages à leur propriété.

Les femmes doivent alors affronter le pouvoir des corporations minières pour défendre leurs droits. Les usurpateurs répondent en utilisant différentes formes de violence envers les femmes, y compris le viol, afin de les expulser de force de leurs terres. Un des cas emblématiques illustrant les recours à la violence sexuelle lors d'expulsions est celui des autochtones Maya-Q'eqchis de Lote Ocho au Guatemala.

Le 17 janvier 2007, un nombre indéterminé de femmes de la communauté Lote Ocho ont été victimes de viols durant l'expulsion violente menée par des agents de sécurité engagés par la Compañía Guatemalteca de Níquel (CGN), accompagnés par des agents de la police nationale et de l'armée. La CGN était, à cette époque, une filiale de l'entreprise transnationale HudBay Minerals, dont le siège social se trouve au Canada. Lorsque les agents sont arrivés à la communauté de Lote Ocho, les hommes étaient occupés à des travaux agricoles dans les champs. Les agents ont surpris les femmes dans leurs maisons ou à l'extérieur alors qu'elles essayaient de s'enfuir, et les ont violées devant leurs enfants. Plusieurs d'entre elles ont été violées à répétition, certaines par 10 agresseurs différents².

Le climat d'hostilité continue vécu par les femmes, avant même que ne commence l'exploitation minière, met en péril leur vie, leur intégrité, leur santé physique et émotionnelle, en les soumettant à des niveaux élevés de stress. Ce climat engendre des sentiments de frustration vis-à-vis des entreprises et des pouvoirs publics complices du saccage minier.

L'industrie minière est une activité qui fait appel à une main-d'œuvre principalement masculine, ce qui crée une véritable « masculinisation » des territoires où elle s'implante. Les femmes dépouillées de leurs moyens de subsistance deviennent plus dépendantes économiquement des hommes, ce qui se traduit par une augmentation des niveaux de violence intrafamiliale.

Lorsque le minerai s'épuise, les entreprises abandonnent les territoires dévastés en laissant des séquelles douloureuses pour les communautés et, plus particulièrement, pour les femmes.

Les femmes font aussi face à la violence institutionnalisée des gouvernements et d'autres actrices et acteurs impliqués dans les conflits miniers tels que les narcotrafiquants, les réseaux de traite de personnes et autres groupes armés. En analysant le cas du Mexique, Laura Carlsen signale que :

les femmes qui s'organisent contre l'industrie minière, les mégaprojets et autres invasions de leurs terres font face à des adversaires extrêmement puissants et brutaux. Les compagnies de sécurité privées engagées par les envahisseurs, les forces gouvernementales de sécurité et les forces paramilitaires attaquent fréquemment les gens qui défendent leurs terres, dont les leaders sont souvent des femmes (...) L'Initiative mésoaméricaine des femmes défenseuses des droits humains a présenté un rapport sur les attaques contre les défenseuses de droits en 2012. Dans la région, 38 personnes ont été assassinées, pour la plupart des femmes défendant des terres, des territoires ou des ressources³.

Une des formes de violence directe que génère l'industrie minière envers les femmes est la prostitution et la traite, un problème grandissant qui affecte des milliers de femmes, incluant des filles et des adolescentes. Par exemple, à Bosconia en Colombie, l'implantation de l'industrie minière a engendré des taux élevés de prostitution infantile et juvénile. Citant une enquête journalistique d'août 2013 sur la prostitution infantile, Dana Baron rapporte que des « bureaux de recrutement de mineures et de prostituées jusqu'à 26 ans viennent de plusieurs grandes villes [...]. Ces réseaux criminels érigent leur campement près des mines pour offrir des services de divertissement aux travailleurs »⁴.



LE 22 JUILLET 2015, JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE L'EXPLOITATION MINIÈRE À GRANDE ÉCHELLE. POUR QUOI LES FEMMES S'Y OPPOSENT?
Frente de mujeres defensoras de la Pachamama

Lorsque le minerai s'épuise, les entreprises abandonnent les territoires dévastés en laissant des séquelles douloureuses pour les communautés et, plus particulièrement, pour les femmes. Lorsque leur santé, ou celle de leurs enfants ou d'autres membres de leur famille, se voit affectée en raison de la contamination minière, leur charge de travail augmente puisque ce sont généralement elles qui assument les soins aux personnes malades. Dans la vallée de Siria, au Honduras, de graves problèmes de santé chez les enfants dus aux opérations de la mine San Martin d'Entre Mares, filiale de la compagnie canadienne GoldCorp, ont été documentés. En 2008, lors de la fermeture de la mine, les dénonciations de la part des communautés se sont multipliées à cause des terribles dommages environnementaux et sociaux laissés par 8 ans d'exploitation aurifère à ciel ouvert. « Une étude révèle que, dans une des communautés affectées par l'exploitation minière, la mortalité infantile est 12 fois plus élevée que la moyenne nationale. Chez les enfants des travailleurs de la mine, le taux de mortalité atteint 33 fois la moyenne nationale »⁵. Malgré des recours intentés, jusqu'aux tribunaux internationaux, les personnes affectées par Goldcorp n'ont pas obtenu justice.

LES FEMMES FONT FACE À LA VIOLENCE MINIÈRE AVEC DIGNITÉ ET COURAGE

Malgré toute la violence exercée contre les femmes dans les territoires dominés par l'industrie minière, elles continuent d'être des protagonistes de la résistance des peuples en défense de la Pachamama (Terre Mère), de la vie et de la souveraineté. Elles jouent un rôle fondamental dans la dénonciation et dans la lutte pour le respect des droits violés.

L'augmentation des formes et du niveau de violence est une dure réalité pour des milliers de femmes des communautés affectées par les intérêts du capital transnational minier. Cette réalité a en revanche poussé plusieurs d'entre elles à refuser le rôle de victime, à sortir du seul cadre domestique ou communautaire et à aller de l'avant afin de s'organiser, lutter, dénoncer, revendiquer, protester et, dans certains cas, devenir d'actives défenseuses des droits, démontrant que « là où il y a oppression, il y a résistance ».

Lina Solano Ortiz est une sociologue équatorienne, activiste pour les droits humains et les droits des femmes. Co-fondatrice du Front de femmes défenseuses de la Pachamama (*Frente de mujeres defensoras de la Pachamama*) 2008. Actuellement, elle est présidente de l'Union latino-américaine des femmes – ULAM.

1 Ces deux paroisses appartiennent au canton de Cuenca, dans la province d'Azuay (au sud de la région andine de l'Équateur).
 2 « Abriendo brecha en la búsqueda de justicia : Violencia Sexual contra Mujeres Q'eqchis », en ligne : <http://site.adital.com.br/site/noticia.php?lang=ES&cod=78687>
 3 Carlsen, L. (2014). « ¿Por qué "la seguridad" induce más violencia contra las mujeres », abril, en ligne : <http://www.cipamericas.org/es/archives/11957>
 4 Barón, D. « Impactos de la minería en los derechos de las mujeres rurales? », en ligne : http://cinep.info/cinep/images/stories/Documentos/ciendias80/2_mineria.pdf.
 5 Trucchi, G. (2014). « Actividad minera en Región de Honduras deja rastros de enfermedades, destrucción ambiental y desempleo », septembre, en ligne : <http://nicaraguaymasespanol.blogspot.com/2014/09/actividad-minera-en-region-de-honduras.html>. L'auteur fait référence à une recherche « Contamination de l'eau dans la zone d'exploitation minière du projet San Martin et les répercussions sur la santé humaine », réalisée en 2006 par Flaviano Bianchini.

Pour notre corps, pour notre terre : des femmes qui défendent la vie

PAR ANGELA DANIELA ROJAS
TRADUCTION PAR ALICE DOUCET

S'ils touchent à la terre, ils touchent notre sang, s'ils touchent notre sang, ils touchent à la terre. – Consigne de Femmes autochtones mésoaméricaines

A Doima-Piedras dans le département de Tolima, en Colombie, un groupe de femmes a décidé de s'organiser afin d'empêcher les équipes de travailleurs des mines d'entrer sur leur territoire. C'est dans cette commune que l'entreprise africaine AngloGold Ashanti a décidé d'installer des sites de lixiviation pour extraire le minerai exploité dans les montagnes voisines de Cajamarca. Les femmes opposantes ont construit un système d'alarmes qui a empêché pendant des mois l'entreprise de s'installer dans leur village. Postérieurement, toute la communauté a voté à l'unanimité, lors d'une consultation populaire convoquée par les autorités municipales, que le village ne sera pas l'objet d'activités extractives d'entreprises minières.

Depuis une dizaine d'années, la Colombie est victime d'une extraction effrénée favorisée par des politiques étatiques, qui sont très souvent imposées par les institutions internationales. Face à cette réalité, les communautés se sont organisées afin de défendre leurs territoires. Les femmes ont été et sont des actrices essentielles de ces processus qui cherchent à établir la souveraineté des peuples. Les processus d'extraction sont une source de conflits et de violence sur ces territoires, qui touchent particulièrement les femmes, en augmentant les inégalités de genre, comme par exemple, l'accès aux biens communs et l'exercice de leurs droits.

Cependant, bien souvent, les conséquences spécifiques sur les corps des femmes sont oubliées ou homogénéisées à travers les stéréotypes esthétiques et moraux des Colombiens. Bien que la situation soit complexe, des femmes de tout le pays se sont engagées pour la défense de leur territoire, à travers des groupes de travail locaux qui revendiquent non seulement leur droit au territoire mais aussi leur position en tant que femmes, en prenant en compte leurs spécificités sociales, culturelles et économiques.

Leur rôle de protectrices de l'eau, des semences et du territoire a fait d'elles, dans bien des cas, la base des processus d'organisation de défense de ce territoire, c'est à dire que la force des femmes est la base sociale qui résiste au modèle

d'extraction dans le pays. Il suffit de se remémorer certaines actions phares : la marche des femmes afro-colombiennes du nord du Cauca réalisée à la fin de l'année 2014, la mobilisation des femmes du Rio Sogamoso qui a duré 177 jours face au gouvernement de Santander, ou l'expérience du groupe Force de Femmes Wayúu à La Guajira. Partout dans le pays, des organisations de femmes construisent des alternatives au développement et au modèle de dépouillement qui se met en place contre la population. L'articulation de ces processus et les alternatives qui se tissent et se dénouent sur chaque territoire afin de renforcer leur souveraineté est ainsi fondamentale. Il est donc nécessaire d'analyser la relation des femmes à l'environnement, car si ce thème a reçu moins d'attention que d'autres recherches, il demeure une question essentielle qui requiert l'attention des différents acteurs des conflits environnementaux.



CENSAT Agua Viva - Amis de la Terre Colombie, 2015

L'ÉCOLE DES FEMMES

Étant donné la complexité actuelle du pays et l'émergence de conflits environnementaux, ainsi que les violations des droits des femmes générées par le modèle de développement extractiviste, Censat Agua Viva a mis en place en 2012 l'École Femme et exploitation minière, avec la participation de 35 femmes provenant de tout le pays.

Un des aspects qui a été démontré à l'École est que les conflits environnementaux ne modifient et ne transforment pas seulement les territoires et les modes de vie des

communautés, mais que cette situation affecte aussi doublement la vie des femmes. Ainsi, si les luttes existantes se sont focalisées sur la défense territoriale, il a été nécessaire d'analyser la manière dont chaque personne vit cette réalité et comment les conséquences néfastes de cette activité ont une manière spécifique d'agir sur les corps, en particulier, les corps des femmes. De cette manière, partir du corps comme premier territoire contribue à sauvegarder la corporalité toujours présente dans la défense des territoires.

L'École est aussi une proposition pédagogique de formation de sujets politiques et elle contribue au renforcement organisationnel du travail féminin dans les territoires affectés par les projets d'extraction. L'École souhaite ainsi que les femmes connaissent et mettent en place des techniques qui leur permettent d'avoir une incidence sur les processus de construction de politiques sociales qui cherchent à mettre un terme aux brèches de genre encore évidentes dans la société colombienne, mais aussi des espaces de dialogue avec les différentes autorités gouvernementales.

Bien souvent, la non-participation des femmes dans ces espaces de construction s'explique par la méconnaissance des politiques et des territoires, ainsi que de leur évidente assimilation sans justification dans des réalités nationales et internationales. Par exemple, le programme gouvernemental « Femme rurale » qui souhaite changer les conditions de vie des femmes rurales, adopte une approche néolibérale en considérant les femmes seulement comme une force de travail, un moyen de garantir la productivité nécessaire au développement du secteur rural. Les politiques publiques liées aux femmes ont été élaborées à partir d'une vision conservatrice qui conçoit les femmes de la perspective du stéréotype de la maternité, c'est-à-dire que les femmes sont prises en compte en tant que mères ou en tant que force de travail, et non pas en tant que sujets politiques fondamentaux dans la défense des territoires.

LA RENCONTRE NATIONALE FEMME ET EXPLOITATION MINIÈRE

Convoquée par le FAU (Fond d'action urgente) et CENSAT Agua Viva - Amis de la Terre Colombie, la Rencontre nationale des femmes défenseuses de la vie contre l'extractivisme s'est déroulée du 18 au 20 août dernier dans la municipalité de Fusagasuga, où 50 femmes provenant des quatre coins du pays se sont réunies. La rencontre a permis d'échanger sur des expériences de défense des territoires mises en place par ces femmes de différentes régions, et de chercher comment construire des solutions alternatives face aux conflits sociaux et environnementaux produits par l'industrie extractive sur les territoires.

À Fusagasuga, la rencontre a débuté par un dialogue sur les avancées significatives en matière de formation et de renforcement des processus de résistance des communautés et, plus particulièrement, des femmes. Plusieurs moments déterminants ont eu lieu comme l'élaboration de cartographies corporelles dans lesquelles différentes expériences de résistance ont été partagées et les situations problématiques dans lesquelles les femmes se voient immergées dans leur quotidien ont été rendues visibles, en plus de l'échange autour des réalités et constructions de processus organisationnels sur chaque territoire.



CENSAT Agua Viva - Amis de la Terre Colombie, 2015

Aussi, les propositions des différentes participantes pour faire face aux projets d'extraction de chaque région ont été rendues visibles grâce à une série d'alternatives enrichies par la diversité des lieux desquels provenaient les participantes. L'exercice avait comme axes : la mobilisation, la formation, l'incidence, les dénonciations et les actions juridiques. Les catégories « corps-terre » et « corps-territoire » ont été des éléments fondamentaux tout au long de cette rencontre, car celles-ci sont créées à partir de la défense du territoire contre l'exploitation minière et sont en lien avec la résistance des femmes et de leurs communautés. Cette approche favorise le leadership des femmes dans les luttes continues et quotidiennes, leur permettant de rester sur leur territoire, et d'être reconnues comme étant des sujets de droit. Ces luttes visent à défendre la démocratie, elles promeuvent multiples souverainetés et diversités.

Quelques questions restent à traiter pour alimenter la réflexion continue au sein de chacun des processus :

- Comment survivre dans ce contexte?
- Comment penser en tant que femmes?
- Que signifie défendre la vie?

Angela Daniela Rojas Becerra est activiste environnementale. Diplômée en sociologie à l'Universidad Nacional de Colombia, elle est membre de l'équipe de CENSAT Agua Viva - Amis de la Terre Colombie. Elle est en charge de l'École Femme et exploitation minière et soutient le travail de défense de l'eau et de la montagne andine.

COMMUNIQUÉ FINAL DE LA RENCONTRE NATIONALE DES FEMMES DÉFENSEURES DE LA VIE CONTRE L'EXTRACTIVISME, AOÛT 2015

CENSAT Agua Viva - Amis de la Terre Colombie et le Fonds d'action urgente Amérique latine ont convoqué la Rencontre nationale des femmes défenseures de la vie contre l'extractivisme, qui a eu lieu du 18 au 20 août à Fusagasugá, dans le but de renforcer les processus des femmes dans la défense des territoires, de la terre et de la Nature en Colombie et en Amérique latine. Plus de 50 femmes de tout le pays et plusieurs invitées internationales ont débattu des impacts du modèle extractif sur la vie et les corps des femmes, en construisant ensemble des propositions pour la défense du territoire.

La rencontre a débuté à Bogotá, dans le Centre de mémoire, de paix et de réconciliation, avec le forum public auquel ont participé Gabriela Ruales, membre du Collectif Yasunidos ; Bertha Cáceres, co-fondatrice du Conseil civique des organisations autochtones et populaires du Honduras (COPINH) ; Ángela Cuenca, co-coordonnatrice du Réseau latino-américain des femmes défenseures des droits sociaux et environnementaux ; Lorena Cabnal, leader autochtone maya-xinka du Guatemala, membre de l'Association des femmes autochtones Xinkas de Santa María Xalapán-AMISMAXAJ- ; Emilce Ferrer, membre de Mujeres del Común, Mouvement colombien de défense du fleuve Sogamoso - RíosVivos, et Ana María Patiño du Conseil communautaire de la Toma, dans le nord du Cauca en Colombie.

À Fusagasugá, nous avons réfléchi aux caractéristiques de l'extractivisme : celui-ci est fondé sur l'image d'une « dictature transnationale » qui dépossède les territoires – de sa population et de ses ressources –, qui violente particulièrement la vie des femmes en les poursuivant et en les criminalisant, et qui laisse en toute impunité les nombreux cas de féminicides en Amérique latine. À partir de nos réflexions, nous manifestons que :

Nous plaçons la vie au centre, nous réinventons les formes de protestation et de communication autour de nos propositions, nous réexaminons notre manière de faire de la politique.

Nous parions sur une conception intégrale du **territoire-corps-terre**. **La catégorie territoire-corps-terre nous permet de mieux comprendre d'une façon intégrale nos luttes pour la défense de la vie et du territoire. Il n'est pas possible de concevoir l'existence d'une vie digne au sein de nos communautés tant que nos corps continueront d'être violentés.**

Les projets d'extraction provoquent des dommages particuliers chez les femmes comme la perte d'autonomie économique, la précarité des conditions dans lesquelles s'effectuent le travail de soin, l'augmentation des facteurs de risque à cause de la militarisation et du contrôle territorial des entreprises privées et de multiples acteurs armés, la recrudescence de la violence physique, psychologique et sexuelle, et les impacts sur notre santé physique et émotionnelle.

Nous souhaitons en tant que femmes que notre terre soit exempte de produits phytosanitaires, que nos fleuves n'aient pas de mercure, que nos semences soient libres de produits transgéniques et que notre vie soit sans violences.

Nous exigeons la reconnaissance de nos formes autonomes, communautaires et ancestrales d'organisation et des processus d'auto-consultation et d'autodétermination de nos peuples, afin d'avoir le choix de dire NON aux projets d'extraction. Nous exigeons enfin que notre droit à décider sur nos corps soit respecté.

Voir le forum complet : <https://www.youtube.com/watch?v=fByLcYZfQqY>



LA RÉSISTANCE DES FEMMES COLOMBIENNES ET HONDURIENNES CONTRE L'EXPANSION DE LA PALME AFRICAINE OU QUAND LES FEMMES DISENT NON AU CAPITALISME VERT!

PAR FABIANNE ELODIE EKOBENA

La plus consommée devant le soja, le colza et le tournesol, l'huile de palme ou huile rouge est utilisée en alimentation, cosmétique, énergétique. Elle est extraite des fruits provenant du palmier à huile. Sa production à grande échelle est devenue synonyme de biocarburants, d'accaparement de terres, de déforestation et de violations des droits de la petite paysannerie.

Conscientes de ces injustices et animées par la volonté de protéger leurs corps, terres et territoires, les femmes se mobilisent. Tel est le cas des afro-colombiennes et afro-honduriennes qui s'exposent, par leur résistance, à la répression paramilitaire, étatique et du crime organisé pour préserver leurs communautés et la nature de l'expansion de la palme africaine promue dans les projets de développement des États et des institutions financières internationales (IFI). En nous appuyant sur la perspective écoféministe développée par Vandana Shiva qui redonne la place à l'expertise des femmes comme protectrices de la nature, capables de résoudre la crise climatique du fait de leur fonction reproductive, nous analyserons une des causes de l'expansion de l'huile de palme ainsi que les diverses formes de résistance utilisées par les communautés dirigées par Maria Ligia Chaverra de la Colombie et de Miriam Miranda du Honduras pour préserver leurs terres et leurs territoires.

LE DÉVELOPPEMENT : CAUSE DE L'EXPANSION DE LA MONOCULTURE DU PALMIER À HUILE

Le palmier à huile est cultivé sur les continents africains, asiatiques et latino-américains. Dominant nettement le marché, l'Indonésie et la Malaisie produisent près de 85% de la production mondiale alors que la Colombie et le Honduras produisent respectivement 2% et 1%¹.

Les nouveaux investissements dont les deux pays bénéficient nous amènent à nous demander si les objectifs, par exemple, de la compagnie Dinant Corporación au Honduras² sont réellement d'assurer la sécurité alimentaire ou alors de continuer à répondre à la forte demande de consommation du Nord et, par le fait même, à perpétuer le capitalisme, quitte à violer les droits humains et ceux de la nature. Pourquoi les derniers gouvernements colombiens ont mis en place des programmes de développement alternatif et social si c'est pour vendre de nouvelles parcelles de terrain sans réellement tenir leurs engagements auprès des populations?

Après tout, ces projets résultant des stratégies de développement du Groupe de la Banque mondiale (GBM), mettent l'emphase sur des mesures favorisant l'agro-business et l'insertion de la petite paysannerie dans le marché mondial. Le développement y est considéré comme

un outil d'appropriation et d'expropriation des ressources. On assiste d'ailleurs à une ruée mondiale vers les meilleures terres agricoles. Selon l'organisme Grain, l'Afrique a procédé à 46% de transaction, l'Asie 36% et 11% en Amérique latine, de sorte que les terres servant à l'agro-industrie sont insuffisantes pour la production alimentaire. Au-delà des conséquences environnementales, comme la déforestation et la pollution, on observe une hausse des prix de denrées, des déplacements forcés, des expropriations et expulsions souvent violentes des paysans et paysannes, comme dans le Bas Atrato, en Colombie.

Selon Vandana Shiva, le développement devient ainsi un anti-développement dans la mesure où il crée des richesses pour une poignée et en même temps de l'appauvrissement et de la dépossession pour le plus grand nombre. Il perpétue la nouvelle vision du système patriarcal basé sur l'exploitation et l'exclusion des femmes, sur l'exploitation et la dégradation de la nature, sur l'exploitation et la disparition des autres cultures. D'ailleurs, ses critères d'augmentation de la production et d'innovation technologique s'inscrivent dans la logique de l'économie verte promouvant la croissance et basée sur la technologie, la financiarisation et la spéculation. L'objectif certes noble de cette économie qui cherche à améliorer les conditions de vie, l'équité salariale et à réduire les risques environnementaux, propose néanmoins de faire de la nature une marchandise en transformant la terre, l'eau, la biodiversité en services. La terre est, par exemple, vendue à certains États et aux grandes corporations pour la production du biocarburant. Les biocarburants, dont la production est moins de 10%, sont issus des végétaux et de la biomasse³. Ils sont autant polluants que les énergies fossiles, causent de l'insécurité alimentaire, des dégâts environnementaux comme la déforestation, participent à la disparition de la petite paysannerie et favorisent l'endettement des pays en voie de développement (PeD) ne possédant pas des moyens financiers pour investir dans la technologie.

D'autres mécanismes que nous qualifions d'écoblanchiment ou *greenwashing*, comme la Table-ronde pour l'huile de palme durable (RSPO) et la Réduction des émissions liées à déforestation et à la dégradation des forêts dans les PeD (REDD), ont été mis en place par l'agro-industrie pour maquiller les dégâts écologiques et la violation des droits



Defensores en línea

A l'instar d'autres mobilisations en Amérique latine, les femmes honduriennes et colombiennes luttent pour préserver leurs terres et territoires envahis par la culture du palmier à huile, de la variété élæis, communément appelée palme africaine, introduite par les Portugais dans la région de Bahia au Brésil au XVIe siècle pendant l'esclavage.

humains. L'un, créé en 2004, regroupe des multinationales, comme Nestlé et Unilever, et des organisations non gouvernementales (ONG), telles que le World Wildlife Fund (WWF), etc.⁴ Selon A. Butler, il est sans contrainte, sous forme de certification volontaire aux membres et donne lieu à de nombreuses critiques. L'autre vise à donner une valeur monétaire aux forêts en permettant aux PeD non polluants d'allouer des crédits de carbone aux pays les plus polluants. Ainsi, sous le vernis de la durabilité, on accélère la crise climatique puisque sous les motifs de protéger la nature et de lutter contre la pauvreté, on permet à certains de continuer à polluer en s'enrichissant et en créant de la pauvreté. Cependant, cette forme d'oppression et de tentative de contrôle de la petite paysannerie a déclenché la résistance des Honduriennes dans le Bas Aguán et des Colombiennes dans le Bas Atrato, régions où est exploitée la monoculture intensive de la palme. En réponse à la spoliation de leurs terres et aux déplacements forcés, les communautés de Garifunas au Honduras, menées par Miriam Miranda, et celles du Curvarado en Colombie, menées par Maria Ligia Chaverra, se mobilisent.

LES ACTIONS DE RÉSISTANCE DANS LES COMMUNAUTÉS DE GARIFUNAS ET DU CURVARADO

À l'instar d'autres mobilisations en Amérique latine, les femmes honduriennes et colombiennes luttent pour préserver leurs terres et territoires envahis par la culture du

palmier à huile, de la variété élæis, communément appelée palme africaine, introduite par les Portugais dans la région de Bahia au Brésil au XVI^e siècle pendant l'esclavage⁵. Croisée avec des espèces locales, comme l'élæis oleifera ou l'Orbignya martiniana, la culture s'est étendue au Mexique, en Colombie, en Équateur, au Honduras, au Pérou, etc. En Colombie, 5^e pays producteur mondiale d'huile de palme en 2008, avec 830 000 tonnes, l'exploitation agro-industrielle, encouragée par l'État, a commencé en 1950 grâce à la finance internationale et à l'aide technologique facilitée par la Banque mondiale⁶. Le modèle colombien de la palme repose sur une stratégie de contrôle territorial paramilitaire et sur le « plan Colombie », en plus d'être renforcé par différentes réformes agraires⁷.

Au Honduras, 12^e producteur mondial en 2008 avec 165 000 tonnes, la culture de la palme africaine est pratiquée depuis 1970 et est promue par l'État au sein des coopératives paysannes dans le Bas Aguán. La loi agraire des années 1990 accélérera la réappropriation privée des terres auparavant détenues par des coopératives et mettra par le fait même en péril les terres de la communauté afro-hondurienne des Garifunas, dans le département de Colón. En effet selon Amnistie internationale, malgré ses titres fonciers, d'une valeur de 980 hectares, obtenus en 1997 et accordés par l'Institut national agraire (INA), la communauté en plus de résister au crime organisé pour défendre ses terres, connaît une amplification de la violence due à l'appétit accrue des gros producteurs sur leurs terres.

Miriam Miranda, coordonnatrice de l'Organisation fraternelle des noirs du Honduras (OFRANEH) a réussi à faire connaître la lutte de sa communauté à l'international par sa participation à diverses conférences.

Sa fonction lui a valu des menaces, intimidations, détentions arbitraires et tortures au point où en 2001, la Commission interaméricaine des droits humains est intervenue pour assurer sa protection et celle de sa communauté, mais ces mesures sont restées insuffisantes. Sa communauté se mobilise en occupant et en revendiquant les terres expropriées, utilise les lois internationales de droits humains pour protéger les territoires, crée une alliance féministe à partir des communautés de base ainsi qu'une radio communautaire alternative associée à 4 autres radios communautaires, constamment menacée⁸.

Rejoignant la pensée de Vandana Shiva, elle estime que la femme joue un rôle incontournable comme défenseuse de la vie, de la culture et des territoires : les femmes sont en première ligne dans les luttes non seulement avec leurs corps, mais aussi avec leur force, leurs idées et leurs revendications. Elles n'accouchent pas que des enfants mais aussi bien les idées que les actions.



ACTION DE RÉCUPÉRATION DES TERRES DE VALLECITO, COMMUNAUTÉ GARIFUNA DU DÉPARTEMENT DE COLON, SUR LA CÔTE ATLANTIQUE DE HONDURAS, LORS D'UNE ASSEMBLÉE DE SOLIDARITÉ EN MAI 2013

La lutte de la leader de la communauté du Curvarado, Maria Ligia Chaverra, concerne les droits humains et les droits fonciers de sa communauté. Elle réclame aussi bien la paix et la sécurité que la restitution des terres collectives expropriées et s'oppose aux déplacements forcés. Cela lui a valu des menaces de mort, des diffamations et des montages judiciaires autant des paramilitaires que des forces armées. Afin d'assurer sa sécurité et avoir du répit, sa communauté et celle du Jiguamiando dont de nombreux membres ont été menacés et tués, ont réussi à avoir le statut de zones humanitaires. Ce sont des zones de protection civile interdit d'accès aux paramilitaires. Les populations choisissent la neutralité et ne s'impliquent pas dans le conflit pour se protéger ainsi que leurs territoires. Elles s'opposent également à l'expansion de la palme en expulsant les producteurs illégaux pour récupérer leurs terres, en se déplaçant fréquemment et en se réfugiant temporairement dans la forêt en période de violence⁹.

En conclusion, l'expansion de la culture de la palme africaine inscrite dans la logique néolibérale révèle la résilience et l'engagement des Honduriennes et Colombiennes à défendre leurs communautés et la nature au détriment de leur vie. Vivant dans des pays dirigés par des gouvernements de gauche au Honduras et de droite en Colombie, ces femmes, dont la minorité afro-hondurienne constitue 2% et celle afro-colombienne se répartissant dans 3 groupes, ne représentent respectivement que 42,5% de la population active par rapport à 82,9% chez les hommes et 55,7% de la population active par rapport à 79,7% masculine¹⁰. Leurs résistances montrent donc que le corps de la femme, les terres et territoires restent contrôlés par le patriarcat déguisé maintenant sous la forme de l'économie verte. Elles rappellent ensuite qu'au-delà de ce contrôle, la femme continuera de « (...) de lutter aussi longtemps qu'il faudra, non seulement contre l'expansion des plantations d'arbres exotiques et des grands projets des entreprises



Revista Semana

la consommation, sur l'interconnexion du Nord et du Sud, et sur la surconsommation des uns qui se répercutent sur les autres.

Fabienne Elodie Ekobena détient un baccalauréat et une maîtrise en sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Elle travaille actuellement sur les questions de justice sociale et d'écologie en pastorale sociale à Villeray. Son intérêt sur les enjeux socio-politiques et environnementaux liés à l'extractivisme l'ont menée à se pencher sur l'aide publique de la Suisse au développement, le projet du pipeline Tchad-Cameroun et l'expansion mondiale de l'huile de palme, particulièrement au Cameroun. Elle a donné des conférences dans certains groupes de Développement et Paix et fait des animations sous forme d'éducation populaire auprès du Centre des Femmes d'Ici et d'Ailleurs.

papetières, mais contre la marchandisation de la vie et l'affaiblissement de l'autonomie des femmes (...) »¹¹. Enfin, elles confirment cette interpellation de Miriam Miranda sur la responsabilité citoyenne des populations du Nord dans

- 1 NoPalm.org. « Quels usages en fait-on? », en ligne: <http://nopalm.org/article-18-quels-usages-en-fait-onA> (page consultée en août 2015).
- 2 World Rainforest Movement. « Honduras : empapada en sangre también por la palma de aceite – 3 nuevas víctimas », en ligne: <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section2/honduras-empapada-en-sangre-tambien-por-la-palma-de-aceite-3-nuevas-victimas/> (page consultée en juillet 2015).
- 3 OECD (2008). Biofuel support Policies : An economic Assessment, en ligne: <http://www.oecd.org/tad/agricultural-trade/biofuelsupportpoliciesaneconomicassessment.htm>
- 4 World Rainforest Movement. « La RSPO denunciada en Honduras y Alemania », en ligne: <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/la-rspo-denunciada-en-honduras-y-alemania/> (page consultée en juillet 2015).
- 5 Pehaut, Y. (1986). Les oléagineux dans le monde. Paris : Economica. 55 p.
- 6 Butler, R. A. et Laurance (2009). « Is oil palm the next emerging threat to the Amazon? Tropical Conservation Science, vol.2, no 1, p. 1-10.
- 7 HREV pour la Coordination Belge pour la Colombie (2006). Le flux de l'huile de palme Colombie-Belgique/Europe Approche sous l'angle des droits humains, Novembre 2006, en ligne: http://www.cbc.collectifs.net/doc/informe_fr_v3-1.pdf
- 8 Field, T. et Bell, B., Other Worlds. « Without our land we cease to be a people : defending indigenous territory and resources in Honduras », en ligne: <http://otherworldsarepossible.org/without-our-land-we-cease-be-people-defending-indigenous-territory-and-resources-honduras> (page consultée en août 2015).
- 9 Hallé, T. (2007). Colombie : terrorisme d'état, agro-combustibles et résistance civile au Chocó. UDEM.
- 10 UNDP (2014). « Indicateurs de développement humains et tableaux thématiques », en ligne: <http://hdr.undp.org/fr/data> (page consultée en août 2015).
- 11 World Rainforest Movement. « Marche mondiale des femmes : pour le féminisme, le capitalisme ne trouve pas d'écho. Nous poursuivons la lutte contre les déserts verts et contre la marchandisation de la vie », en ligne: <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/marche-mondiale-des-femmes-pour-le-feminisme-le-capitalisme-ne-trouve-pas-decho-nous-poursuivons-la-lutte-contre-les-deserts-verts-et-contre-la-marchandisation-de-la-vie/> (page consultée en juillet 2015).



Leave it in the ground - LINGO, 2013

DEJEN LA SELVA EN PAZ



Un appel aux exercices de conjugaison

PAR MAUDE PRUD'HOMME

Je vous invite à considérer, parmi d'autres, quelques éléments de contexte. Premièrement, au nord-est de l'île de la Tortue, au « Québec », le réchauffement climatique n'est pas vécu avec la même intensité qu'en d'autres lieux : cette illusion d'exception est notamment due à un mouvement d'un vortex polaire. C'est pour dire que nous bénéficions ici d'un délai supplémentaire circonstanciel, en plus d'autres éléments significatifs tels que la proximité de territoires encore relativement sains et d'eaux potables, et ce malgré des siècles de mépris colonial et de relations extractives. Les possibilités matérielles sont donc objectivement considérables.

Autre élément à garder à l'esprit, celui du contexte global, mais non moins vrai à l'échelle plus locale : il n'y a pas de pénurie d'hydrocarbures, mais plutôt une surabondance.

Certes, les nouvelles sources sont coûteuses à plusieurs égards (environnementaux, sociaux, financiers...), mais soyons clair.e.s : il y a encore trop d'hydrocarbures dans le sol pour la capacité de l'atmosphère à les absorber s'ils sont brûlés. Il faut donc cesser de les exploiter même s'il en reste, s'abstenir malgré un effet éventuel de rareté sur le marché. Pas facile dans une société en pleine phase de néolibéralisation.

Au Québec, nous n'y échappons pas alors que les intérêts industriels, généralement tricotés non loin des décideurs gouvernementaux, cherchent à s'incarner en infrastructures sur de grandes portions de territoire. Du côté des nouvelles extractions les plus avancées, glorieusement présentées par l'État québécois, fier partenaire et investisseur majeur, on compte notamment les forages pétroliers à Anticosti et

en Gaspésie, voir le Bas-du-Fleuve, ainsi que la vague de gaz naturel liquéfié (GNL). Le GNL est promis pour la transition des usines usant du mazout dans le cadre du Plan nord et se voit offrir une image écologique (c'est moins pire que le mazout), mais n'oublions pas le retour possible de l'industrie des gaz de schiste qui piaffe déjà.

Des millions investis dans une industrie naissante d'hydrocarbures au Québec, en pleine période de coupures si profondes qu'on enlève les déjeuners aux enfants défavorisés ? Eh oui, c'est ça le néolibéralisme, le capitalisme assumé. Les politiques néolibérales actuelles ne font pas que sabrer dans les services, affectant particulièrement les femmes. Ces gens-là ont le cran d'en rajouter en soutenant des industries qui ne peuvent s'enrichir qu'au détriment de la majorité, des générations montantes et futures, écrasant encore, un peu plus, les femmes au passage, en dommages collatéraux.

Outre l'extraction, des projets de transport rôdent aussi dans les environs. On compte l'oléoduc géant Énergie Est qui s'inscrit dans l'expansion des sables bitumineux, l'inversion (imminente?) de la ligne 9b d'Enbridge et la quantité (et malheureusement aussi parfois les wagons) d'hydrocarbures qui explose sur les rails que ce soit vers Sorel, Saint-John et peut-être Belledune. Notons que le transport par train s'accompagne, au Québec, de transport par bateaux : les hydrocarbures sont transvidés d'un à l'autre ou passent par une raffinerie entre les deux.

Sans s'attarder ici aux détails des projets et des nombreux enjeux, allant de l'accès à l'eau au droit de participation, que je vous invite fortement à vous approprier, attardons-nous un peu aux enjeux de genre que cela contribue à alimenter.

Nous avons déjà observé que les « succès » de l'industrie extractive enrichissent peu les femmes des régions qui en « bénéficient ». D'abord, les premiers bénéficiaires sont les actionnaires des compagnies et les gros contracteurs. Des emplois, souvent bien rémunérés, sont effectivement créés pour un certain temps, mais les réalités de ce type de travail font en sorte que ce sont surtout des hommes qui occupent ces emplois, creusant ainsi les écarts de salaires selon les genres. De plus, la pression exercée par ces booms sur le marché des logements et sur les services publics offerts exacerbe la marginalisation économique des femmes. L'augmentation des tensions familiales est aussi brutalement observée, tout comme l'augmentation de la violence envers les femmes en général.

Outre ces éléments liés à l'extractivisme en général, la croissance de l'extraction d'hydrocarbures participe à l'aggravation des bouleversements climatiques. Ce

phénomène, bien que physico-chimique, a des origines et des conséquences sociales, économiques et politiques, en plus de poser des défis écologiques réels et d'envergure. Les bouleversements climatiques en cours affectent déjà de nombreuses communautés, notamment au Sud, mais aussi, de plus en plus, au Nord. La distribution des impacts est caractérisée par un nombre important d'injustices historiques et systémiques. Par exemple, les communautés qui subissent de plein fouet les bouleversements climatiques sont les mêmes qui subissent les activités qui en sont à l'origine. En effet, depuis les rejets atmosphériques de l'industrialisation de l'Angleterre du XVIII^e siècle à aujourd'hui, l'économie carbure aux hydrocarbures mais aussi à l'exploitation des territoires et des peuples autochtones et du Sud (pensons au secteur manufacturier asiatique), populations qui subissent de façon disproportionnée les « événements » climatiques. Ceci dit, tout bouleversement de cette ampleur est modulé par les contextes systémiques et les personnes déjà vulnérabilisées et appauvries sont autrement plus affectées que les personnes favorisées qui, à court terme, trouvent le moyen de capitaliser sur la situation.



Tâche d'huile, 2015

Les réalités de femmes du Sud à cet égard sont observées depuis plusieurs années, d'abord par elles-mêmes, mais aussi par plusieurs organisations. Nombreuses sont celles qui exercent un leadership inspirant dans la construction de leur résilience. Par exemple, la division sexuelle du travail ayant généré une pratique genrée de l'agriculture de subsistance, les femmes du Sud sont souvent durement touchées par les bouleversements climatiques, mais elles construisent aussi une capacité d'adaptation en mettant en commun leurs savoirs et leurs pratiques novatrices, gagnant ainsi à de nombreux égards dans leurs vies. Ceci dit, elles demeurent indûment affectées.

Au Nord, des initiatives de réflexion et d'action commencent à apparaître, comme par exemple, le projet sur l'Intégration du genre dans la lutte et l'adaptation aux changements climatiques au Québec¹, auquel je prends part. L'intention de ce projet est de sensibiliser et d'outiller sur le sujet, et ce après avoir mené une recherche qui pose quelques constats importants, notamment l'absence d'analyse différenciée par le sexe (ADS) ou par le genre (ADG) dans les politiques énergétiques et climatiques des gouvernements, mais aussi, sauf exceptions, dans les propositions de la plupart des acteurs issus du spectre environnemental, écologiste et/ou citoyen. De toute évidence, la Marche mondiale des femmes fait preuve, dans le choix de ses thématiques, d'une forte volonté d'agir sur les fronts écologiques en y portant ses analyses systémiques féministes. Des prises de position sur les hydrocarbures ont été prises par la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles.

Le consensus scientifique sur la magnitude dramatique des bouleversements amorcés appelle à des luttes nécessaires, une solidarité géographique et intergénérationnelle concrète, pour des conditions d'existence permettant la dignité. Bref, c'est grave et c'est déjà commencé. Il faut donc à la fois cesser d'aggraver la situation climatique tout en s'adaptant aux bouleversements enclenchés.

Comment faire de ces défis des opportunités d'émancipation et de solidarités? Faire en sorte que les savoirs différenciés hérités de la division sexuelle du travail nous servent? Ou encore que la différenciation se résorbe? Et les colonialismes?

On ne réglera pas tout ici, pas tout d'un coup, mais je vous offre de bon cœur des idées qui m'habitent et qui ont été nourries par des rencontres précieuses et diversifiées. Plus haut, il était question des conditions, dans le sens de paramètres physiques, comme de l'eau propre. Il est inconcevable de construire la résilience, une capacité à rebondir, et de sortir de notre dépendance aux hydrocarbures sans un accès à de l'eau de qualité. Or, cet accès est hautement menacé par des projets industriels extractifs et de transport, notamment liés aux hydrocarbures. Ce que je veux pointer ici, c'est que si nous perdons cet accès, c'est pas mal irréparable.

Suis-je entrain de hiérarchiser des luttes ? Malaise... En fait, je crois que je me permets de considérer que la question des conditions écologiques doit absolument faire partie des priorités car outre nos relations humaines complexes et parfois toxiques, et ce avec des parts de responsabilités diverses, il y a des enjeux de la relation chimique avec la planète que nous habitons et ça, c'est comme d'un autre

ordre d'impératifs. Comme mentionné, les inégalités s'exacerbent dans ce contexte. L'invitation n'est pas de hiérarchiser les luttes, mais de les conjuguer à ce défi de notre époque, soit la relation entretenue par nos sociétés avec la planète.

Ce que j'espère surtout, c'est d'inviter à des conjugaisons de luttes. Des luttes féministes et empreintes de justice sociale pour la préservation de l'eau. Des luttes à travers lesquelles nous tissons des relations, entre « secteurs » et entre communautés, générations et régions, qui nous rapprochent des terres que nous habitons.

Ces terres volées, habitées par des autochtones malgré le génocide, des colons, des migrant.e.s. Je soumets que le rétablissement de justice historique est essentiel, et que le temps presse pour que ça en vaille vraiment la peine. Que cet ouvrage de décolonisation ne peut être préalable aux luttes nécessaires pour la santé de l'écosystème, mais qu'il est peut-être une clé de ces luttes, que des relations respectueuses peuvent s'y déployer, s'y expérimenter. Pensons à Elsipogtog ou encore à Unistoten : les alliances y sont porteuses.

La conjugaison de luttes, pour moi, se trouve dans l'action. Pardonnez mon style, l'écriture n'est pas mon médium premier, mais au grand plaisir de tricoter avec nous, des perspectives d'écologie sociale émancipatrices. Nous avons tou.te.s à y gagner, en prenant pleinement part aux luttes du spectre climatico-hydrocarbures, et malheureusement littéralement tout à perdre à laisser les choses aller. Nous aussi pouvons générer des réalités, voire des infrastructures féministes et anticoloniales d'adaptation aux changements climatiques. Ces enjeux traversent aussi les enjeux d'austérité et de répression. Finalement, l'adaptation et la lutte aux changements climatiques nécessitent ressources et savoirs, mais surtout une répartition de deux éléments : belles opportunités de rebrasser les cartes, non?

Il y a encore de quoi faire, et ensemble nous pouvons jouer un rôle significatif en ces temps exigeants, si l'on s'active judicieusement.

Maude Prud'homme s'est engagée depuis quelques années à l'émergence de réflexions autour de l'écoféminisme par des articles et des ateliers. Elle est maintenant présidente du Réseau québécois des groupes écologistes, et s'implique activement dans le mouvement Tache d'huile qui s'organise sur les nombreux enjeux liés aux hydrocarbures dans sa région d'adoption, la Gaspésie.

1 Projet mené par le Réseau québécois des groupes écologistes, Relais-femmes, le Réseau des femmes en environnement, avec l'appui du Service aux collectivités de l'UQAM.

Contribution pour un changement du système énergétique

PAR PABLO BERTINAT

TRADUCTION PAR ALEXANDRA MAUGER

De 1850 à nos jours, la population mondiale s'est multipliée par 5,5. Au cours de cette même période la consommation totale d'énergie s'est multipliée par 50¹.

Alors qu'aujourd'hui à peine la moitié de la population vit dans des villes, on calcule qu'en l'an 2050 plus de 66% de la population sera urbaine. En Amérique latine, le taux d'urbanisation est encore plus élevé : alors qu'en 1970 celui-ci était inférieur à 60%, en 2010 il avoisinait 80% et on s'attend à ce qu'en 2025 il approche les 90%².

Selon l'Agence internationale de l'énergie (IEA), la consommation mondiale d'énergie en 2035 sera de 47% plus élevée qu'en 2010. Ce même scénario prévoit une croissance de la quantité de combustibles fossiles utilisés au cours de ladite période malgré une diminution de leur poids relatif qui baisserait de 84% à 79%³.

Malgré la croissance exponentielle de la consommation d'énergie, celle-ci prend place dans un contexte de forte iniquité. La consommation moyenne par habitant des pays de l'OCDE (18% de la population mondiale) est 4 fois plus élevée que celle des pays non membres de l'OCDE (82% de la population mondiale). Entre les deux extrêmes, cette différence est de 50 fois plus élevée. Plus de 1,4 milliards de personnes sur la planète n'ont pas accès à l'électricité⁴.

La production d'énergie primaire en Amérique latine est de 20% supérieure à la consommation, cette différence marquant les exportations vers l'extérieur de la région, principalement sous la forme de pétrole brut. Du volume total de la production de pétrole dans la région, 40% est exporté. D'autre part la région est une importatrice nette de produits dérivés du pétrole⁵. En plus de l'exportation directe d'énergie, l'Amérique latine est une exportatrice d'énergie grise intégrée dans les matières premières (*commodities*), produites semi-transformées ou transformées.

Seule 15% de toute l'énergie consommée en Amérique latine correspond au secteur résidentiel.

En Amérique latine, plus de 30 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et plus de 80 millions de personnes cuisinent à l'aide d'énergie à base de biomasse dans des

conditions affectant leur santé. Les segments plus pauvres paient une proportion plus élevée par rapport à leurs revenus que les segments plus riches pour avoir accès à des sources d'énergie⁶. Des millions de personnes en Amérique latine sont déplacées et affectées par des projets d'infrastructures énergétiques.

En même temps, le commerce de l'énergie représente l'une des industries les plus florissantes pour un secteur important d'entreprises.

CE QUI DEVRAIT CHANGER

Aujourd'hui nous savons que la consommation de combustibles fossiles pourrait continuer d'augmenter. C'est ce qu'encouragent les pronostics, scénarios et désirs des institutions reliées à l'industrie fossile. Les répercussions sur la société et les écosystèmes se révéleraient incommensurables.

Le problème principal est sans l'ombre d'un doute non pas l'existence ou non de nouvelles sources de combustibles fossiles, mais plutôt la nécessité d'établir des quotas décroissants de leur usage dans un processus de transition vers d'autres sources d'énergie et des mécanismes sociotechniques d'adaptation qui nous permettent de

surmonter l'urgence climatique.

Cependant le changement nécessaire de la matrice énergétique, entendue comme la structure de sources d'énergies utilisées, représente un seul aspect du problème de l'énergie. Le système énergétique ne se réduit pas à la seule production/consommation de volumes physiques déterminés d'énergie; ce système inclut aussi les politiques publiques, les conflits sectoriels, les alliances géopolitiques, les stratégies entrepreneuriales, le développement technologique, la diversification productive, les demandes sectorielles, les oligopoles, la relation entre énergie et distribution de la richesse ou relation entre énergie et matrice productive, les relations avec la technologie, etc. Le système énergétique se définit comme la configuration d'un ensemble de relations qui lient les éléments du système humain, ainsi que celui-ci à la nature et qui sont déterminées par les relations de production existantes⁷.



Revue Energía y Equidad No. 1, 2011

De ce point de vue, le système énergétique mondial pourrait être caractérisé par une série d'éléments à souligner tels que :

- Haute concentration en ce qui a trait à la propriété et à la gestion des ressources énergétiques conventionnelles.
- Hauts niveaux de conflictualité reliés à l'accès aux sources d'énergie.
- Fortes répercussions sur les populations affectées par toute la chaîne d'exploration, d'extraction, de transformation et d'utilisation de l'énergie.
- Forts impacts environnementaux sur la biodiversité en zones rurales et urbaines.
- L'utilisation des sources conventionnelles d'énergie est responsable des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre.
- Les impacts des grands projets d'infrastructures énergétiques, à tous les échelons de la chaîne, sur les territoires, la biodiversité et les communautés affectées.
- Les iniquités reliées aux caractéristiques d'appropriation de l'énergie et ses bénéfices sur toute la chaîne productive.
- L'appropriation privée et à but lucratif des biens et services de l'énergie. La marchandisation des chaînes énergétiques à toutes leurs étapes.
- L'absence de participation citoyenne dans la construction des politiques énergétiques et surtout de la possibilité de décider des usages du territoire est une caractéristique inhérente au système énergétique en vigueur.

Dans ce contexte, le changement de la structure de sources de production d'énergie devient une condition nécessaire, mais insuffisante, à l'heure de penser un changement dans la réalité énergétique.

Cantonner les politiques énergétiques à une politique sectorielle des politiques de développement, pose certainement des limites à l'heure de penser le changement du système énergétique sans modifier le modèle productif. Cependant, il existe des espaces pour le développement de réformes et de changements structurels permettant d'avancer vers un autre système énergétique.

AXES POUR PENSER LE CHANGEMENT DU SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE

Le défi de changer le système énergétique requiert une approche transdisciplinaire et complexe du problème. Il s'agit d'un espace qui doit être construit par les différents secteurs de la société. Une approche intégrale devrait, entre autres, aborder la question de la nécessité d'une démarchandisation du secteur énergétique, le développement de manières de satisfaire les besoins humains avec moins de matière et d'énergie, ainsi que le débat du renouvellement et de la



Revue Energía y Equidad No 4, Emiliano Ortiz, 2014

durabilité des sources d'énergie et du rôle de l'énergie dans le processus de redistribution de la richesse⁸.

Contrairement à d'autres politiques sectorielles, les politiques énergétiques sont, dans la plupart des cas, déléguées aux États nationaux. Elles sont donc fortement marquées par la concentration et la centralisation. Si nous ajoutons à cela que les préoccupations des États nationaux portent sur la seule question de l'approvisionnement, sans porter attention aux caractéristiques de la consommation et à d'autres dimensions des politiques énergétiques, une situation préoccupante nous apparaît. Il nous faut par ailleurs effectuer cette analyse dans un contexte continental fondamentalement urbain, dans lequel les expériences de développement de politiques énergétiques locales sont rares.

La concentration des politiques énergétiques entre les mains des États nationaux et, au sein de ceux-ci, dans les cercles de « spécialistes », laisse transparaître un manque de débat préoccupant autour du développement de ces politiques, alors que leur élaboration demeure restreinte aux secteurs des élites du gouvernement, dont des entreprises de consultants exposées au lobby intense des secteurs entrepreneuriaux intéressés.

Il n'est donc pas seulement possible, mais aussi nécessaire, d'avancer vers une démocratisation et une décentralisation des politiques énergétiques.

Le développement d'espaces ouverts composés de gouvernements locaux ainsi que d'acteurs sociaux, syndicaux et de l'éducation permettrait l'appropriation par les citoyens d'un contrôle sur les politiques énergétiques. Cela permettrait aussi de concevoir l'énergie non seulement en fonction de ses aspects physiques, mais aussi en fonction de ses conséquences sociales, environnementales et politiques. Ces espaces démocratiques impliquent davantage de formation et de débats pour la prise de

décisions. Ils visent par ailleurs à incorporer l'énergie dans divers débats transversaux tels que l'élimination de la pauvreté, le système de transport urbain, les codes de construction, les politiques sur les matières résiduelles, l'efficacité, les modalités du commerce, toutes des questions dans lesquelles l'énergie est, pour le moment, une protagoniste silencieuse que nous devons réussir à rendre plus explicite.

LE FUTUR QUE L'ON SOUHAITE

Comme il a été montré, les scénarios futurs développés dans une perspective de *statu quo* énergétique n'augurent que la croissance de la production et plus de fossiles, un futur évidemment incompatible avec la survie et l'équité.

Dans ce contexte, il est possible d'avancer vers le développement de scénarios pour une transition énergétique qui remette en question les scénarios techniques conventionnels. Dans ce cas, nous nous référons à des scénarios qui, basés sur l'acceptation des limites du développement dans un contexte d'inégalités, envisagent des pistes de réduction de l'usage d'énergie et des émissions, ainsi que l'augmentation de la part des énergies renouvelables.

Le développement de scénarios différent des scénarios en vigueur reste un des devoirs à accomplir et tout indique que sauf exception, ils ne seront pas construits depuis les espaces conventionnels; ils font partie des défis qui se présentent. Une approche conventionnelle tente principalement de garantir une offre suffisante face à une demande croissante.

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Une transition énergétique propose différentes stratégies, des étapes qui se chevauchent, des processus qui nous sont encore inconnus. Dans ces processus se superposeront certainement des réformes à des processus de changements structurels.

Au cours de ce long cheminement se présenteront des tâches permanentes ou à long terme en même temps que des devoirs à l'apparence « technique ». La réussite dépendra notamment de la capacité à impliquer la société dans son ensemble dans les débats sur l'énergie.

Réfléchir à une transition suppose d'avoir à l'esprit un diagnostic, de s'entendre à tout le moins sur ce qui nous

paraît erroné dans le développement énergétique, sur les aspects centraux de la transition et à partir de là, de renforcer les alternatives proposées et de lutter pour en faire un modèle de référence.

Il y a un déficit associé au manque de débat autour des politiques énergétiques suivant une conception comme celle que nous suggérons. Les acteurs impliqués sont généralement les personnes affectées par les projets énergétiques qui, en cherchant à éviter l'occupation de leurs territoires, font l'effort de réfléchir à des alternatives. Il devient alors nécessaire de pouvoir intégrer dans la transition d'autres acteurs sociaux, de manière à contrer la construction des politiques énergétiques par des lobbys établis. Cela demande d'élargir le débat, un aspect essentiel pour développer de manière durable des alternatives et construire des alliances de diverse nature.

La transition implique à la fois des processus urgents et de long terme, qui se superposent.

Parmi les nombreuses actions sur lesquelles nous devrions travailler, nous retrouvons:

- La mise en œuvre de mécanismes d'efficacité énergétique associés à la diminution absolue et non relative de la consommation d'énergie.
- L'intégration d'énergies renouvelables et durables de manière effective dans la matrice énergétique.
- L'intervention de l'État pour corriger les « anomalies » du marché.
- La détermination de restrictions et de plans d'élimination progressive de sources non renouvelables et non durables d'énergie.
- Le renforcement du rôle exemplaire de l'État dans l'utilisation des énergies.
- La réforme des systèmes de subvention aux sources d'énergies fossiles et à l'industrie extractive.
- La promotion du débat sur la viabilité du modèle productif actuel.
- L'élaboration d'outils qui renforcent la conception de l'énergie en tant que droit.
- Le renforcement de modes de consommation de faible contenu énergétique et de restriction de la consommation excessive.
- L'accès aux biens énergétiques et à leurs services dans des conditions dignes.
- Le développement de politiques énergétiques locales, communautaires, municipales, provinciales, etc.
- L'intégration de la variable énergétique dans l'analyse des politiques de développement.



Jennifer Galewsky, 2015

Selon Enrique Leff, le problème réside dans les questions suivantes :

Comment désactiver la croissance d'un processus dans lequel est instauré, dans sa structure originelle et dans son code génétique, un moteur qui le pousse à croître ou mourir? Comment mener à bien un tel but sans générer comme conséquence une récession économique ayant des impacts socio-environnementaux de portée mondiale et planétaire⁹?

Il est nécessaire de construire une autre économie qui garantisse la préservation des cycles naturels et aborde les processus avec une approche cyclique. Il est nécessaire de remettre en cause les mécanismes et formes dont nous satisfaisons nos besoins.

Mais cela ne se fait pas en deux temps. Il faut avancer dans la lutte contre la pauvreté, contre l'indigence tout en construisant une autre économie et un autre modèle productif. Il est clair que dans ce cadre, le néo-développement instauré dans la région ne pourra pas résoudre la question de l'énergie ni celle des gens.

Pablo Bertinat est diplômé de la maîtrise en Systèmes environnementaux humains, Ingénieur électrique. Directeur de l'Observatoire de l'Énergie et la durabilité, UTN Rosario, il est également professeur, chercheur et membre de l'Atelier Écologiste.

- 1 Hughes, J. D. (2013). *Perfora, chico, perfora*. (M. P. Lorca, Trad.) Santa Rosa, Californie: Post Carbon Institute.
- 2 ONU-Habitat (2012). *Estado de las ciudades en América Latina y el Caribe 2012. Rumbo a una nueva transición urbana*. Nairobi : ONU-Habitat.
- 3 Hughes, J. D. (2013). *Op. Cit.*
- 4 *Ibid.*
- 5 BP (2011). BP Statistical Review of World Energy, en ligne : <http://www.bp.com/statisticalreview> (page consultée en juin 2012).
- 6 CEPAL (2009). Contribución de los servicios energéticos a los Objetivos del Milenio y a la mitigación de la pobreza en América Latina y el Caribe. Santiago du Chili : LC/W.281.
- 7 Bertinat, P., Chemes, J. et Arelovich, L. (2014). *Aportes para pensar el cambio del sistema energético. ¿Cambio de matriz o cambio de sistema?* (H. I. Crespo, Ed.) Ecuador Debate, no 92, p. 85-102
- 8 Bertinat, P. (2013). « Un nuevo modelo energético para la construcción del buen vivir ». In M. Lang, C. Lopez et S. Alejandra, *Alternativas al capitalismo/colonialismo del Siglo XXI* (ISBN 978-9942-09-127-7 ed., p. 161-188). Quito : Abya Yala.
- 9 Traduction libre. Leff, E. (1998). *Saber ambiental: Sustentabilidad, racionalidad, complejidad, poder*. Mexique : UNAM-PNUMA.



Crise de féminicides au Mexique : la corruption et l'impunité perdurent

PAR SOFIA RAMOS DÍAZ

Depuis plusieurs dizaines d'années, le Mexique connaît une situation critique de violence généralisée permettant la violation des droits humains. Cette violence se manifeste notamment par une hausse alarmante du nombre de féminicides. Tout d'abord compris comme l'assassinat de femmes précisément parce qu'elles sont des femmes, le féminicide est aussi un problème très complexe qui se combine à des enjeux économiques, politiques et judiciaires soutenus par une structure étatique corrompue à tous les niveaux¹. C'est pourquoi des auteures telles que Marcela Lagarde, anthropologue et théoricienne féministe mexicaine, différencient le féminicide de la violence de genre tout en soulignant la responsabilité de l'État dans ces crimes. Le féminicide est une « violation des droits humains des femmes », et les meurtres et disparitions de femmes qui correspondent à cette définition peuvent être considérées comme des « crimes contre l'humanité »². Le féminicide est donc une catégorie

politique qui interpelle un État incapable de prévenir ces violences contre les femmes et de rendre justice.

Bien que le cas des féminicides à Ciudad Juárez, dans l'État de Chihuahua, ait été mis en évidence dans les années 1990 et 2000, on sait maintenant qu'il s'en produit dans l'ensemble du pays. La condamnation de l'État mexicain par la Cour interaméricaine des droits humains (CIDH) pour son incapacité à prévenir et garantir le droit à la vie des femmes³ n'a pas eu d'effets sensibles sur la situation. Le nombre de femmes assassinées au Mexique s'est élevé de manière alarmante de 2 712⁴ en 2011 à 3 892⁵ entre 2012 et 2013. Aujourd'hui, au moins cinq femmes sont assassinées par jour dans l'ensemble du pays⁶. Le taux d'impunité est de 95%⁷ alors que seulement 15% des crimes sont reconnus légalement comme des « féminicides »⁸. La responsabilité de l'État mexicain dans le caractère systématique de ces assassinats ne fait aucun doute. Cet article a pour but de dénoncer ces faits.



UNA SOMOS TODAS

Dessin de l'auteure

LE FÉMINICIDE, UN FAIT SOCIAL D'UNE CULTURE MACHISTE?

Le féminicide et la violence de genre sont l'expression d'une culture basée sur un système patriarcal, machiste et misogyne. Cette structure sociale fondée sur l'inégalité de genre influence toutes les sphères sociales, que ce soit l'économique, le politique ou le judiciaire. En effet, la violation systématique des droits humains des femmes normalise une citoyenneté féminine de second rang. Les femmes, discriminées dans l'espace public et violentées dans l'espace privé, ne jouissent pas des mêmes droits que les hommes. Le féminicide devient alors un moyen de domination et d'affirmation patriarcale⁹. Mortes, transformées en déchet dans la rue, les femmes sont objectifiées par leurs assassins. Ces derniers affirment leur subjectivité non seulement aux dépens de celle des femmes assassinées, mais aussi de toutes les femmes. Un seul féminicide est alors une atteinte à la conception des femmes comme sujets de droit. L'impunité de ces crimes légitime cette violation des droits et alimente une culture féminicide. Cette culture repose surtout sur la responsabilisation des victimes qui, portant « des jupes trop courtes », ou marchant « très tard dans la rue », sont coupables de leur propre mort. Ainsi, des codes de comportement s'incrustent dans une société qui n'apprend pas à respecter les femmes, et qui leur intime de s'auto-surveiller selon ces règles discriminatoires. Plus grave encore, cette culture est dominante dans les instances supposées les protéger.

Un seul féminicide est alors une atteinte à la conception des femmes comme sujets de droit.

VIOLENCE URBAINE ET DÉVALORISATION DES FEMMES, UN ENJEU SOCIO-ÉCONOMIQUE

Tout d'abord, la discrimination à l'endroit des femmes s'est accentuée avec l'intégration du Mexique au système néolibéral. Avec la ratification de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA)¹⁰ par le Mexique, la main d'œuvre, particulièrement féminine et déjà bon marché, s'est davantage dévalorisée, et les inégalités sociales se sont accrues. En effet, l'ALÉNA a encouragé une migration rurale vers les villes industrielles du pays ainsi que vers les États-Unis. À Ciudad Juárez, mais aussi dans plusieurs villes de l'État de Mexico plus récemment, l'urbanisation s'est accélérée avec la présence d'industries telles que les maquiladoras¹¹. Dans ces usines, la plupart des postes n'exigent que peu de formation ; elles sont donc devenues une source d'emploi privilégiée pour des femmes ayant un niveau de scolarité souvent plus faible que celui des hommes et en situation de pauvreté¹². Ainsi, des milliers de migrants ruraux du Sud, dont des femmes célibataires qui sont parmi les plus vulnérables aux violences de genre, ont afflué vers les maquiladoras. Ces migrantes, souvent peu qualifiées, vont dépendre du point de vue économique de ces maquiladoras ou du marché informel, deux sites où la protection sociale est très faible¹³. En fait, la plupart des victimes du féminicide font partie de la population active, plusieurs d'entre elles étant des étudiantes, des travailleuses dans les maquiladoras ou des employées de bureau¹⁴.

Alors qu'elles bénéficient d'une exemption d'impôts municipaux, réduisant d'autant la possibilité d'amélioration des infrastructures publiques, les maquiladoras contribuent à la dévalorisation des femmes par la précarisation de leur travail. Le salaire est inférieur à 5\$ par jour et les conditions de travail sont abusives, tant par la longueur de la journée de travail qui peut atteindre jusqu'à 12 heures, que par des restrictions dangereuses pour la santé telles qu'un accès réduit aux toilettes¹⁵. Violant le *Fair Labor Standards Act*, ainsi que la législation mexicaine, les maquiladoras donnent préséance à la Charte de l'ALÉNA plutôt qu'aux droits humains, de sorte que les revendications restent souvent lettre morte. Si à ceci on ajoute des dysfonctionnements urbains tels qu'un mauvais réseau de transport et d'éclairage public, les femmes travailleuses sont rendues plus vulnérables alors qu'elles rentrent très tard chez elles. L'irresponsabilité sociale des industries ainsi que le désengagement de l'État quant au respect des droits du travail et des droits humains permettent le développement d'une violence de genre urbaine qui s'est traduite et continue de se traduire par l'augmentation des féminicides.

LES FEMMES ET LA VIOLENCE GÉNÉRALISÉE

La relation entre le crime organisé et les féminicides est assez complexe. À la faveur de la « guerre contre le narcotrafic », initiée en 2006 par le président Felipe Calderón, le crime organisé s'attaque à une société fragilisée par un État corrompu et s'y incruste, provoquant ainsi une hausse généralisée de violence dans le pays. Dans ce contexte, la traite des femmes s'est également accrue, comme en témoigne la hausse des disparitions de femmes, même si la plupart de ces dernières ne sont pas dénoncées et restent invisibles. La traite est une thématique presque inconnue en raison des risques qu'entraîne la recherche à ce sujet. Les agents du crime organisé, grâce à leur capacité à percevoir le degré de vulnérabilité de certaines femmes (par leur condition socio-économique, leur origine rurale, etc.), obligent ces dernières, par chantage ou par la force, à participer à la vente de drogues ou à la vente de leur propre corps¹⁶. Le développement de ce marché n'est possible que par la complicité de la police et des autorités locales. Les disparitions « forcées » sont devenues des crimes systématiques que l'État est légalement et institutionnellement incapable de résoudre et face auxquels

il ne peut rendre justice¹⁷. La collusion entre le crime organisé et les instances gouvernementales, ainsi que l'impunité qui en découle, vulnérabilisent davantage les femmes, tout en permettant la violation de leurs droits humains.

LE FÉMINICIDE, UN ENJEU POLITIQUE DE VIOLENCE INSTITUTIONNELLE

La corruption du système politique mexicain a fait naître au sein de la population une profonde méfiance à l'égard

Une société ne peut pas se transformer tant que la culture citoyenne à la base reste aveuglée par le masque du machisme, encouragé et reproduit par l'impunité.

de ceux qui sont chargés de faire respecter la loi et de garantir les droits des victimes et des accusés. Les enquêtes sont bâclées, les pistes sont brouillées, surtout quand la police ou l'armée sont directement impliquées, et les crimes sont rarement punis¹⁸. Par action ou omission, les autorités sont incapables de garantir aux femmes leur droit à la vie et l'accès à la justice. En 2007, le Congrès a approuvé la « Loi générale d'accès des femmes à une vie libre de violence », une loi qui inclut pour la première fois une définition légale du féminicide, insérant ainsi une perspective

féministe dans la législation mexicaine. Cette loi prévoit une « Alerte de genre », un mécanisme novateur qui a pour objet de mettre en place une commission d'experts capable de faire un diagnostic sur la situation dans un délai d'un mois. L'objectif est d'émettre des recommandations pertinentes et de former des agents publics à la perspective de genre pour que les instances judiciaires puissent donner aux femmes l'accès à la justice. Malgré le caractère novateur de cette loi, la directrice de l'Observatoire citoyen national du féminicide a signalé la politisation de ce mécanisme d'alerte. En effet, les autorités locales sont réticentes à activer cette alerte de peur de choquer l'électorat. La perte de voix étant pour le gouvernement un enjeu plus grand que celui de la perte de vies, les autorités ont formulé la réglementation de ce mécanisme pour que la décision finale de la mise en place des recommandations repose entre les mains du ministère de l'Intérieur au sein de chaque État¹⁹. De plus, la bureaucratisation de ces institutions ralentit le diagnostic et par conséquent affaiblit ce mécanisme.

Un exemple d'échec de l'Alerte de genre provient de l'État de Mexico, où les élus refusent de reconnaître la gravité de la situation afin de ne pas affecter leur carrière politique. Ce fut le cas de l'actuel président du Mexique, Enrique Peña Nieto qui, lors de son mandat à l'État de Mexico, a ignoré la demande urgente de plusieurs groupes de défense des droits humains pour l'activation immédiate de l'Alerte de

genre. Malgré les milliers de victimes, les autorités locales ainsi que le *Système national pour la prévention, attention, sanction et élimination de la violence contre les femmes* ont refusé de déclarer l'état d'urgence à l'État de Mexico en raison d'un soi-disant manque de preuves d'une violence systématique²⁰. Dans cette entité, entièrement dominée par le PRI (le parti politique d'Enrique Peña Nieto), on peut soupçonner que ce « manque de preuves » est le produit d'une manipulation visant à minimiser la portée du féminicide. En effet, les journalistes Humberto Padgett et Eduardo Loza ont démontré dans leur livre « *Les mortes de l'État* » (2014) que les chiffres officiels du féminicide dans l'État de Mexico sont constamment révisés à la baisse.

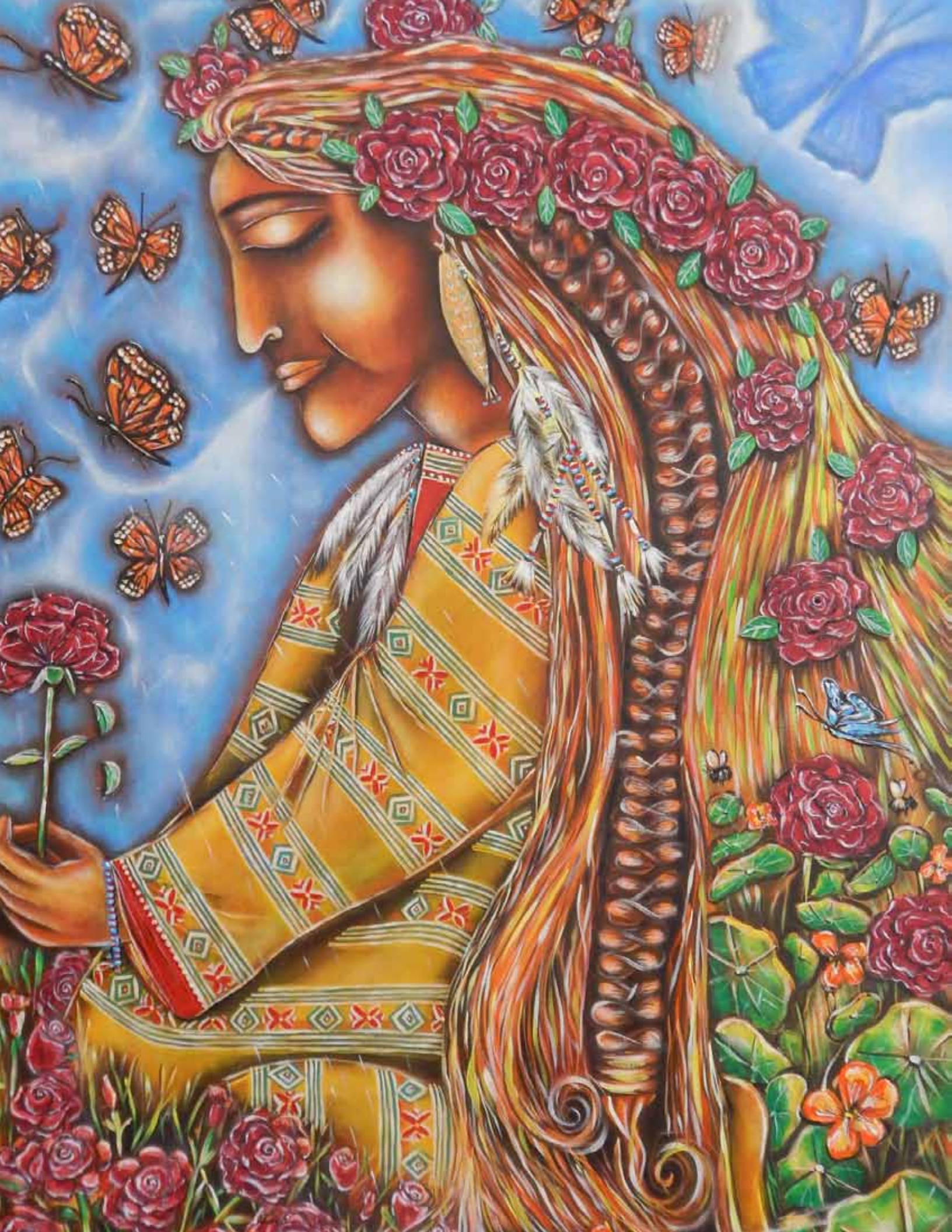


Plusieurs organismes nationaux et internationaux, tels que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le système des Nations Unies ou le système interaméricain des droits humains ont émis 292 recommandations qui relient juridiquement l'État mexicain à cette hausse des féminicides²¹. Malgré tout, la corruption des diverses instances gouvernementales et l'impunité continuent et se généralisent, violant ainsi l'article 17 de la Constitution mexicaine sur le droit d'accès à la justice, ainsi que les articles 2, 8 et 24 de la Convention américaine relative aux droits humains, (ratifiée par le Mexique en 1981) qui engagent l'État à garantir l'adoption des mesures nécessaires selon le droit interne, l'accès à un tribunal impartial et compétent, ainsi qu'à assurer l'égalité des individus devant la loi²².

À l'heure actuelle, le Mexique traverse une crise politique, sociale et économique qui a incité une partie de la population à sortir dans les rues et exiger que justice soit faite. Dans ce contexte, il s'avère nécessaire que les enjeux des disparitions forcées et de la violence de l'État, comme dans le cas emblématique d'Ayotzinapa, intègrent une perspective de genre. Car une société ne peut pas se transformer tant que la culture citoyenne à la base reste aveuglée par le masque du machisme, encouragé et reproduit par l'impunité.

Sofía Ramos Díaz est une étudiante mexicaine à la maîtrise en Affaires Urbaines à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Elle s'intéresse à la participation citoyenne dans la création de la ville, tout en restant engagée pour le respect des droits humains.

- 1 Washington, D. « Ciudad Juárez: Así empezó todo », en ligne : <http://www.jornada.unam.mx/2003/10/31/056n1con.php?origen=index.html&fly=1> (page consultée le 1^{er} juillet 2015).
- 2 Atencio, G. (2015). « Feminicidio: una palabra nueva, una barbarie antigua », 17 mars, en ligne : <http://blogs.elpais.com/mujeres/2015/03/feminicidio.html> (page consultée le 1^{er} juillet 2015).
- 3 CLADEM. « Caso Campo Algodonero, México (femicidio-feminicidio) », en ligne : <http://www.cladem.org/programas/litigio/litigios-internacionales/12-litigios-internacionales-oea/22-caso-campo-algodonero-mexico-femicidio-feminicidio> (page consultée le 10 juillet 2015).
- 4 Venegas, N. (2014). « En México son asesinadas 7 mujeres al día: ONU », 13 novembre, en ligne : http://www.milenio.com/policia/feminicidios-asesinatos_mujeres_Mexico-ONU-dia_naranja_en_Mexico_0_408559305.html (page consultée le 23 septembre 2015).
- 5 De 2012 à 2013, 3 892 femmes ont été assassinées au Mexique; seulement 15,75% a été qualifié de féminicides, 25 mai 2015, en ligne : <http://www.sinembargo.mx/25-05-2015/1355876>
- 6 LAS MUERTAS DE PEÑA: « En la impunidad Los Femicidios en México », 10 février 2015, en ligne : <http://hugosadh.com/2015/02/10/las-muertas-de-pena-en-la-impunidad-los-femicidios-en-mexico/> (page consultée le 29 juin 2015).
- 7 The Guardian evidencia "epidemia" de feminicidios en el Estado de México, 16 avril 2015, en ligne : <http://www.proceso.com.mx/?p=401355> (page consultée le 29 juin 2015).
- 8 « Una mirada al feminicidio en México », *Informe del Observatorio Ciudadano Nacional del Femicidio*, 2007-2008.
- 9 Labrecque, M. (2008). « Urbanisation, migration et inégalités à Ciudad Juárez », *Anthropologica*, Vol.50, no 2.
- 10 Arteaga, N. et Valdés J. (2010). « Contextos socioculturales de los feminicidios en el Estado de México: nuevas subjetividades femeninas », *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 72, no 1.
- 11 Les maquiladoras sont des usines de montage qui bénéficient d'une exemption de droits de douane et d'une main d'œuvre bon marché pour des biens importés destinés à être intégralement réexportés, en ligne : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/maquiladoras/> (page consultée le 30 juin 2015).
- 12 Panthaleo, K. (2010). « Gendered Violence: An Analysis of the Maquiladora Murders », *International Criminal Justice Review*, Vol. 20, no 4.
- 13 « Mujeres vulnerables en el Estado de México », en ligne : <http://www.conacyt.gob.mx/agencia/index.php/ciencias/30-violencia-y-feminicidio-en-el-estado-de-mexico> (page consultée le 28 juin 2015).
- 14 Labrecque, M., *op. cit.*
- 15 Gaspar de Alba, A. et Guzmán, G. (2010). *Making a Killing: Femicide, Free Trade, and La Frontera*. Austin: University of Texas Press.
- 16 Estrada, M. (2015). « Los feminicidios en el auge de violencia en México », Interview Online. 8 juillet 2015.
- 17 Alcaráz, Y. (2015). « La desaparición forzada en México, "crimen sistemático": ONG alemana », 27 février 2015, en ligne : <http://www.proceso.com.mx/?p=397143> (page consultée le 10 juillet 2015).
- 18 Padgett, H. et Loza, E. (2014). « Las Muertas del Estado, feminicidios durante la administración mexiquense de Enrique Peña Nieto », *Grijalbo*.
- 19 Estrada, M. *op. cit.*
- 20 Montalvo, T. (2014). « Alerta de género en Edomex sólo hasta que la violencia sea "inmanejable" », 21 août, en ligne : <http://www.animalpolitico.com/2013/08/solo-hasta-que-violencia-sea-inmanejable-se-decretara-alerta-de-genero-en-edomex/> (page consultée le 28 juin 2015).
- 21 Una mirada al feminicidio en México, *op. cit.*
- 22 *Convención Americana sobre derechos humanos*, en ligne : <http://www.cidh.org/Basicos/Basicos3.htm> (page consultée le 28 juin 2015).



Chant de la terre irradiée / Canto de la tierra radiada*

PAR INTI BARRIOS

TRADUCTION PAR AMELIA ORELLANA

Je suis la montagne blessée,
la forêt érodée;
La rivière qui ne fait que chanter l'histoire
des enfants qui jadis,
se sont baignés en elle.

Je suis la mère qui voit ses enfants divisés,
qui rêve qu'un jour,
comme avant,
tout ceci soit comme autrefois :

Un village... La fête!
La *minga*¹ et le *tequio*²,
le cœur ouvert
et la nourriture partagée.

Colline, montagne, forêt,
une rivière pleine de vie.
Un lieu libre de la malédiction de l'or,
du cuivre, de l'uranium.
Notre maison sans saveur métallique,
ni convoitise étrangère.
Je suis la terre qui crache le sang
de ses enfants malades,
Qui crie l'histoire
de mille peuples fracturés
par le mot avarice.

Je suis la terre irradiée,
extraite, violée.
Je suis la terre mi-née.

Je suis la Nature, dans son ensemble, qui crie :
« Que vous n'êtes pas bienvenus! »

Dans cette maison,
dans ce ventre sacré,
il n'y a de place que pour l'espoir.

Ce n'est pas votre maison, messieurs aux doubles visages.
Cette maison est celle de *Balam*³;
Une cape de plumes et un nid d'eau
C'est le tiède refuge des fourmis,
laalebasse fraîche pour conserver la pluie
et le nid des oiseaux migrateurs.
Je chante ici, aujourd'hui, moi :
la *Tonantzin*⁴, la *Pachamama*,
le berceau, le nombril de la terre;
le jeu des enfants
et la tresse de la grand-mère.

Moi, la femme du peuple,
l'eau qui alimente et
non pas le venin mortel
qu'apportent vos langues sales
et vos cœurs morts.

Moi, *Tonantzin*,
la femme, celle du ventre et des semences;
celle du panier de fleurs,
je chanterai l'histoire des mains
qui s'unissent et résistent.

Je chanterai encore une fois,
jusqu'à ce que
cette maison redevienne celle du cerf,
du jaguar
et que les enfants retournent jouer à la rivière.

Soy la montaña herida,
el bosque erosionado;
El río que sólo canta la historia
de los niños que alguna vez
se bañaron en él.

Soy la madre que ve a sus hijos divididos,
quien sueña que un día,
como antes
todo esto sea como alguna vez fue:

Un pueblo... ¡La fiesta!
La minga y el tequio,
el corazón abierto
y la comida compartida.

Cerro, montaña, bosque,
un río lleno de vida.
Un lugar sin la maldición del oro,
del cobre, el uranio.
Nuestra casa sin sabor a metal,
ni a codicia extranjera.
Soy la tierra que escupe la sangre
de sus hijos enfermos,
Quien grita la historia
De mil pueblos fracturados
por la palabra avaricia

Soy la tierra radiada
extraída, violada
Soy la tierra mi-na-da

Soy la naturaleza entera gritando:
¡Que ustedes no son bienvenidos!

En esta casa,
en este vientre sagrado,
sólo hay lugar para la esperanza

Esta no es su casa señores de la cara doble
Es la casa del balam;
Un rebozo de plumas y un nido de agua
Es el tibio refugio de las hormigas,
la jicarita fresca para guardar la lluvia
y el nido de las aves migratorias
Canto aquí hoy, yo:
la *Tonantzin*, la *pacha mama*
la cuna, el ombligo de tierra;
el juego de los niños
y la trenza de la abuela

Yo, la mujer del pueblo,
el agua que alimenta y
no el veneno mortal
que traen sus sucias lenguas
y sus muertos corazones

Yo, *Tonantzin*,
la mujer, la del vientre y las semillas;
la del canasto de flores,
cantaré la historia de las manos
que se unen y resisten

Cantaré una vez más,
hasta que esta
vuelva a ser casa la casa del venado,
del jaguar
y los niños vuelvan a jugar en el río

* Écrit pour la manifestation contre l'extraction minière à ciel ouvert, ayant eu lieu lundi 23 mai 2011 à Montréal, Canada.
Revisité pour le Tribunal Permanent des Peuples sur l'industrie minière qui s'est tenu en juin 2014 à Montréal, Canada.

Notes de la traductrice :

- 1 Le terme *minga* désigne des travaux collectifs ou corvée en groupe.
- 2 Tequio représente le concept de travail collectif, auquel chaque membre d'une communauté doit participer
- 3 Balam signifie jaguar en langue Maya
- 4 Déesse-mère

Inti Naxhielii Barrios est une artiste mexicaine, conteuse d'histoires, comédienne, animatrice à la radio, scénariste et directrice de théâtre.

Au revoir Eduardo Galeano, tes paroles de résistance resteront

À travers les écrits de Galeano, le CDHAL souhaite rendre hommage à l'écrivain décédé en avril 2015.

Le 13 avril dernier, à l'âge de 74 ans, Eduardo Hughes Galeano a quitté ce monde, nous laissant comme héritage une grande quantité de livres, de chroniques, de légendes et de réflexions qu'il a écrits dans le but de montrer et de rappeler les infamies de l'époque qu'il a connue, vécue et finalement laissée sans l'avoir vu changer. Depuis la publication, en 1971, de son livre « Les veines ouvertes de l'Amérique latine, l'histoire implacable du pillage d'un continent »¹, Eduardo Galeano est reconnu pour avoir accompagné fidèlement les luttes des peuples et pour avoir condamné fermement l'inaction des États et leur conspiration avec les élites pour instaurer des systèmes de domination. L'interprétation sensible de sa plume est ainsi devenue une référence pour des milliers d'hommes et de femmes, d'étudiant.e.s et de militant.e.s pour la justice sociale s'intéressant à la situation du monde colonialiste et post-colonialiste dans cet hémisphère.

Le dénominateur commun qui traverse l'ensemble de son œuvre² est celui de contribuer à l'éveil des consciences sur le caractère inhumain des pratiques d'exploitation. *Les rien*³ est un exemple décrivant la stigmatisation comme une stratégie qui facilite le pillage des ressources naturelles et humaines ainsi que l'appauvrissement des populations déjà dépossédées de leur autonomie à travers la violence.

Une des particularités de Galeano a été son entêtement à vouloir aborder les sujets touchant les femmes, insistant à dénoncer la manipulation de l'imaginaire populaire du féminin comme stratégie de contrôle patriarcal. Galeano, à travers son œuvre, commémore les luttes des femmes qui, comme « les rien », sont condamnées à l'oubli :

L'histoire officielle des Amériques n'accorde qu'une petite place aux fidèles femmes effacées des héros de l'Indépendance, aux mères dévouées et aux veuves éplorées : le drapeau, la broderie et le deuil. Elle mentionne rarement les femmes européennes qui ont mené la conquête des Amériques ou les femmes créoles qui ont porté l'épée dans les guerres d'indépendance, même si les historiens machistes pourraient, à tout le moins, applaudir leurs vertus guerrières. Et l'histoire officielle parle encore moins des femmes autochtones et noires qui ont dirigé certaines des nombreuses rébellions de l'ère coloniale. Ce sont des femmes invisibles ; par miracle,

elles n'apparaissent que, très rarement, après des fouilles minutieuses. Toutes les traditions culturelles justifient le monopole masculin des armes et de la parole ; toutes les traditions populaires perpétuent le dénigrement des femmes ou les dénoncent comme un danger. Les proverbes, transmis par héritage, enseignent que la femme et le mensonge sont nés le même jour et que la parole de la femme ne vaut pas un clou. Et dans la mythologie paysanne latino-américaine, les fantômes sont presque toujours des femmes vengeresses, des âmes possédées, des lumières des ténèbres qui pourchassent les passants nocturnes. Le jour comme la nuit, la panique masculine se révèle devant une éventuelle invasion féminine des territoires interdits du plaisir et du

*pouvoir, et il en est ainsi depuis des siècles et des siècles*⁴.

L'utilisation fréquente de noms et d'histoires de femmes dans ses écrits reflète bien sa conviction selon laquelle la cible de l'oppression exercée par la société aurait un visage de femme, compromettant ainsi l'ensemble de la société. Galeano a voulu récupérer et regrouper sous la forme d'une anthologie une sélection de nombreux textes publiés dans ces ouvrages antérieurs. Le résultat a été un livre intitulé « Mujeres » qu'il n'a pas pu voir puisqu'il a été publié quelques jours après son décès⁵.



Amnistie Internationale, 2013

« EN TOUT CAS, LA PEUR DE LA FEMME À LA VIOLENCE EXERCÉE PAR L'HOMME, C'EST LA PEUR DE L'HOMME À LA FEMME SANS PEUR » (EDUARDO GALEANO)



Quatre mois avant son décès, Galeano avait écrit avec tristesse à propos de la disparition des étudiants d'Ayotzinapa, dans l'État de Guerrero, au Mexique. Cette tragédie, résultat du terrorisme d'État, a laissé 43 familles dans l'ombre et l'impuissance de ne pas parvenir à retrouver la trace de leurs enfants. Elle a aussi soulevée des milliers de voix indignées.

Je lis et je partage

Les orphelins de la tragédie d'Ayotzinapa ne sont pas seuls dans la recherche obstinée de leurs chers disparus, perdus dans le chaos des décharges incendiées et des fosses communes pleines de restes humains.

Galeano, à travers son œuvre, commémore les

luttés des femmes qui, comme « les rien », sont

condamnées à l'oubli

Les accompagnent les voix solidaires et la chaude présence de tout le Mexique et au-delà, et même des stades de football où des joueurs célèbrent leurs buts en dessinant avec leurs doigts dans l'air, le chiffre 43 qui rend hommage aux disparus.

Pendant ce temps, le Président Peña Nieto, de retour de Chine, avertit qu'il espère ne pas avoir besoin d'employer la force, avec un ton de menace.

Le Président a aussi condamné « la violence et toutes les actions abominables commises par ceux qui ne respectent ni la loi ni l'ordre » sans toutefois préciser que ces mal-élevés pouvaient servir à la fabrication de discours menaçants.

Le Président et son épouse la Mouette (« Gaviota » en espagnol), de son nom d'artiste, sont sourds à ce qu'ils ne veulent pas entendre, et jouissent de la solitude du pouvoir.

Le Tribunal permanent des peuples qui a émis sa sentence après trois ans de sessions et des milliers de témoignages ne s'est pas trompé en affirmant que « dans ce règne d'impunité, il y a des crimes sans assassins, des tortures sans bourreaux, et des viols sans violeurs ».

Los nadies

Sueñan las pulgas con comprarse un perro y sueñan los nadies con salir de pobres, que algún mágico día llueva de pronto la buena suerte, que llueva a cántaros la buena suerte; pero la buena suerte no llueve ayer, ni hoy, ni mañana, ni nunca, ni en lloviznita cae del cielo la buena suerte, por mucho que los nadies la llamen y aunque les pique la mano izquierda, o se levanten con el pié derecho, o empiecen el año cambiando de escoba.

Los nadies: los hijos de los nadies, los dueños de nada.

Los nadies: los ningunos, los ninguneados, corriendo la liebre, muriendo la vida, jodidos, rejodidos:

Que no son, aunque sean.

Que no hablan idiomas, sino dialectos.

Que no profesan religiones, sino supersticiones.

Que no hacen arte, sino artesanía.

Que no practican cultura, sino folklore.

Que no son seres humanos, sino recursos humanos.

Que no tienen cara, sino brazos.

Que no tienen nombre, sino número.

Que no figuran en la historia universal, sino en la crónica roja de la prensa local.

Los nadies, que cuestan menos que la bala que los mata.

Les rien

Les puces rêvent de s'acheter un chien et les rien rêvent de ne plus être pauvres, ils rêvent d'un jour magique où la chance tomberait du ciel, en pluie drue ; mais la bonne fortune n'est pas tombée hier, elle ne tombera pas aujourd'hui, ni demain, ni jamais, elle ne tombe même pas en pluie fine, bien que les rien la réclament, bien que leur main gauche les démange, bien qu'ils se tiennent debout sur leur seul pied droit, ou commencent l'année avec un balai neuf.

Les rien : les enfants de personne, maîtres de rien.

Les rien : les personne, les niés, ceux qui courent en vain, ceux qui se tuent à vivre, les baisés, les éternels baisés :

Qui ne parlent pas une langue mais un dialecte.

Qui n'ont pas de religion mais des superstitions.

Qui ne sont pas artistes mais artisans.

Qui n'ont pas de culture, mais un folklore.

Qui ne sont pas des êtres humains mais des ressources humaines.

Qui n'ont pas de visage mais des bras.

Qui n'ont pas de nom, mais un numéro.

Qui ne figurent pas dans l'histoire universelle mais dans la presse locale.

Les rien qui ne valent pas la balle qui les tue.

Le Manifeste des Représentants de la Culture Mexicaine alla dans le même sens : « Les Gouvernements ont perdu le contrôle de la peur ; la fureur qu'ils ont déchainée est en train de se retourner contre eux ». Après San Cristobal de las Casas, l'Armée Zapatiste de libération nationale dit à sa façon : « Il est merveilleux et terrible à la fois que les pauvres qui aspirent à être maîtres d'école soient devenus les meilleurs professeurs, avec la force de leur douleur convertie en digne colère pour que le Mexique et le monde s'éveillent, demandent et questionnent »⁶.

Dès leur première apparition publique en 1994, les Zapatistes ont eu une grande influence sur Galeano qui, jusqu'à la fin de ses jours, a répandu leur message, ces vérités parlées depuis les montagnes des territoires du Chiapas.

Le soulèvement venait de commencer quand Galeano a écrit dans son « Message au dialogue avec la société civile » :



Heriberto Rodriguez, 1996

Au Chiapas, les personnes masquées démasqueront le pouvoir. Et non seulement le pouvoir local, qui est entre les mains des dévastateurs de forêts et des oppresseurs. Depuis un an et demi, la rébellion zapatiste vient dénuder le pouvoir qui règne sur tout le Mexique (...) les zapatistes sont au Chiapas, mais ils sont partout. Ils sont peu nombreux, mais ils ont plusieurs ambassadeurs

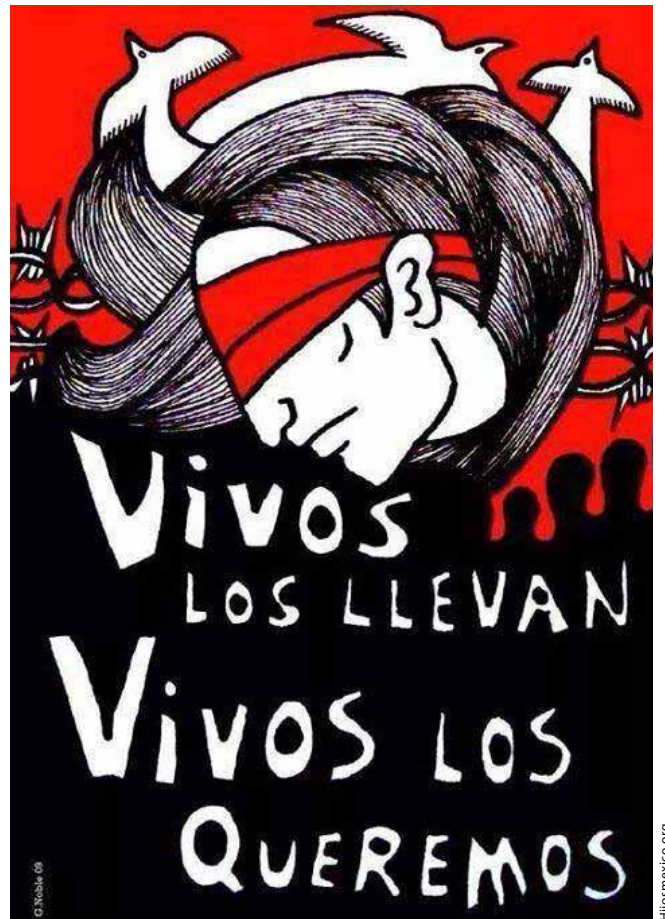
spontanés. Comme personne ne nomme ces ambassadeurs, personne ne peut les destituer de leurs fonctions. Comme personne ne les paie, personne ne peut les compter. Ni les acheter⁷.

En 1996, Galeano a visité le Chiapas, « les Caracoles »⁸ et les centres politiques et culturels de l'EZLN. Il a assisté à la « Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme » qui a eu lieu à La Realidad. Parmi ses nombreux écrits sur le Chiapas, il raconte sur sa visite à la communauté d'Oventik :

Ils nous ont ouvert leurs portes, les oubliés de la terre. Ce sont eux les plus généreux, ceux et celles qui sont les plus pauvres des pauvres de toute pauvreté. Dans les communautés zapatistes de la jungle Lacandona et des hauts plateaux du Chiapas, nous nous sommes rassemblés, nous qui sommes venus de plus de quarante pays : « Venez offrir votre parole », les propriétaires de la maison nous ont interpellés⁹.

Eduardo Galeano a été un interlocuteur très important pour les zapatistes. Les liens de communication et de solidarité entre le mouvement zapatiste et Galeano lui ont valu qu'un des leaders révolutionnaires ait emprunté son nom. Cependant, le « Galeano » zapatiste, l'enseignant normaliste José Luis López Solís, a été assassiné en mai 2014 aux mains de la CIOAC (Central Independiente de Obreros y Campesinos Histórica), un groupe paramilitaire lié au parti politique PRD¹⁰ lors d'une attaque contre le BAEZLN (Base de Apoyo del Ejercito Zapatista de Liberación Nacional) à La Realidad, la même communauté que Galeano avait visité deux décennies plus tôt. Cette attaque a fait en sorte que le Sous-commandant Marcos, après une absence de cinq ans, est sorti publiquement pour annoncer qu'à l'avenir, le Sous-commandant Insurgent Moisés le remplacerait comme porte-parole du mouvement zapatiste et que de son personnage enterré naîtrait un nouveau : le Sous-commandant Galeano¹¹.

Des milliers d'autres textes ont été écrits par Galeano. Des contes sans queue ni tête, des légendes revisitées de tous les coins du monde, des rêves et des cauchemars, des messages de luttes



chargés de puissance contre les mauvais gouvernements, mais aussi des messages d'espoir et d'admiration face à la résistance menée par des femmes et des peuples qui viennent :

...du plus éloigné dans le temps et du plus profond de la Terre : il y a beaucoup à dénoncer, mais aussi beaucoup à célébrer. Après tout, cinq siècles d'horreur n'ont pas pu exterminer les communautés, ni leur manière millénaire de travailler et de vivre en solidarité humaine et en communion avec la nature¹².

Hasta siempre Compañero Galeano, source universelle d'inspiration et de résistance! Nous continuerons à rêver d'un monde à l'envers.

- 1 Première édition en espagnol : Las venas abiertas de América Latina. (1971) Editorial S XXI, México. Première édition en français Les Veines ouvertes de l'Amérique latine. (1981) Ed. Terre Humain, France. Trad. Claude Couffon.
- 2 Parmi les publications traduites au français : Jours et nuits d'amour et de guerre (1978), Le Football : Ombre et lumière (1995), Sens dessus dessous : L'école du monde à l'envers (1998), Le livre des étreintes (1989), Mémoire du feu (1982-1984-1986), Les voix du temps (1981), La chanson que nous chantons (1975), Parole vagabondes (1993), Amérique : la découverte qui n'a pas encore eu lieu (1998).
- 3 Extrait de « Le livre des étreintes » (El libro de los abrazos, 1989), traduit au français par Pierre Guillaumin (2012), en ligne : <https://schabrieres.wordpress.com>
- 4 Traduction libre par Raymond Robitaille. Extrait de « Curso básico de racismo y de machismo » du livre « Sens dessus dessous. L'école du monde à l'envers » (Patatas arribas. La escuela del mundo al revés, Ed. Siglo XXI, 1998).
- 5 Le livre posthume est intitulé « Mujeres », Ed. Siglo XXI, 2015
- 6 Texte original : Leo y comparto, (2014), en ligne : <http://www.pagina12.com.ar/>. Traduit de l'espagnol par irisinda : <http://www.legrandsoir.info>
- 7 Galeano, E. (1995). « El desafío », en ligne : <http://clajadep.lahaine.org/?p=5721>
- 8 Les « Caracoles » sont une forme d'organisation socio-territoriale des communautés zapatistes.
- 9 Traduction de Galeano, E. (1996). « Viene el zapatismo de lo más lejos del tiempo y de lo más hondo de la tierra ». Crónica de Chiapas. La Jornada, 7 août, en ligne : <http://www.jornada.unam.mx>
- 10 Gilly, A. (2014). « Mataron a Galeano, el zapatista ». Carta a Eduardo Galeano, en ligne : <http://www.jornada.unam.mx>
- 11 Coutiño, G. (2015). Eduardo Galeano, su huella quedó en Chiapas, 14 avril, en ligne : <https://www.chiapasparalelo.com>
- 12 Galeano, E. (1996). *Op. Cit.*



Ayotzinapa, la transnationalisation d'un mouvement social

PAR ADRIANA POZOS BARCELATA ET SOFÍA RAMOS DÍAZ

TRADUCTION PAR AMELIA ORELLANA

Dans la nuit du 26 septembre 2014, à Iguala, dans l'État du Guerrero, au Mexique, 6 personnes ont été assassinées, 23 blessées et 43 étudiants de l'École normale rurale Raúl Isidro Burgos d'Ayotzinapa, une école d'éducation populaire paysanne, sont disparus. Les événements se sont déroulés lors d'une levée de fonds organisée afin de pouvoir se rendre à la capitale, Mexico D.F., pour la commémoration annuelle d'une tuerie d'étudiants commise par l'armée mexicaine le 2 octobre 1968, à Tlatelolco. L'objectif était de chercher des alliances auprès du mouvement étudiant national afin d'exiger la justice et l'élucidation de l'assassinat de deux compagnons aux mains de la police d'État en décembre 2012. Le groupe criminel Guerreros Unidos a tout d'abord été accusé d'être l'auteur de ces crimes, en complicité avec la police municipale. Peu à peu, grâce à la constante mobilisation de militant.e.s et des familles des étudiants disparus, nous savons maintenant que les trois instances gouvernementales, soit municipale, étatique et fédérale, étaient impliquées et que l'armée est, sans aucun doute, responsable des événements.

La disparition forcée des étudiants a suscité une des plus grandes mobilisations dans l'histoire récente du Mexique. C'est l'État qui est dénoncé et qui est accusé d'être le responsable de la disparition forcée des 43 jeunes. Avec un slogan généralisé « *Ils les ont emmenés vivants, nous les voulons vivants!* », la première Journée d'action globale pour Ayotzinapa s'est déroulée le 22 octobre 2014, au cours de laquelle ont eu lieu des manifestations dans plus de 100 villes à travers le monde. Une journée d'action a été instaurée à chaque 26 du mois afin de commémorer la disparition forcée et d'agir en tant que symbole de protestation pour rendre visible les nombreux cas d'impunité, de violence et de corruption commis au Mexique en complicité avec le gouvernement. Ces appels à l'action au niveau national et international ont contribué à la formation de réseaux internationaux de militant.e.s.

Ce texte se concentre sur la particularité du mouvement social d'Ayotzinapa, non seulement en tant qu'élément déclencheur, mais également pour son envergure internationale, ce qui n'était arrivé pour aucun mouvement social au Mexique depuis le soulèvement zapatiste. Dans plusieurs villes du monde, on a pu observer comment la

catharsis collective d'un « C'est assez! » s'est progressivement articulée autour de la formulation de pétitions concrètes en matière de politique étrangère et de relations bilatérales en lien avec la grave crise de droits humains que traverse le Mexique.

AYOTZINAPA, UNE LUTTE À CARACTÈRE GLOBAL?

Échos globaux d'une protestation physique et virtuelle

Depuis 2006, on compte, au Mexique, plus de 100 000 morts, plus de 250 000 déplacements forcés et plus de 26 000 disparus comme conséquence de ladite Guerre contre le narcotrafic à laquelle le gouvernement de Peña Nieto a donné suite. Depuis le début de son mandat en 2012, 13 personnes disparaissent chaque jour. De plus, le rapport de Juan Méndez, Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, publié en décembre 2014, a dénoncé la torture comme pratique généralisée dans le système judiciaire mexicain. Lors de sa visite au Mexique en octobre 2015, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits humains, Zeid Ra'ad Al Hussein, a affirmé qu'il existe dans ce pays un taux d'impunité de 98% et que pour la majorité des crimes, aucune enquête n'est menée. De plus, de nombreux défenseur.e.s de droits humains et journalistes ont été assassinés ou ont été victimes de disparitions forcées. Selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), le Mexique est le pays le plus dangereux d'Amérique latine en ce qui a trait à l'exercice du journalisme. On compte également des cas d'exécutions extrajudiciaires comme ceux de Tlatlaya en juin 2014 alors que l'armée a exécuté 22 personnes. Après les événements d'Ayotzinapa, l'armée a été responsable d'au moins trois autres épisodes d'exécutions extrajudiciaires, à Apatzingán, Tanhuato et Ostula. Ayotzinapa a réveillé l'indignation et ces cas et plusieurs autres s'ajoutent chaque jour à la liste de crimes commis en collusion avec le gouvernement mexicain. L'impact au niveau national de la disparition des 43 étudiants s'est rapidement répandu à travers les réseaux internationaux qui ont utilisé autant les médias de communication traditionnels qui ont repris le sujet de façon critique, que les médias non conventionnels, comme les réseaux sociaux. Par exemple, sur Facebook et Twitter,

un des *hashtags* en lien avec la protestation, *#yamecansé*, a été le sujet tendance (*trending topic*) au Mexique pendant plus de 60 jours. Avec Ayotzinapa, l'image et la popularité internationale de Peña Nieto ont considérablement diminuées.

La vérité historique et la mobilisation sociale

Le 28 janvier 2015, lors d'une conférence de presse, le procureur en poste à ce moment-là, Jésus Murillo Karam, a assuré, sans aucune preuve scientifique majeure autre que la confession obtenue sous la torture de deux supposés narcotrafiquants, que les 43 étudiants auraient été brûlés vifs – par uniquement trois individus – dans un dépôt municipal de Cocula (à 30 kilomètres d'Iguala) et que leurs restes auraient été jetés dans la rivière San Juan. Avec cette version des faits qui se tient à peine et qui a été appelée la Vérité historique, l'État a essayé de fermer officiellement le dossier. Des experts et des scientifiques de plusieurs universités, entre autres de l'*Universidad Nacional Autónoma de México* (UNAM), soutiennent que les conditions météorologiques cette nuit-là (il pleuvait à Cocula) et d'incinération à l'air libre (plus de 1000° centigrades seraient nécessaires) rendent invraisemblable la version donnée par le Procureur. De plus, près d'un an après les événements, soit le 6 septembre 2015, le Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants (GIEI), désigné par la Commission interaméricaine des droits humains, a démenti cette version et a mis en évidence la destruction de preuves par le Procureur général, la déformation délibérée des déclarations de témoins et l'omission d'informations de haute importance pour élucider le cas.

À un an de la disparition forcée, la mobilisation sociale continue de réclamer la justice, l'élucidation des faits et l'apparition en vie des étudiants, dans un contexte de violence généralisée et d'impunité. Face à cette vague de violence déclenchée en 2006 par ladite Guerre contre le narcotrafic, les organismes internationaux de défense des droits humains l'ont dénoncée comme étant une stratégie de criminalisation de la protestation sociale. Pour la première fois depuis l'insurrection zapatiste du 1^{er} janvier 1994, des membres de la communauté internationale se sont indignés de façon massive afin de dénoncer les violations répétées des droits humains ayant lieu dans le pays. Dans plus de 50 pays, des actions de différentes caractéristiques et ampleurs se sont organisées. En Bolivie, plus de 3000 personnes ont marché le 20 novembre 2014 afin de dénoncer les événements d'Ayotzinapa et l'*Universidad Mayor San Andrés* s'est également unie à l'arrêt de travail convoqué par le Mexique. Au Macchu Picchu et à la Muraille de Chine, des touristes se sont pris en photo avec des pancartes qui réclamaient l'apparition en vie des



CNN-Mexique, 2014

étudiants. À Berlin, des militant.e.s ont occupé l'ambassade du Mexique pendant 43 heures afin d'empêcher la réalisation des festivités prévues les 1^{er} et 2 novembre. La majorité des représentations consulaires du Mexique à travers le monde ont fait face à des manifestations à l'extérieur de leurs bureaux.

Dans le cadre du Premier festival mondial des résistances et rebellions contre le capitalisme (du 22 décembre 2014 au 3 janvier 2015), s'inspirant de cet élan de revendication pour la justice au niveau international et soutenus par des organisations de base de différents pays, le Conseil national autochtone, les parents des étudiants disparus et le réseau de solidarité de la *Sexta Zapatista* ont décidé de sortir du pays pour partager sur les cas d'impunité au Mexique. La revendication principale était l'apparition en vie des 43 étudiants, mais ils avaient également comme objectif de dénoncer les disparitions forcées en général et l'impunité des instances du gouvernement. Au cours du premier semestre de 2015, quatre caravanes ont été organisées, deux en Amérique du Nord, une en Amérique du Sud et une autre en Europe.

Malgré le fait que le Conseil national autochtone était à l'origine de ces caravanes, le discours diffusé dans les différents pays n'était pas celui d'une lutte autochtone mondialisée, mais plutôt celui d'une lutte de tou.te.s les citoyen.ne.s du monde contre les gouvernements commettant des crimes contre leur peuple. À Paris, les membres de la caravane ont affirmé que l'idée de la caravane européenne était d'unir les forces pour la lutte qui se vit dans différents pays du monde. Lors de cette rencontre, des collectifs contre la violence policière et les membres de la caravane ont reconnu, malgré la distance et les différents contextes, une même cause et une même lutte. Ainsi, l'organisation de la caravane à Paris s'est faite en coordination avec plusieurs collectifs impliqués dans la lutte zapatiste, mais également dans plusieurs luttes contre les différentes formes de répression de l'État.



Adriana Pozos, 2014

MURALE « NO ESTÁN SOLOS » (ILS NE SONT PAS SEULS), MONTRÉAL, DÉCEMBRE 2014

À Montréal, la visite de la caravane a obtenu une forte présence médiatique. Au-delà de la fraternité des luttes, même si celle-ci était toujours présente en toile de fond, l'énergie s'est concentrée sur la dénonciation publique et massive des graves violations des droits humains et sur les plaidoyers auprès des gouvernements, autant au niveau provincial que fédéral. De multiples acteurs et groupes ont organisé des actions, allant de performances jusqu'aux manifestations, en passant par l'élaboration de murales collectives et la dénonciation soutenue dans la presse et dans les réseaux sociaux.

De plus, pour la première fois dans l'histoire du Mexique, des citoyens expatriés se sont organisés pour faire des réclamations publiques sur la politique étrangère de leur pays de résidence au Mexique. Leurs revendications ont eu beaucoup d'échos dans certains pays comme la France et ont même été discutées au parlement, comme ce fut le cas en Allemagne, où la députée Heike Hänsel du Parti de gauche est allée dans l'État du Guerrero afin de s'informer

en personne de la situation auprès des personnes affectées. À son retour, elle a maintenu un débat parlementaire avec Michael Roth, représentant du Ministère fédéral des relations extérieures, concernant la coopération avec le Mexique et la vente d'armes à ce pays. On sait maintenant que les armes utilisées lors du massacre des étudiants qui a eu lieu au cours de la nuit, à Iguala, étaient de fabrication allemande et qu'elles étaient supposément destinées à l'usage exclusif de l'armée. Au Parlement européen, à l'initiative de la Gauche unie (Partido Izquierda Unida) et du Parti vert européen, les témoignages de Bernabé Abraham Gaspar et de Hilda Legideño Vargas, parents d'étudiants disparus, ont été présentés et ils ont pu exposer toutes les irrégularités présentes dans le traitement du cas. Au Québec, le député Amir Khadir, du parti Québec Solidaire, a non seulement reçu personnellement la délégation d'Ayotzinapa, mais a également présenté une motion à l'Assemblée nationale du Québec, acceptée à l'unanimité, afin d'exprimer sa préoccupation face aux événements et afin d'inciter le

gouvernement mexicain à établir la vérité à travers une enquête transparente et indépendante. Au niveau du Canada, le Sous-comité parlementaire sur les droits de la personne et le développement international a reçu la délégation mexicaine afin d'écouter ses revendications.

LE CAS D'AYOTZINAPA DANS LA POLITIQUE EXTÉRIEURE MEXICAINE : UN OUBLI STRATÉGIQUE

Un pacte global d'impunité : les réformes de Peña Nieto

Malgré la critique nationale et internationale, le militantisme de milliers de personnes et l'indignation et le ras-le-bol d'une grande partie de la population mexicaine, le système même d'impunité régit le Mexique. Si dans la presse internationale on est passé du « Mexican moment »¹ au « Mexican murder », l'ouverture à l'investissement étranger en énergie et en pétrochimie (en annulant l'exclusivité d'exploitation comme principe de la Constitution mexicaine) et d'importantes réformes en matière de santé et d'éducation qui vont vers une privatisation des services semblent avoir cristallisé ce « moment ». En effet, il semblerait que cette ouverture sans réserve du marché a garanti à Peña Nieto l'impunité en matière de violations des droits humains. De plus, la seule clause que s'était réservé le gouvernement mexicain face aux États-Unis et au Canada lors de la signature de l'ALÉNA en 1992 était l'exclusivité sur la propriété des biens et dans les activités et investissements dans les secteurs du pétrole, du gaz, de la raffinerie, des produits pétrochimiques de base, de l'énergie nucléaire et de l'électricité, excluant ainsi ces matières de l'ALÉNA.

Malgré les mobilisations massives dans plusieurs régions du Mexique et du monde et face à l'évidence des disparitions forcées (lors de la recherche des étudiants, plus de 60 fosses communes clandestines, contenant 129 cadavres, ont été découvertes dans l'État du Guerrero), aucun État ne s'est prononcé officiellement pour dénoncer sur ce qui se passait au Mexique ou pour exhorter le gouvernement mexicain à élucider les faits et à garantir l'accès à la justice pour les personnes affectées.

L'intérêt économique derrière Ayotzinapa

Il est clair que le traitement qu'a donné le gouvernement au cas d'Ayotzinapa va au-delà de la simple impunité et collusion du crime organisé avec les instances du gouvernement (municipal, étatique et fédéral). Il existe également des

intérêts économiques qui empêchent de faire la lumière sur toutes les magouilles politiques, économiques et commerciales qui expliqueraient l'acharnement avec lequel ont été attaqués les étudiants de l'École normale rurale (Julio César Mondragón, un des étudiants les plus engagés, a été assassiné dans la nuit à Iguala et son corps est réapparu décapité le matin du 27 septembre). D'une part, on retrouve sans aucun doute le commerce rentable du narcotrafic. Le trafic d'opium dans la région est un des plus importants d'Amérique latine et exporte presque la moitié de l'héroïne consommée aux États-Unis. Le travail collaboratif entre la chaîne de production de stupéfiants, les corps policiers, l'armée et les autorités locales, régionales, avec le consentement des autorités nationales, a été longuement documenté par des journalistes comme Anabel Hernández (Proceso). D'autre part, dans la même région de Tierra

Caliente, à moins de 200 kilomètres d'Ayotzinapa, en plus du narcotrafic, on retrouve Los Filos, concédée à la minière canadienne GoldCorp, qui a dû affronter l'opposition des peuples autochtones et des communautés organisées de la région. Le début des opérations de la mine était prévu pour la fin de l'année 2014, à peine quelques mois après la disparition des étudiants.

Bien qu'il est vrai qu'il n'existe aucune ligne de dénonciation qui relie la disparition forcée des 43 jeunes à l'activité de la mine, il est également vrai que la présence de celle-ci ne contribue pas à élucider les événements et que la disparition des étudiants a servi de distraction pour éviter qu'augmente l'opposition au début des opérations, de ce que certains annoncent comme étant une des plus grandes exploitations d'or au monde dans les prochains 200 ans. En même temps, l'important capital canadien qui est en jeu dans la région contribue sûrement au fait que le gouvernement de Stephen Harper ait décidé de ne pas se prononcer sur ces crimes, considérés par certains comme des crimes contre l'humanité, qui ont lieu à près de 200 kilomètres de la concession minière. Rien d'étonnant, le gouvernement conservateur a annoncé en 2009 que le développement de l'industrie minière est un secteur stratégique pour le développement économique du Canada. Au moment d'écrire ces lignes, malgré la motion adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale du Québec en avril passé pour exhorter le Mexique à faire la lumière sur les événements d'Ayotzinapa, le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, se trouvait au Mexique et a annoncé que le Québec investira 2 milliards de dollars dans le pays au cours des 5 prochaines années, faisant du Mexique son

principal partenaire commercial en Amérique latine. Lors de sa visite, il n'a fait aucune allusion à la grave crise de droits humains ni à l'alarmant taux d'impunité qui règnent au Mexique, dénoncés à peine une semaine plus tôt par le Haut-Commissaire aux droits humains de l'ONU lors de sa visite au pays.

Le respect des droits humains au Mexique ou le cynisme international

Tout comme le Canada et le Québec, d'autres exemples démontrent que certains pays occidentaux qui soutiennent dans leur discours que le respect des droits humains est une condition *sine qua non* pour établir des relations commerciales et qui, dans les faits, ne le prennent pas en compte, notamment la France et les États-Unis. En janvier 2015, Enrique Peña Nieto et Barack Obama se sont rencontrés à la Maison Blanche où ils ont abordé les sujets de sécurité, d'immigration, de croissance économique et les relations de chacun avec Cuba, mais où le sujet de la crise de droits humains au Mexique n'a pas été abordé. Et ce, malgré le fait que John Kerry, le secrétaire d'État, avait reçu à la fin novembre une lettre signée par 14 sénateurs républicains qui exprimaient leur préoccupation pour les 43 étudiants et les plus de 26 000 personnes disparues au Mexique et qui invitaient le gouvernement états-unien à prendre position face à son partenaire commercial. Quant à la France, elle a reçu en tant qu'invité d'honneur Enrique Peña Nieto afin de commémorer la naissance de la tradition en matière de droits humains revendiquée par la République française, la Prise de la Bastille, et a profité de l'occasion pour signer plus de 60 accords de collaboration en moins de 3 jours.

Les organisations multilatérales, quant à elles, n'ont pas été très cohérentes non plus. Le jour même de l'anniversaire de la disparition des étudiants, soit les 26 et 27 septembre 2015, Enrique Peña Nieto a participé au 70e anniversaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, où il a présidé le premier segment du Sommet sur l'équité de genre de l'ONU (alors que le Mexique traverse également une grave crise de féminicides à laquelle on n'a pas fait allusion dans cette rencontre). Durant l'Assemblée générale, le président du Mexique a vanté le multilatéralisme et a souligné les responsabilités qu'assume le pays en faisant partie du Conseil des droits humains de l'ONU pour la période 2014-2016. Aucun représentant d'aucune instance ne l'a questionné publiquement sur la situation au Mexique.

Ayotzinapa, un an après, mémoire sans justice

Un an s'est déjà écoulé depuis les événements de la nuit d'Iguala. La situation dans le pays n'a pas changé, le taux d'impunité s'est maintenu et les corps policiers et les autres instances du gouvernement continuent d'agir en collusion avec le crime organisé. Les étudiants ne sont toujours pas de retour. Deux militants qui cherchaient les étudiants parmi les plus de 60 fosses communes trouvées au Guerrero suite aux événements d'Iguala ont été assassinés. La démission du gouverneur de l'État de Guerrero et la destitution du Procureur de la République ont démontré l'envergure et la gravité du cas. Malheureusement, ce changement n'est pas structurel, ce qui explique l'impasse au niveau des droits humains, et bien entendu, le manque d'accès à la justice. Nous ne pouvons pas dire que le bilan est positif, par contre, le cas n'est toujours pas fermé. Les mobilisations qui se sont générées à partir de ces disparitions forcées ont néanmoins réussi à ébranler les structures, et plusieurs continuent à le faire. D'une part, la situation que traverse le pays a été rendue publique et il a été mis en évidence que la transition à la démocratie mexicaine tant mentionnée à la fin des années 1990 ne s'est pas concrétisée. Au contraire, la crise de crédibilité des institutions est maintenant visible. Cela affecte l'image internationale du Mexique, que seuls les intérêts économiques réussissent à masquer. Les mobilisations ont également permis des rapprochements et des alliances solidaires avec d'autres luttes au niveau international, solidifiant ainsi les structures de collaboration qui construisent un mouvement à long terme pour la défense des causes communes. Ces réseaux, tissés par la mémoire, continuent de résister à l'oubli imposé par l'État.

En attendant, nous continuons de marcher afin que justice soit faite et parce que *¡Vivos se los llevaron y vivos los queremos!* (Ils les ont emmenés vivants et vivants nous les voulons!)

Adriana Pozos Barcelata est une étudiante mexicaine au doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Elle est également membre du Conseil d'administration du CDHAL.

Sofía Ramos Díaz est une étudiante mexicaine à l'École Urbaine de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Elle s'intéresse à la participation citoyenne dans la création de la ville, tout en restant engagée pour le respect des droits humains.

1 Dû aux importantes réformes de style néolibéral entreprises par le gouvernement de Peña Nieto, au niveau de l'éducation, des règlements d'impôts et de l'exploitation d'hydrocarbures.

Le plurinationalisme et les mégaprojets miniers en Équateur : Les peuples autochtones qui défendent la Cordillère du Condor

PAR MICHELLE BÁEZ ARISTIZÁBAL
TRADUCTION PAR ÉMILIE NOËL

Depuis la communauté amazonienne Cordillère du Condor Mirador (CASCOMI), on nous informe que l'expulsion d'une famille est en cours; la famille affectée est composée par les frères Uyaguari, qui habitent dans le quartier San Marcos, dans la paroisse Tundayme, de la province de Zamora Chinchipe. Selon l'information reçue, des gardes de sécurité de l'entreprise Ecuacorriente S.A., ECSA, sont en train d'enlever les biens de la maison avec l'aide de membres de la Police nationale et avec la protection du Bataillon Tundayme des Forces armées nationales. – Communiqué de la Commission œcuménique des droits humains, septembre 2015¹



CASCOMI, 30 septembre 2015

MAISON DE LA FAMILLE UYAGUARY DÉTRUITE PAR L'ENTREPRISE MINIÈRE ECSA

Depuis plusieurs siècles, les peuples et les nations autochtones et paysannes des Andes ont résisté aux attaques du capitalisme global. L'arrivée de gouvernements progressistes au XXI^{ème} siècle représente un espoir de changement profond face à la réalité d'exploitation et de marginalisation dans laquelle vivent ces peuples. En Équateur, la reconnaissance du caractère plurinational du pays, approuvée par la population dans la Constitution de 2008, établit un cadre constitutionnel et juridique prometteur afin d'établir les fondements d'un nouveau modèle économique et social basé sur une relation plus harmonieuse avec la nature, ainsi que d'établir le respect et la reconnaissance de la diversité des peuples et des nations à l'intérieur de l'État.

Cependant, actuellement, les organisations autochtones et paysannes sont confrontées à une avancée violente des industries extractives dans leurs territoires et dénoncent la violation de leurs droits et la criminalisation de la contestation sociale. Dans l'Amazonie équatorienne, des autochtones shuar ont perdu la vie en défendant leurs territoires contre l'exploitation minière lors des dernières années. Que devient le plurinationalisme dans la Cordillère des Andes?

L'ÉQUATEUR, UN ÉTAT PLURINATIONAL

L'Équateur est officiellement un pays « plurinational » depuis 2008, année où la nouvelle Constitution a été approuvée par l'Assemblée constituante convoquée par un mandat populaire

après plusieurs années d'instabilité politique. La demande de plurinationalisme émerge en Équateur dans les années 90 dans un contexte de profonde crise mondiale; en Amérique latine, en particulier, le néolibéralisme ayant durement frappé les populations, particulièrement les autochtones et les paysans. Dans ce contexte, au fil des années, différentes organisations, partis politiques de gauche, intellectuels, mouvements de femmes, d'étudiant.e.s et de peuples d'ascendance africaine menés par le mouvement autochtone, ont donné naissance à un ensemble de propositions plaidant pour l'adoption d'un État plurinational avec une nouvelle forme d'organisation sociale, politique et économique.

Le plurinationalisme propose un nouveau modèle d'État qui prend en compte la diversité des formes d'organisation sociale, économique et politique des nations et des peuples qui habitent sur un même territoire à l'intérieur d'un même État. Le plurinationalisme reconnaît l'autonomie et les droits des peuples sur leur territoire; il propose une relation non-anthropocentrique avec la nature afin de garantir la reproduction des différentes formes de vie; la vie communautaire comme forme d'organisation économique et sociale, régie par les principes de solidarité, de réciprocité et de complémentarité, y est centrale; le plurinationalisme envisage la démocratie directe, communautaire et participative comme forme d'organisation politique; il considère finalement l'interculturalité comme forme de relation égalitaire et juste entre les différents peuples et nations².

LES MINES VERSUS LE PLURINATIONALISME

En plus de promouvoir un pays plurinational, l'Assemblée constituante de 2008 en Équateur émet plusieurs résolutions défendant les droits des peuples autochtones et paysans. Par exemple, avec le « mandat sur le secteur minier », elle déclare « l'annulation de toutes les concessions minières qui n'avaient pas réalisé... des processus de consultation préalable »³. Cependant, peu de temps après avoir adopté la nouvelle Constitution, le gouvernement de l'économiste Rafael Correa confirme la validité des concessions de plusieurs entreprises transnationales minières qui se trouvent dans des territoires habités traditionnellement par des peuples autochtones, et ce sans avoir recours à la consultation préalable⁴.

Actuellement, les peuples autochtones et paysans de différentes régions du pays dénoncent la violation continue de leurs droits et la violation de leurs territoires provoquée par les projets miniers. La déclaration sur le plurinationalisme se heurte au modèle extractiviste du secteur minier et énergétique au moment de remettre le contrôle des territoires ancestraux à des entreprises transnationales chinoises, canadiennes et chiliennes.

La nation Shuar, les autochtones Kichwas Saraguros et les paysans métis qui habitent la Cordillère du Condor, au sud de l'Amazonie équatorienne, à la frontière entre l'Équateur et le Pérou, déclarent être gravement affectés par les mégaprojets de mines à grande échelle.

LE PROJET MIRADOR

Dans le territoire très riche en biodiversité et plurinational de la Cordillère du Condor, le projet Mirador est en marche. Ce projet est le premier projet minier métallifère à grande échelle de l'Équateur, et le plus avancé du pays. Actuellement, il appartient au consortium public chinois Tongling/CRCC, qui a acheté Mirador à Corriente Resources, une compagnie junior canadienne active dans la zone depuis la décennie de 2000. Le 5 mars 2012, malgré la forte opposition d'organisations sociales menées par la Confédération des nationalités autochtones de l'Équateur (*Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador*, CONAIE) et des



CARTE SITUANT LE PROJET MIRADOR⁵

groupes écologistes, le gouvernement équatorien de Correa signa un contrat d'exploitation d'une mine de cuivre à ciel ouvert avec le consortium Tongling/CRCC, par le biais de sa filiale équatorienne, ECSA.

En contradiction avec l'image d'un gouvernement écologiste et respectueux des droits des peuples autochtones et paysans fortement promue à l'étranger, les institutions publiques et les entreprises minières ont violé les droits des peuples autochtones et paysans reconnus par l'État plurinational.

Mirador en est actuellement à l'étape de construction des infrastructures de la future mine. L'exploitation devrait commencer des les prochains mois. Étant donné que la quantité de roches traitées prévue est de 60 000 tonnes par jour, Mirador est un mégaprojet qui occupe le territoire de manière intensive et extensive, ce pour quoi l'entreprise souhaite expulser les habitants de la zone où se trouve le projet⁶.

L'ACCAPAREMENT DES TERRES ET DES TERRITOIRES

Le nouveau cadre légal pour les entreprises minières mis en place par Rafael Correa ne limite que faiblement les prérogatives des entreprises minières transnationales, en comparaison avec les lois néolibérales antérieures. Ce nouveau cadre permet aux entreprises minières de s'assurer le contrôle exclusif des territoires qu'elles nécessitent pour l'exploitation. En s'appuyant sur la Loi d'utilité publique (*Ley de servidumbre*), les concessionnaires miniers peuvent forcer les propriétaires locaux à céder leurs biens immobiliers à l'intérieur et à l'extérieur de la concession minière durant 25 ans renouvelables, en échange d'une compensation financière⁷.

Plusieurs propriétaires ont vendu leurs terrains à cause du constant harcèlement mené par l'entreprise. Cependant, plusieurs habitants ont refusé d'abandonner leurs territoires. Devant cette résistance, la compagnie Tongling/CRCC/ECSA a lancé des dizaines de poursuites judiciaires dans les tribunaux locaux, en se basant sur le principe d'utilité publique. Plusieurs habitants n'acceptent pas d'être payés pour qu'on utilise leurs terres parce que l'argent qu'ils reçoivent ne leur permet pas de maintenir leurs conditions de vie, leurs relations communautaires et leur relation avec la nature, et ce même si ces conditions sont normalement protégées par la déclaration de l'État plurinational. Quant à l'Agence publique de régulation et de contrôle minier (*Agencia estatal de Regulación y Control Minero*, ARCOM), elle exerce une pression permanente sur les habitants pour qu'ils évacuent leur terres et pour qu'ils acceptent la compensation financière qui permet d'utiliser leurs terres. Ceci se fait souvent de manière violente, avec l'aide des forces de sécurité publique⁸.

L'entreprise chinoise a de son côté multiplié les démonstrations symboliques d'occupation du territoire. Elle a installé dans toute la zone des barrières et des affiches annonçant « propriété privée », signalant ainsi quelles terres ont été achetées. Il y a aussi des affiches qui indiquent quelles sont les terres en litige afin de créer



Omar Ordóñez, 2015

L'ACCAPAREMENT DES TERRES PAR LA MINIÈRE ECSA

publiquement une pression sur les habitants pour qu'ils les abandonnent. La multiplication de ces affiches est une preuve du processus en cours d'accaparement des terres par l'entreprise minière.

Les habitants de la zone dénoncent aussi la violation de leur droit à circuler librement sur leur territoire. Leur droit à l'eau potable est aussi violé par la pollution des cours d'eau qui les empêche d'en faire un usage normal pour boire, se baigner et pêcher⁹.



Omar Ordóñez, 2015

JEUNES SHUARS, MEMBRES DE L'ÉQUIPE DE SURVEILLANCE DE LA POLLUTION DE L'EAU, EN ALLIANCE AVEC L'ONG ÉCOLOGISTE ACTION ÉCOLOGIQUE (ACCIÓN ECOLÓGICA).

STRATÉGIES DE RÉSISTANCE

Face à cette situation, les populations se sont mobilisées de plusieurs manières. Elles ont organisé des mouvements de contestation publique, des marches et des grèves; elles ont envoyé des lettres aux autorités et elles ont établi des alliances avec des organisations appuyant la défense de leurs droits.

Les communautés shuars de la zone ont fait appel à plusieurs occasions à la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) pour dénoncer les graves violations de leurs droits. Un cas particulier est celui de l'assassinat du leader shuar José Tendetza, qui était très critique du projet minier; dont la mort n'a toujours pas été élucidée par la justice équatorienne¹⁰.

Pour leur part, les grands propriétaires terriens de la zone du projet, qui s'identifient depuis peu comme « métis », ont demandé à l'État la reconnaissance de leur organisation comme faisant partie des bases de la nationalité autochtone shuar. Ils espèrent ainsi assurer la défense de leurs territoires en se basant sur la déclaration de l'État plurinational. Cette stratégie a ravivé au départ, les vieilles tensions avec les Shuars. Cependant, les deux populations ont désormais décidé d'affronter ensemble les conséquences néfastes provoquées par l'activité minière dans la zone.

CONCLUSION

En Équateur, le gouvernement de Rafael Correa a misé sur les mines à grande échelle. Depuis 2009, il a établi un cadre légal et institutionnel en faveur des entreprises transnationales minières, qu'elles soient canadiennes, chiliennes ou chinoises, dans la lignée des politiques implantées à l'époque néolibérale. Ce cadre s'accompagne d'une forte propagande de l'État sur les bénéfices des méga-mines et une forte critique de leurs opposants.

En contradiction avec l'image d'un gouvernement écologiste et respectueux des droits des peuples autochtones et paysans fortement promue à l'étranger, les institutions publiques

et les entreprises minières ont violé les droits des peuples autochtones et paysans reconnus par l'État plurinational. Plusieurs principes du plurinationalisme ont été transgressés : l'autonomie et le droit à la terre, la relation harmonieuse avec la nature, la communauté comme forme d'organisation économique et sociale et l'interculturalité comme forme de relation égalitaire et juste entre les peuples et les nations.

Dans la Cordillère du Condor, en plein cœur de l'Amazonie, haut lieu de richesses naturelles et culturelles, le mégaprojet minier Mirador est en train de se construire, et ce sans que les peuples n'aient été dûment consultés. À cause de ce projet, de graves violations des droits des peuples autochtones et paysans métis sont déplorées. En particulier, l'entreprise chinoise Tonglin/CRCC/ECSA s'accapare à grands pas des terres des habitants de la zone, en se basant sur la Loi d'utilité publique et le soutien des institutions étatiques.

Ce qui est train de se passer dans le cadre du projet Mirador et dans la Cordillère du Condor semble être le fer de lance de ce qui guette les futures régions minières du pays. Le gouvernement a approuvé le développement de projets d'extraction à grande échelle dans des zones comme la forêt de nuages de l'Intag. Les habitants de cette zone de montagne, où règne une grande biodiversité, ont expulsé à l'époque néolibérale l'entreprise minière japonaise Bishimetals et l'entreprise canadienne Ascendant Copper. Les plateaux de Quimsacocha sont aussi dans la mire du gouvernement; les communautés paysannes de cette région à l'origine de prodigieuses sources d'eau, se déclarent fermement opposés aux mines dans une consultation qu'elles ont menée¹¹.

Michelle Báez Aristizábal est enseignante-chercheuse dans une université équatorienne. Elle est étudiante de doctorat en sciences sociales dans le programme d'études andines de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO) en Équateur. Elle est titulaire d'une maîtrise en science politique de l'Université de Montréal. Elle a publié plusieurs articles sur le plurinationalisme, le bien-vivre, les peuples autochtones et l'extractivisme. Elle fait partie d'un collectif écoféministe de défense des peuples autochtones et des droits de la nature.

- 1 Comisión Ecuatoria de Derechos Humanos (2015). « Desalojo de familia finquera de San Marcos, por minería ». 30 septembre 2015, en ligne : <http://us5.campaign-archive1.com/?u=5a0f8d60c27a9290deab5ec53&id=e104cba007&e=0fa3b8fe6d>
- 2 Báez, M. et Cortez, D. (2013). « Plurinacionalidad ». *Revista Socialista*, no. 8, année V, Buenos Aires.
- 3 Mandato Minero. *Registro Oficial no. 321 – Segundo Suplemento* [Entrée en vigueur: 22 avril 2008].
- 4 Yuquilema, V. (2012). *Informe sombra de Derechos Económicos, Sociales y Culturales (DESC)*. Fundación Regional de Asesoría en Derechos Humanos, INREDH. Quito, en ligne : http://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CESCR/Shared%20Documents/EQU/INT_CESCR_NGO_ECU_13989_E.pdf.
- 5 Drobe, J., Hoffert, J., Fong, R., Haile, J. P. et Rokosh, J. (2007). *Panantza & San Carlos copper project, preliminary assessment report, Morona – Santiago, Ecuador*. Corriente Resources.
- 6 Sacher, W., Báez, M., Bayón, M., Moreano, M. et Larreátegui, F. (2015). *Entretelones de la Megaminería en el Ecuador. Informe de visita de campo en la zona del megaproyecto minero Mirador, parroquia de Tundayme, cantón El Pangui, provincia de Zamora-Chinchipec, Ecuador*.
- 7 *Ley de Minería*. Art. 36. Registro Oficial no. 37. [Entrée en vigueur : 16 juillet 2013]
- 8 Sacher, W., Báez, M., Bayón, M., Moreano, M. et Larreátegui, F. (2015), *Op cit.*
- 9 *Ibid.*
- 10 Yakir, S. L. et Hernández, B. (2015). « Geopolítica del neextractivismo: espacialidad estatal y clasificación de la resistencia en el sureste de Ecuador », *Pacarina del Sur*, an 6, no 24, juillet-septembre, en ligne : www.pacarinadelsur.com/ Watts, J. et Collins, D. « Ecuador indigenous leader found dead days before planned Lima protest », *The Guardian*, samedi 6 décembre 2014, en ligne : <http://www.theguardian.com/world/2014/dec/06/ecuador-indigenous-leader-found-dead-lima-climate-talks>
- 11 Bonilla Martínez, O. (2013). *Agua y minería en el Quimsacocha*, Mémoire de maîtrise en développement territorial rural. Faculté latino-américaine de sciences sociales - campus Équateur.



La lutte populaire est en *Minga* permanente contre le néoextractivisme et la criminalisation en Colombie

PAR MARTHA LUCIA GÓMEZ
 TRADUCTION PAR AMELIA ORELLANA

Sortons de nos frontières, incluant celles de l'esprit, et assoyons-nous à discuter d'unité. Non pas l'unité du gouvernement, sinon celle des peuples, les expériences et les idées afin de résister au modèle économique global qui est un projet de mort. Que le plan d'avenir soit une lumière d'espoir qui garantisse les droits fondamentaux. – Feliciano Valencia¹

Depuis le 15 septembre, le slogan « Feliciano Valencia Libre Ya! » circule à travers les sites Internet des médias indépendants et des mouvements sociaux colombiens et internationaux. L'emprisonnement du porte-parole des peuples autochtones du Cauca, ex-intégrant de la *Guardia Indígena*, ex-gouverneur du conseil autochtone (*cabildo indígena*) de Toribio et récipiendaire du Prix National de la Paix en 2000², est une attaque directe au processus de résistance qui s'organise en Colombie depuis plusieurs années. Ce mouvement qui a débuté dans les territoires du sud-ouest colombien s'est ensuite étendu et réunit maintenant de nombreuses régions et secteurs de la population nationale.

La sentence qui a été rendue récemment condamne le leader social à 16 ans de prison pour des événements qui ont eu lieu en 2008, alors qu'il était conseiller supérieur du CRIC (*Consejo Regional Indígena del Cauca*). La communauté avait décidé d'appliquer un châtiment, conforme à la justice autochtone, à un soldat envoyé par l'armée colombienne pour espionner et saboter la grande mobilisation nationale connue comme la « *Minga de la résistance autochtone, sociale et communautaire* » qui a eu lieu à la fin de cette année-là. L'objet de la condamnation de Feliciano Valencia est le suivant :

En février 2015, Feliciano avait été acquitté en première instance par la justice colombienne ordinaire. Malgré tout, la nouvelle décision émise par le Tribunal supérieur de Popayan, répondant à un recours en appel, condamne Feliciano pour enlèvement et lésions personnelles envers le soldat de l'armée colombienne. La charge qu'on lui impute reflète la grande facilité avec laquelle les lois nationales peuvent être utilisées contre l'autonomie des peuples autochtones de la Colombie, dans le cadre de leur exercice de la justice communautaire.

Le soldat infiltré avait été envoyé par la Force publique afin de semer la violence dans la *Minga*, qui est une forme d'organisation et de mobilisation initiée dans les communautés du Cauca. Une fois découvert, le soldat a subi un procès avant de recevoir le jugement correspondant à la gravité des charges dont il a été accusé. La peine dictée a été de 20 coups de fouets et un nettoyage à partir d'herbes, toutes des mesures punitives ancestrales à connotation médicale. La méthode utilisée, celle du fouet traditionnel, est définie par la Cour constitutionnelle colombienne comme étant une figure symbolique de la juridiction spéciale autochtone. « Son objectif n'est pas de causer une souffrance excessive, mais bien de représenter l'élément qui servira à purifier l'individu, soit la foudre (...), en d'autres mots, c'est un rituel utilisé par la communauté pour punir l'individu et retrouver l'harmonie sociale »³.

Le procès de Feliciano reflète la profonde méconnaissance des avancées acquises par les peuples autochtones en Colombie, menées sous le principe de diversité ethnique et culturelle comme résultat des luttes historiques pour que l'État assure, à travers la législation, la cohabitation entre les groupes culturels et leurs visions du monde. En plus de la sentence de la Cour constitutionnelle, les lois spéciales et « la loi de leurs propres mains » sont reconnues par la Constitution politique de 1991, comme étant une partie fondamentale de l'autonomie des peuples autochtones de la Colombie⁴.

L'injustice ordinaire colombienne est, sans aucun doute, utilisée par certains acteurs en tant que stratégie pour attaquer les communautés à travers la chute de leurs principaux leaders. La sentence contre Feliciano est une autre manière de criminaliser la protestation sociale et est une attaque qui s'ajoute à tant d'autres violations aux droits humains commises contre les leaders des organisations autochtones du Cauca. Ainsi, depuis 2009, la Cour interaméricaine des droits humains, à la demande du Collectif d'avocats Jose Alvear Restrepo-CAJAR et de l'Organisation nationale autochtone de Colombie-ONIC, a attribué des mesures de protection à Feliciano Valencia, à l'ACIN (*Asociación de Cabildos Indígenas del Norte del Cauca*) et au Conseil régional autochtone du Cauca-CRIC (*Consejo Regional Indígena del Cauca*)⁵.

RÉACTIVATION DE LA MINGA DE RÉSISTANCE AUTOCHTONE, SOCIALE ET COMMUNAUTAIRE

L'incarcération de Feliciano et l'augmentation quasi immédiate de la militarisation du territoire de La María Piendamó ont maintenu le Conseil régional autochtone du Cauca en assemblée permanente⁶. Emilse Paz, présidente du CRIC, a déclaré la réactivation d'une *Minga* massive, qui

s'est fait connaître en 2008 par l'énorme mobilisation des communautés du Cauca⁷. La *Minga* s'entend comme étant « une pratique ancestrale des peuples autochtones des Andes. C'est un effort collectif qui est convoqué dans l'idée d'atteindre un objectif commun (...). Lorsqu'on convoque une *Minga*, celle-ci a priorité sur les autres activités qui sont ajournées afin d'atteindre la cible commune »⁸. C'est sur les bases de cette pratique des peuples andins qu'ont été définies les manifestations organisées par les communautés autochtones de Colombie.



Juan Diego Restrepo E., 2008

Dès les débuts du CRIC, dans les années 70, les communautés du Cauca ont été à la tête des processus de mobilisation sociale. C'est cependant la première grande mobilisation, de 2004, avec la « *Minga* pour la vie, la justice, la joie, l'autonomie et la liberté des peuples », qui marque le début d'un processus de résistance plus organisé de la part des communautés du département du Cauca. Cette première manifestation massive a eu comme résultat la déclaration du « Mandat autochtone et populaire »⁹.

Dès lors, les *Mingas*, en tant que modèle d'organisation et de résistance, ont acquis une grande force et l'appui de plusieurs acteurs sociaux du pays. Durant la « Grande *Minga* de résistance sociale et communautaire » qui a eu lieu en 2008, « la parole a cheminé », des communautés du Cauca jusqu'à la ville de Bogota. Cette marche, qui a duré plus d'un mois, a pu réunir de nombreux acteurs sociaux du pays, parmi eux des communautés autochtones, des afro-descendant.e.s, des paysan.ne.s, des étudiant.e.s et des travailleur.euse.s urbain.e.s, tou.te.s unis contre les politiques gouvernementales. Malgré la forte répression de la part de la force publique dont ils ont été victimes, les avancées atteintes par la mobilisation ont permis d'affirmer la nécessité d'initier un processus social et populaire qui, à partir de 2010, s'est fait connaître comme le Congrès des Peuples¹⁰.

Dans le langage de la résistance, la *Minga* des peuples signifie agir de façon indépendante en ce qui a trait aux relations avec le gouvernement et conserver l'unité sociale et populaire afin de défendre leurs revendications. À partir des mobilisations et des réussites des années 2000, la *Minga* se multiplie et se transforme au sein d'une mobilisation sociale de plusieurs secteurs au niveau local, régional et national. À travers cette mobilisation, les peuples cherchent à exprimer ce qu'ils visent, soit un changement du modèle dominant qui se base sur la violence afin d'exploiter les territoires et de criminaliser le mécontentement populaire. C'est le cas de la « *Minga* de résistance des femmes autochtones en défense de la vie et en opposition à la guerre »¹¹, qui s'est déroulée dans la municipalité de Caloto, dans le département du Cauca, en août 2012. Cette *Minga* a réuni des femmes représentant différentes régions du Cauca dont les territoires sont gravement affectés par le conflit entre les groupes armés qui s'y trouvent. Plusieurs de ces femmes ont organisé des actions afin d'exprimer leur opposition à l'assassinat de leurs enfants.

Les femmes autochtones Nasa ont été les protagonistes de la résistance dans les territoires du Cauca. Descendantes de la Cacique Gaitana¹², leader autochtone qui a lutté sans relâche contre les conquistadors au XVI^e siècle, les femmes autochtones du Cauca ont participé à la fondation du Conseil régional autochtone du Cauca-CRIC et aux campagnes de récupération territoriale entamées durant les années 70¹³. À partir de ce moment-là, l'expérience du CRIC a été très importante et influente en ce qui concerne l'organisation des peuples autochtones de Colombie. Parallèlement à cela, l'accès et la participation des femmes aux postes de dirigeants ont augmenté.

Une des leaders reconnues, Aída Quilcué, ex-conseillère du CRIC et porte-parole de la grande mobilisation de 2008, a été victime d'un attentat perpétré par les forces militaires au cours duquel son conjoint Edwin Legarda a été assassiné. Malgré la violence, Aída, tout comme la majorité des femmes qui résistent dans le département du Cauca, réussit à bâtir, au quotidien, une grande capacité de résistance et de lutte pour la vie, la terre et la dignité des mouvements sociaux dans le pays. « L'esprit de la Gaitana se trouve dans le cœur de chacune de ces femmes qui luttent contre la dépossession, la domination économique-coloniale et la guerre à son service »¹⁴.

LES TERRITOIRES DU CAUCA ET LES PROJETS D'EXTRACTIVISME

Les sept communautés qui font partie du CRIC (Nasa, Guambiano, Tototro, Ingá, Yanacona, Kokonuko, Eperara Sipaidara) veillent sur leur autonomie et résistent au modèle d'exploitation qui affecte non seulement les



Site Internet Pueblos en camino, 2013

peuples autochtones, mais également les paysans et les communautés afro-descendantes du département du Cauca. De plus, comme les territoires du Cauca font partie du Massif colombien ou Nudo de Almaguer, les projets d'extraction minière qui s'y trouvent créent des impacts sur tout le reste du pays. Cette zone est reconnue pour la diversité de ses écosystèmes qui sont d'une grande importance hydrique, tels que les forêts, les landes (*paramos*) et les lagunes et la naissance des rivières qui alimentent en eau la majorité du territoire national.

Un grand essor minier s'est déployé dans la région avec l'appui des politiques des derniers gouvernements. Le modèle économique du président Juan Manuel Santos (2010-2014/2014-2018) se base sur la « locomotrice minéro-énergétique » qui s'appuie sur l'investissement étranger. Afin de réaliser ses objectifs, le gouvernement colombien a cru bon d'apporter des modifications à la législation dans le but d'attribuer des permis et de diminuer les délais de traitement. La législation est nettement insuffisante pour faire respecter les droits des communautés. Les efforts se centrent plutôt sur l'« optimisation » des procédures et la dérèglementation des processus d'attribution de permis environnementaux, la réalisation de consultations à la participation douteuse et en général, l'établissement de conditions plus flexibles pour ouvrir la porte à l'exploration des landes et à l'exploitation des gaz de schistes¹⁵.

Dans ce contexte, des permis d'exploration d'or et d'autres minéraux ont été attribués sur 13% du territoire du Cauca et les demandes actuelles de permis d'exploitation impliqueraient le tiers de son territoire. Dans certaines municipalités, les permis attribués et les demandes de permis d'exploration représentent une grande partie de leur superficie totale. C'est le cas de la municipalité d'Almaguer, dans le Massif colombien, où des titres d'exploitation ont été attribués, en 2013, sur 13% du territoire tandis que des demandes de permis sont en cours sur 87% du territoire restant. Si les permis seraient attribués, la totalité de la

municipalité serait entre les mains de compagnies nationales et transnationales comme AngloGold Ashanti. C'est dans cette même municipalité, que le 30 septembre 2013, a eu lieu l'assassinat de la défenseure de droits humains et leader paysanne Adelina Gómez Gaviria, tuée pour ses actions en défense du territoire et de l'environnement¹⁶. À part les enjeux miniers, un autre facteur du mécontentement populaire dans la région est en lien avec la construction d'un aqueduc régional, l'« Afro Norte-Caucano » qui privatiserait l'eau des rivières Güengüe et Río Negro et affecterait les communautés de cinq municipalités¹⁷.

Depuis le boom de l'extractivisme et l'appropriation de terres par l'industrie sucrière, les communautés membres de l'ACIN ont initié un processus de libération de la Terre Mère. Celui-ci se décrit comme étant un rituel préalable à la récupération des terres ancestrales situées sur des propriétés agricoles dans cinq municipalités du Cauca¹⁸. Face à l'impossibilité d'arriver à une véritable réforme agraire et à la constante violation des principes de consultation préalable et des droits collectifs reconnus dans la constitution de 1991, la libération des terres devient une manière de restituer les droits ancestraux sur le territoire.

À travers le processus de libération de la Terre Mère et l'opposition de la population aux projets de mines et de privatisation de l'eau, les mesures d'intimidation, de répression et de militarisation n'ont pas tardé à se faire sentir. Les tracts paramilitaires, la campagne de discréditation des entreprises et les menaces physiques de l'escadron mobile antiémeute,

lié à la police nationale, visent tous à passer le même message contre les autochtones. D'après leur propagande, les autochtones « s'opposent au bien-être général et leurs objectifs naissent de l'influence de la guérilla ». Dans les faits, ces arguments demeurent invalides puisqu'au contraire, les communautés font usage de leur autonomie et assument le contrôle du territoire, à travers les gardiens autochtones, afin de le défendre contre l'industrie minière, les cultures illicites et la présence de groupes armés. Les autochtones du Cauca ont appris de leurs expériences alors qu'ils cherchaient encore à établir des liens de collaboration avec les autorités. Au lieu de les protéger et de contrôler les territoires, la force publique participait au commerce de cocaïne, à la violation des droits humains et du droit international humanitaire¹⁹.

Depuis la criminalisation de Feliciano Valencia, les gestes de solidarité à son égard se sont multipliés et les actions de protestation de la part des autochtones du Cauca ont augmenté, réaffirmant

leur volonté de continuer avec le processus de libération de la Terre Mère et d'assemblée permanente contre le modèle extractiviste et oppresseur qui tente de soumettre les peuples qui luttent pour le droit à l'autodétermination.

Martha Lucia Gomez détient un baccalauréat en relations internationales. Elle est candidate à la maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal. Elle est intéressée par les sujets touchant les droits de femmes, des peuples autochtones et paysans ainsi que par les contextes affectés par les conflits.

Dans le langage de la résistance, la Minga des peuples signifie agir de façon indépendante en ce qui a trait aux relations avec le gouvernement et conserver l'unité sociale et populaire afin de défendre leurs revendications.

1 Congreso de los pueblos (2010). « Propuesta de país para una vida digna ». Conférence de presse. 6 octobre.
2 Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo-CAJAR (2015). « Feliciano Valencia : un defensor de derechos humanos condenado sin fundamentos », 29 septembre, En ligne : <http://www.colectivodeabogados.org>
3 Cour Constitutionnelle de la Colombie. Sentence T523-92, en ligne : <http://www.corteconstitucional.gov.co>
4 CAJAR (2105). *Op.Cit.*
5 *Ibid*
6 « Sin éxito finalizo la audiencia pública en la ciudad de popayán en el caso de feliciano valencia », 10 octobre, en ligne : <http://www.nasaacin.org/>
7 Article en ligne : <http://www.contagioradio.com>
8 Tejido de Comunicación -ACIN-CxabWalaKiwe, Santander de Quilichao, 22 octobre 2008
9 Presse. Congreso de los pueblos, en ligne : <http://www.congresodelospueblos.org/que-somos.html>
10 *Ibid*
11 Minga-de-resistencia-de-las-mujeres-indigenas. 24 août 2012, en ligne : <https://descapitulobogota.wordpress.com/>
12 Mujeres luchadoras : La Gaitana. Organisation Féminine Populaire. 9 février 2012, en ligne : <http://organizacionfemeninapopular.blogspot.ca>
13 ACIN - Cxhab Wala Kiwe (2012). Cauca : el camino de resistencia de las mujeres nasa : creando y luchando por la dignidad, en ligne : <http://www.nasaacin.org/>
14 *Ibid*
15 Decreto 2041 (2014). Ministerio de medio ambiente y desarrollo sostenible, en ligne : <http://justiciaambientalcolombia.org>
16 Bolaños E. et Córdoba A. (2015). Los puntos dorados de la minería en el Cauca, en ligne : <http://www.elpueblo.com.co>
17 En corinto las comunidades indígenas y afros resisten en contra de la privatización del agua. Asociación de Cabildos Indígenas del Norte del Cauca, 31 août 2015, en ligne : <http://www.nasaacin.org>
18 Liberación de la madre tierra, terminación del conflicto armado y construcción de la paz. Redprodepaz, 22 avril (2015).
19 Propuesta al movimiento popular y por derechos humanos en audiencia pública, 22 avril (2015), en ligne : <http://www.nasaacin.org>



Incertitude et mobilisation sur la route du Canal interocéanique du Nicaragua

PAR ROSELYNE GAGNON

Au 19^e siècle, les pays européens et les États-Unis rêvaient de construire un canal qui allait relier les océans Atlantique et Pacifique au niveau de l'Amérique Centrale et créer une route plus rapide et accessible pour le transport maritime. Les premiers arguments pour construire un canal à travers le Nicaragua remontent même à l'époque coloniale et le pays est demeuré le premier choix durant la majeure partie du 19^e siècle. Toutefois, l'instabilité politique, la présence des anglais sur la Côte Miskitu, englobant une partie de la Côte Atlantique du Nicaragua et du Honduras, ainsi que l'activité sismique et volcanique au Nicaragua rendaient la décision difficile pour les États-Unis. La France avait déjà entamé durant les années 1880 la construction d'un canal traversant l'isthme du Panama mais les travaux avaient dû être suspendus pour des raisons financières et logistiques, la main d'œuvre faisant face à un taux de mortalité important dû aux maladies tropicales. Ainsi, devant la peur de voir entrer une autre superpuissance dans les Amériques, comme l'Allemagne ou le Japon, les États-Unis ont été convaincus par les Français de choisir le Panama et d'acquiescer les travaux qui avaient déjà été effectués¹.

Il n'en demeure pas moins que le Nicaragua a toujours rêvé – et espéré – voir se concrétiser ce projet de Canal interocéanique sur son territoire qui propulserait l'économie nicaraguayenne à un tout autre niveau. Augusto César Sandino, figure emblématique du nationalisme nicaraguayen, était en accord avec la réalisation d'un Canal interocéanique, mais dont la construction, inspirée de la vision de Simón Bolívar, serait propulsée par les pays latino-américains et laisserait au Nicaragua son entière souveraineté². Or, bouleversé par des interventions étrangères, des désastres naturels, de longues périodes de dictature et un conflit armé, le Nicaragua tente difficilement depuis les vingt-cinq dernières années de se remettre de ces épreuves et ne possède pas les moyens financiers pour réaliser un tel projet.

Depuis le retour au pouvoir de Daniel Ortega Saavedra et du Front Sandiniste de libération nationale (FSLN) en 2007, le Nicaragua tente tant bien que mal de diversifier ses sources de financement extérieur et de se distancer des pays occidentaux. Un Canal interocéanique, financé par des intérêts chinois, apparaît alors intéressant pour le gouvernement de Daniel Ortega. Le projet permettrait un



Oswaldo Rivas

LE LAC COCIBOLCA (OU LAC NICARAGUA) EST LA PREMIÈRE SOURCE D'EAU DOUCE DE LA RÉGION.

tel développement économique au Nicaragua, à l'instar du Panama, qui favoriserait la croissance de l'économie, créerait des milliers d'emplois et sortirait la population de la pauvreté. Dans sa forme actuelle, le projet de Canal du Nicaragua, mis de l'avant en 2012 par le gouvernement du FSLN, prévoit qu'il sera deux fois plus profond que le Canal du Panama pour accommoder les derniers modèles de paquebots qui ne peuvent passer par le Panama et il sera réalisé en moins de temps, soit sur une période de cinq ans. Les concessions du projet ont été attribuées à la firme chinoise Hong Kong Nicaragua Development (HKND), dirigée par l'homme d'affaires Wang Jing, qui promet une ouverture du Canal en 2020.

Afin d'attribuer rapidement les concessions à la firme chinoise, la loi 840 sur le Grand Canal a été approuvée en juin 2013 par l'Assemblée nationale, qui possède une majorité de députés du FSLN, avant même que des études de faisabilité aient été effectuées, que la route du Canal soit connue et sans aucune consultation publique ni de la population, ni des communautés autochtones et de descendance africaine affectées³. Deux ans après l'approbation de la loi 840, les mouvements de soutien et d'opposition au projet de Canal sont devenus représentatifs de la polarisation présente dans la politique nicaraguayenne. Le gouvernement de Daniel Ortega et les partisans sandinistes brandissent les pancartes affichant le slogan « Que Dieu bénisse le canal » alors que l'opposition se rallie sous les slogans « Non au canal », « Dehors les Chinois » ou « Ortega vend la patrie ».



Oswaldo Rivas

Le Canal représente un enjeu majeur pour le Nicaragua et met de l'avant une vision du développement qui diffère peu du modèle traditionnel. En mettant au premier plan le développement économique, le Canal met en danger des écosystèmes fragiles et uniques qui se trouvent sur le tracé actuel proposé par le gouvernement et la firme HKND, en plus de traverser des territoires autochtones autonomes et d'exproprier des communautés vivant sur ces terres depuis des générations.

Dans ce contexte, cet article vise à aborder brièvement les impacts d'un tel projet sur les communautés qui seront directement et indirectement affectées. Même si le gouvernement de Daniel Ortega et la Commission du projet de développement du Canal du Nicaragua, ou la Commission, soutiennent que le Canal interocéanique du Nicaragua devrait doubler le Produit intérieur brut (PIB) et générer 250 000 emplois directs et indirects, les dommages causés par le projet excéderont les bénéfices socio-économiques et causeront des dommages irréversibles dans un pays où l'équilibre politique, social, économique, culturel et environnemental est fragile.

DES COMMUNAUTÉS EXCLUES

Selon la firme chinoise HKND, le tracé actuel du Canal est constamment en évaluation afin de protéger certaines zones plus sensibles, mais il en demeure que les impacts socio-environnementaux seront immenses. Selon le dernier tracé du Canal, dix communautés seront directement affectées, soit les villes de Bluefields, Nueva Guinea, San Miguelito, San Carlos, Rivas, Tola, El Castillo, Altagracia, San Jorge et San Juan del Sur. À celles-ci s'ajoutent les villes de Belen, Buenos

Aires et Moyogalpa, qui seront affectées par des projets connexes comme les zones de libre-échange et les centres touristiques prévus. Ces municipalités couvrent un total de 12 440 kilomètres carrés, soit 10% du territoire national. Au total, ce sont près de 120 000 personnes, soit plus de 24 000 familles, qui devront être expropriées, ce qui représente 32% de la population des municipalités affectées⁴.

Plusieurs conséquences directes du projet de Canal sur les communautés apparaissent évidentes et alarmantes et sont décriées par la société civile nicaraguayenne et les médias traditionnels d'opposition. D'une part, le canal traversera des communautés autochtones et de descendance africaine, dont certaines luttent pour la survie de leur identité, et risque de causer des dommages irréversibles à ces populations. D'autre part, les familles qui devront être expropriées vivent pour la majorité en milieu rural et dans un niveau de pauvreté important et leur déplacement forcé bouleversera leurs conditions de vie et brisera des liens communautaires.

Les communautés autochtones et de descendance africaine deviennent alors non seulement ignorées, par l'absence de consultation et de consensus, mais elles sont complètement et volontairement exclues, par les pouvoirs accordés à la Commission dans la loi 840.

En analysant le cas du Canal du Nicaragua, il est impossible de garder sous silence le fait que des communautés autochtones et de descendance africaine de la Côte Atlantique du Nicaragua seront directement affectées puisque 52% du tracé actuel se trouve sur ces territoires autochtones autonomes. Durant les trente dernières années, plusieurs lois ont été établies pour garantir l'autonomie régionale et le droit à la propriété communale des populations qui y vivent (Lois 28 et 445), tout en reconnaissant les autorités autochtones et de descendance africaine en leur accordant la possibilité de représenter légalement leurs communautés et territoires et de les administrer selon leurs coutumes et traditions (Loi 445). La loi 445 reconnaît d'ailleurs que « les terres communales sont inaliénables ; elles ne peuvent être données, vendues, saisies ou imposées et sont imprescriptibles. L'État reconnaît et garantit l'inaliénabilité de celles-ci »⁵.

Or, la loi 840 sur le Canal viole une série de droits acquise par les communautés autochtones et de descendance africaine pour garantir leur autonomie. Par exemple, l'article 12 de cette loi prévoit l'expropriation de quelque propriété, qu'elle soit privée ou communale, des régions autonomes ou de toute autre entité gouvernementale, qui soit nécessaire au projet. De plus, et tout aussi alarmant, l'article 5 attribue à la Commission un pouvoir de décision sur toute autre loi antérieure nécessaire à la réalisation du projet de Canal, affirmant que « tout autre consentement, acte ou omission qui serait nécessaire, ou établi par une loi antérieure, ne seront pas tenus pour le projet ou sous-projet » et que les décisions de la Commission « seront de caractère *erga omnes* et obligatoires »⁶.

Ces articles attribuent à la Commission des pouvoirs qui outrepassent la constitution et un bon nombre de lois et de normes internationales et enlèvent aux communautés autochtones et de descendance africaine le droit au consensus et à la consultation, à la propriété communale et à l'autonomie et les droits sur les ressources qui se trouvent en territoire autonome, des droits acquis par les lois antérieures. De plus, leur consentement ne devient plus nécessaire à la réalisation du projet.

Les communautés autochtones et de descendance africaine deviennent alors non seulement ignorées, par l'absence de consultation et de consensus, mais elles sont complètement et volontairement exclues, par les pouvoirs accordés à la Commission dans la loi 840. Luttant pour leur survie depuis des générations, ces communautés autochtones et de descendance africaine de la Côte Atlantique ont perdu, en l'espace de quelques mois, des droits précieusement acquis au cours des dernières décennies.

Dans ce contexte, le cas se retrouve devant la Cour interaméricaine des droits humains (CIDH) pour violations au droit à l'information, à la consultation informée et au consentement des peuples autochtones. La communauté de Bangkukuk Taik, un village isolé du peuple Rama comptant 140 habitants, est d'ailleurs prise en exemple car elle risque d'être fortement affectée, voire même éradiquée, par la construction prévue d'un port pour le Canal. Les dommages seront d'une importance capitale pour le peuple Rama et la survie de son identité puisque, présentement, Bangkukuk Taik est le seul endroit où est enseigné la langue Rama et où les habitants ont des connaissances approfondies sur



les traditions de leur peuple, notamment sur l'agriculture, la chasse et la médecine traditionnelle. Le projet de Canal prévoit que Bangkukuk Taik deviendra un port en eau profonde du côté caribéen et sera nommé Punta de Águila (la signification espagnole de Bangkukuk Taik, soit la Pointe de l'aigle)⁷.

Outre les communautés vivant sur la Côte Atlantique, des communautés entières se trouvant sur le tracé actuel du Canal seront gravement affectées. En effet, la portion Atlantique du Nicaragua a longtemps été laissée à elle-même et compte les régions les plus pauvres du pays. On estime qu'environ 7 personnes sur 10 y vivent en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté. La majorité des habitants vivent d'agriculture destinée à la subsistance, aux communautés ou encore à la production agricole nationale ou destinée à l'exportation. L'agriculture étant le premier secteur économique du Nicaragua, le Canal bouleversera des communautés dont la production agricole est nécessaire à leur propre survie et à celle de leur économie. Les déplacements forcés auront comme conséquence de briser des liens existants depuis longtemps au sein de coopératives agricoles, omniprésentes au Nicaragua, et d'organisations communautaires⁸.

Le déplacement forcé et la division de communautés signifiera également la détérioration des municipalités affectées, tant pour les peuples autochtones et de descendance africaine de la Côte Atlantique que pour les communautés se trouvant du Côté Pacifique. Bien que le gouvernement promet la création d'emplois qui bénéficieront à la population nicaraguayenne, les familles relocalisées demeurent à risque de se retrouver en situation de vulnérabilité et de pauvreté dans d'autres villes du Nicaragua ou du Costa Rica car elles ne seront pas assurées de trouver du travail sur le projet de Canal. En effet, la majorité de la population vivant en milieu rural possède un faible niveau de scolarisation et des compétences liées davantage à l'agriculture qu'ils pratiquent depuis des générations⁹. La main d'œuvre mieux rémunérée sur le projet de Canal aura donc tendance à provenir des grands centres urbains et universitaires comme Managua ou León.

UNE MOBILISATION QUI S'ORGANISE

Depuis la première pelletée de terre en décembre 2014, symbole de l'avancement du projet, la résistance s'est peu à peu organisée. À la fin de 2014, des équipes envoyées par HKND, accompagnées de policiers et des forces armées, se sont rendues dans les communautés pour mesurer et photographier les terrains, ainsi que pour faire le recensement des personnes devant être expropriées¹⁰. Ces événements ont contribué à



MANIFESTATION LE 9 SEPTEMBRE 2015 À SAN MIGUELITO

Page Facebook de Mecudra

augmenter le niveau d'anxiété et d'incertitude des populations qui possèdent peu d'informations sur ce qui adviendra.

Face à ce climat d'incertitude, et outre la présence d'organisations de la société civile devant diverses instances internationales, l'année 2015 a également vu une montée flagrante de la mobilisation sociale contre le projet et une hausse des demandes pour la dérogation de la loi 840. Des manifestations ont lieu régulièrement dans les communautés qui seront affectées et dans les grandes villes. Les manifestants s'opposent au Canal et plus spécifiquement, à la vente des concessions à des intérêts étrangers, aux dommages qui seront causés à l'environnement et aux communautés et au régime d'indemnisations pour les expropriations jugées insuffisantes.

Le 12 octobre 2015, en réponse aux mobilisations des derniers mois, le gouvernement Ortega a annoncé son intention de déroger la Loi de sécurité citoyenne, en vigueur depuis 2010, et de la remplacer par la Loi de sécurité souveraine de la République du Nicaragua. Celle-ci prévoit le renforcement des forces armées et policières et de la Direction de l'investigation pour la défense (DID) en leur attribuant de nouveaux pouvoirs. La nouvelle loi prévoit que tout élément qui « représente un danger pour la sécurité des personnes, de la vie, de la famille et de la communauté, ainsi que pour les intérêts suprêmes de la nation nicaraguayenne » peut être considéré comme un risque à la sécurité souveraine. De plus, la loi établit comme « menace à la sécurité souveraine » : l'espionnage, le sabotage, la rébellion, la trahison de la patrie et « tout acte illégal qui pose atteinte à l'existence de l'État nicaraguayen et de ses institutions »¹¹. Cette nouvelle loi permettrait une libre interprétation de ce que sont les « intérêts suprêmes » et de ce qui est considéré comme une « menace », ouvrant la voie à une éventuelle criminalisation de la protestation. Cependant, le 27 octobre, face à la controverse entourant

le nouveau projet de loi, Daniel Ortega a annoncé que celui-ci serait révisé, sans toutefois donner plus de détails sur les modifications ni la nouvelle date de présentation du projet de loi révisé¹².

Dans un pays sortant d'une guerre civile il y a de cela moins de trente ans, l'équilibre socio-politique demeure fragile. Une telle mobilisation sociale à travers le pays était plutôt rare durant les dernières années et est représentative d'un climat d'insatisfaction face au gouvernement de Daniel Ortega, souvent critiqué pour agir sans transparence ni consensus. Le mégaprojet de Canal et les lois qui sont établies pour permettre son exécution marquent toutefois une nouvelle étape dans le style de gouvernance anti-démocratique de Daniel Ortega.

CONCLUSION

Le projet du Canal du Nicaragua est-il l'approche que le Nicaragua souhaite adopter pour réduire la pauvreté, tel que le signale le gouvernement? Selon le Réseau pour la démocratie et le développement local, le Canal remplit toutes les conditions d'une approche de développement traditionnelle, c'est-à-dire une approche centrée sur la croissance économique basée sur l'investissement étranger dans les secteurs clés offrant des avantages comparatifs afin de répondre aux exigences du commerce international. Une étude réalisée par le Centre Humboldt en 2014 révèle d'ailleurs que le modèle de développement des projets de HKND contredit les principes de véritable développement humain et durable.

La concession du canal renforce une vision du développement extractif et polluant, enracinée dans la logique de concentration de la richesse en accaparant le marché, en privatisant des biens communs et en commercialisant la nature, créant

des enclaves au profit d'intérêts étrangers et affaiblissant les possibilités d'encourager des formes de développement durable et des alternatives à la dynamique de dégradation irréversible de l'environnement naturel¹³.

Il revient à l'ensemble de la population nicaraguayenne de décider du modèle de développement qu'elle souhaite, et non seulement à un seul parti politique, en tenant compte des normes internationales en termes de développement humain et durable et de respect des droits humains, des diverses opinions et des faits présentés dans les différentes études et en respectant la constitution du pays et les lois établies, surtout en ce qui a trait à l'autonomie et aux droits fondamentaux des peuples autochtones et de descendance africaine. Or, comme on peut en témoigner actuellement, le gouvernement agit dans un processus opaque qui laisse peu de place à l'analyse critique et à la consultation des différents acteurs.

En agissant avec manque de transparence, sans consensus et de manière anti-démocratique, le gouvernement risque des tensions qui pourraient survenir à tout moment. L'année 2016 en sera une d'élections présidentielles au Nicaragua et le Canal risque d'être un des enjeux électoraux principaux. Si la situation demeure inchangée et si le gouvernement n'agit pas dans une plus grande transparence, le FSLN pourrait voir sa base d'appuis populaires diminuer de façon importante dans les régions directement affectées par le Canal.

Roselyne Gagnon est titulaire d'un baccalauréat en Arts de l'Université McGill, avec concentration en études du développement international et études de l'Amérique latine et des Caraïbes. Elle est candidate à la maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal et travaille au Comité pour les droits humains en Amérique latine.

- 1 Canal de Panama (2015). Historia. <http://micanaldepanama.com/nosotros/> et Van der Post, J. (2014). « El canal interoceánico : un sueño siempre presente y nunca realizado ». Revista Envío, no. 388, en ligne : <http://www.envio.org.ni/articulo/4868>.
- 2 El Nuevo Diario (2013). « Sandino y el Canal de Nicaragua », en ligne : <http://www.elnuevodiario.com.ni/opinion/291533-sandino-canal-nicaragua/>.
- 3 El País (2013). « El Parlamento de Nicaragua aprueba la concesión del canal a un empresario chino », en ligne : http://internacional.elpais.com/internacional/2013/06/13/actualidad/1371158429_272294.html.
- 4 Traduction libre. Red por la Democracia y el Desarrollo Local (2015). « ¿Qué territorios partirá el Canal y a qué poblaciones desplazará? », Revista Envío, no. 400, en ligne : <http://www.envio.org.ni/articulo/5043>.
- 5 Traduction libre. Acosta, M. L. (2015). El impacto de la Ley del Gran Canal Interoceánico de Nicaragua sobre los pueblos indígenas y afrodescendientes de Nicaragua. Présentation de la représentante légale des peuples Rama y Kriol, Créoles de Bluefields et Miskitu de Tasbaponie devant la Cour interaméricaine des droits humains (CIDH).
- 6 Traduction libre. Assemblée nationale du Nicaragua (2013). Ley No. 840. Ley Especial para el Desarrollo de Infraestructura y Transporte Nicaragüense Atingente a El Canal, Zonas de Libre Comercio e Infraestructuras Asociadas.
- 7 Liedel, E. (2015). « The Rama Versus the Canal ». Hakai Magazine, August 27, 2015, en ligne : <http://www.hakaimagazine.com/article-long/rama-versus-canal>.
- 8 Red por la Democracia y el Desarrollo Local (2015). *Op. Cit.*
- 9 *Ibid.*
- 10 Confidencial (2014). « HKND hace censo de expropiaciones », en ligne : <http://www.confidencial.com.ni/archivos/articulo/19089/>.
- 11 La Prensa (2015). « Ortega quiere un Estado policial », en ligne : <http://www.laprensa.com.ni/2015/10/15/politica/1919182-ortega-quiere-un-estado-policial-ortega-quiere-un-estado-policial>.
- 12 La Prensa (2015). « Ortega retira de la Asamblea la Ley de Seguridad Soberana », en ligne : <http://www.laprensa.com.ni/2015/10/27/politica/1926191-ortega-retira-de-la-asamblea-la-ley-de-seguridad-soberana>.
- 13 Red por la Democracia y el Desarrollo Local (2015). *Op. Cit.*



Luis Soto, 2015

« Guatemala, tu fleuriras »

DÉVELOPPEMENTS ET DÉFIS AUTOUR DES MOBILISATIONS CONTRE LA CORRUPTION AU GUATEMALA *

PAR MARIE-DOMINIK LANGLOIS

Depuis le mois d'avril 2015, le Guatemala – pays du printemps éternel – connaît d'importantes mobilisations citoyennes comme réaction aux annonces d'enquêtes pour corruption impliquant de nombreux dirigeants politiques. Ces événements ont lieu dans un contexte de sous-financement des institutions publiques (particulièrement criant dans le domaine de la santé où les hôpitaux souffrent d'une pénurie de médicaments et du retard dans le paiement des salaires des employé.e.s), de scandales environnementaux¹, ainsi que d'un niveau aigu et généralisé de violence et de criminalité à travers le pays, et notamment dans la capitale.

SCANDALES DE CORRUPTION IMPLIQUANT DES HAUTS DIRIGEANTS DU GOUVERNEMENT

En mars, des journalistes enquêtant sur un cas de corruption impliquant le maire de Mazatenango furent trouvés criblés de balles dans un parc du département de Suchitepéquez. Peu de temps après, en avril, après avoir enquêté pendant plus de 8 mois, la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) et le Ministère public

(Procureur général) mirent au jour un réseau de corruption détournant la perception d'impôts douaniers et impliquant la participation de la vice-présidente, Roxana Baldetti, et plus directement de son secrétaire privé, Juan Carlos Monzón. À la mi-avril, lorsque la CICIG fit l'annonce de 40 cas de corruption impliquant l'Autorité fiscale, Baldetti et Monzón se trouvaient en voyage en Corée du Sud, ce qui vint mettre de l'huile sur le feu de la colère sociale. Après 5 mois de fuite face à la justice, Monzón s'est présenté au tribunal le 5 octobre.

DES MOBILISATIONS CITOYENNES HISTORIQUES

Face à ces faits préoccupants, des citoyen.ne.s organisèrent un piquetage quotidien près du Palais national pendant 2 semaines auquel participèrent une centaine de personnes. Il coïncida aussi avec un campement du Comité paysan de l'altiplano (CCDA) situé à quelques mètres. Cette séparation physique, bien que petite, mit en évidence la vieille déconnection entre les mouvements sociaux urbains et ruraux.

* Cet article est une version remaniée d'articles ayant paru dans la revue *Relations* (octobre 2015) et sur le site du Groupe de recherche sur les espaces publics et les innovations politiques.

Suite à l'escalade de nouvelles allégations de corruption, une manifestation spontanée eut lieu le 25 avril sous la bannière #RenunciaYa (#DémissionneMaintenant) à laquelle participèrent plus de 30 000 personnes au Parc central pour exiger le départ de la vice-présidente et du président, Otto Pérez Molina. Cet événement – bien représentatif du haut-le-cœur généralisé par rapport à la corruption et au contexte d'impunité entourant les politiciens guatémaltèques – réunit des secteurs de la société guatémaltèque très variés (voire même opposés), incluant des étudiant.e.s de l'Université publique San Carlos, des gens provenant de zones favorisées de la capitale, des familles de couches plus populaires et des représentant.e.s du milieu paysan. Y était aussi Ricardo Méndez Ruiz de la Fondation contre le terrorisme, reconnu pour ses positions d'extrême-droite, négationnistes du génocide et à l'encontre des organisations de défense des droits humains. Des groupes plus activistes étaient bien sûr aussi présents. Ce premier rassemblement ne donna la tribune à aucune organisation : il s'agissait plutôt de donner une voix aux citoyens et citoyennes, qui entonnèrent des bruits avec des sifflets et des cris. Nombreux furent ceux et celles qui s'armèrent de pancartes aux messages divers contre la corruption.

Bien qu'il y eut au tout début certaines rumeurs d'incitation à la violence par des groupes armés obscurs, rappelant le conflit interne armé ayant sévi au pays de 1960 à 1996, toutes les manifestations ayant eu lieu à la capitale sont demeurées pacifiques, quoique surveillées par la présence discrète mais continue des forces de l'ordre et de drones. Cependant, c'est dans les départements que la persécution de leaders de mouvements sociaux fut à la hausse, comme nous l'a mentionné l'Unité de défense des défenseurs et défenseuses du Guatemala (UDEFEGUA).

L'EXPLOSION DE L'INDIVIDUALITÉ À L'INTÉRIEUR DE L'ESPACE COLLECTIF

À partir de ces premières manifestations, d'autres suivirent sur une base régulière à chaque samedi, parfois nocturnes, parsemées d'événements ponctuels. Celle du 16 mai fut particulièrement importante, où près de 60 000 personnes se présentèrent au Parc central, en dépit de fortes averses de pluie. Il convient de préciser que la convocation aux rassemblements s'est effectuée principalement par le biais des médias sociaux et les messages – marqués de *hashtags*² – s'adaptèrent facilement aux changements amenés par l'actualité et les développements dans les travaux de la CICIG. Surtout lors des premiers rassemblements, certain.e.s chantèrent l'hymne national, d'autres organisèrent des moments de prières collectives. Des groupes musicaux offrirent des prestations de différents styles, et parfois jusqu'à tard dans la nuit, rajoutant à l'allégresse de



Luis Soto, 2015

l'indignation collective et brisant avec la peur. Par ailleurs, plusieurs manifestant.e.s décrièrent le silence de certains médias de communication et les accusèrent d'être complices avec les principaux partis politiques.

Une présence qui s'est bien démarquée parmi les manifestations fut celle de la génération post-conflit, dont plusieurs portèrent fièrement le message « Vous avez touché à la mauvaise génération »³ ou encore « ils nous ont tant volé qu'ils nous ont volé la peur ». Les mobilisations revêtirent un caractère nettement pluriel. Au-delà de la question de la corruption et de l'impunité qui ont fait l'objet d'un consensus national de rejet, plusieurs ont aussi mis de l'avant leurs propres luttes. Par exemple, des groupes exigeaient justice pour les crimes de génocide et contre les militaires, des féministes scandaient « notre corps, notre territoire »; d'autres demandaient l'approbation de la Loi sur le développement rural intégral ou encore l'annulation des permis d'exploitation minière. Le cri de ralliement contre la corruption et l'impunité et pour la démission du président a permis de rassembler des gens aux griefs variés mais partageant la même préoccupation. Aussi, le partage de l'espace a permis une certaine pénétration des messages entre les différents groupes et individus, ce qui a contribué auprès des personnes réunies contre la corruption à un éveil de conscience à d'autres luttes sociales plus locales, comme celle de La Puya contre un projet minier à proximité de la capitale.

Parmi les principaux messages globaux émanant des mobilisations citoyennes, notons le report des élections (prévues le 6 septembre), l'appel au vote nul et une méfiance envers les partis politiques actuels. Plusieurs moyens artistiques ont été mis de l'avant pour transmettre ces messages. Une campagne de « re-peinture » citoyenne a été menée dans différents endroits, remplaçant les affiches publicitaires des partis par des dessins d'arbres, de papillons ou de mains d'enfants, par exemple. Aussi, de nombreuses manifestations se sont terminées dans

la nuit par des concerts d'artistes locaux, certains de renommée nationale, afin d'inviter les plus jeunes générations à développer une conscience politique et à intégrer les manifestations anti-corruption.

D'autre part, plus de 70 organisations créèrent le 28 avril l'Assemblée sociale et populaire pour canaliser la position des secteurs paysans, autochtones, de femmes, d'étudiant.e.s, de droits humains, face au contexte de corruption. En plus d'appuyer les demandes d'enquêtes exhaustives sur les dirigeants politiques et de réforme de la Loi sur les élections et les partis politiques, l'Assemblée dénonça la criminalisation et la répression comme réponse de l'État aux demandes sociales. Dans sa deuxième déclaration, le 2 juin, l'Assemblée exigea la dépuración et la non-réélection des députés actuels et appela aussi à la création d'une assemblée nationale constituante pour édifier les bases d'une « profonde transformation du système économique, social et politique ». Par la suite, des rencontres régionales se sont tenues pour poursuivre le travail de réflexion et de positionnement politique de l'Assemblée.

TOMBENT LES TÊTES : LE GOUVERNEMENT DU PARTI PATRIOTA EN CHUTE LIBRE

Le 6 mai, malgré de très fortes réticences, le président du pays s'est vu obliger par la pression internationale – spécialement de l'ambassadeur des États-Unis – de prolonger le mandat de la CICIG pour 2 ans.

Le 8 mai, peu de temps après le début des manifestations exigeant le départ de Baldetti, le président Otto Pérez Molina annonça la démission de sa vice-présidente. Le soir même, des milliers de personnes se réunirent spontanément au Parc central pour allumer des feux d'artifice afin de célébrer cette première démission. Plus tard, des enquêtes contre la vice-présidente pour faire la lumière sur son enrichissement illicite menèrent à la confiscation de plusieurs propriétés de la famille Baldetti.

Dans les semaines ultérieures, d'autres démissions et destitutions suivirent : le ministre de l'Énergie et des Mines, Erick Archila; le ministre d'État, Mauricio López Bonilla; la ministre de l'Environnement, Michelle Martínez; le récent successeur d'Archila, Edwin Rodas; le vice-ministre de la Sécurité, Edi Juárez; ainsi que le secrétaire général à la présidence. Ces départs faisaient suite à des signalements pour corruption ou irrégularités, entre autres, par rapport au cas de la « formule magique » du lac Amatitlán. Le président lui-même démissionna le 3 septembre suite à des allégations pour corruption émises par la CICIG et le MP.

Depuis le mois d'avril, le Guatemala – le pays du printemps éternel – connaît d'importantes mobilisations citoyennes comme réaction aux annonces d'enquêtes pour corruption impliquant de nombreux dirigeants politiques.

LA STRUCTURE POLITIQUE SOUS LA LOUPE DES MANIFESTANT.E.S ET DE LA JUSTICE

En plus de rejeter en bloc la corruption et d'exiger la démission du président, le mouvement citoyen a mis de l'avant d'autres exigences, dont la mise en vigueur immédiate de la réforme de la Loi électorale et la dépuración de l'Organisme judiciaire, où de nombreux juges possèdent d'importants liens avec les partis Patriote et LIDER.

Par ailleurs, alors que le gouvernement du président se désagrégeait, les enquêtes de la CICIG et du Ministère public se poursuivaient et signalaient les manquements de députés de différents partis.

Le parti Libertad Democrática Renovada (LIDER), principal parti d'opposition étant pressenti de gagner les prochaines élections, fut la cible de critiques virulentes de la part des manifestant.e.s qui l'accusèrent de vouloir tirer profit des mobilisations lorsqu'elles étaient à leurs balbutiements. Plus tard, en juillet, la CICIG émit des signalements contre le candidat à la vice-présidence du LIDER, compromettant ainsi la candidature du parti aux élections. Le chef de ce dernier, Manuel Baldizon, entreprit une croisade contre l'institution appuyée par les Nations Unies, et surtout son directeur, le Colombien Ivan Velasquez, en convoquant une marche contre la CICIG et portant une plainte à l'Organisation des États américains. Cette réaction a été largement critiquée par la population guatémaltèque.

LA RÉFORME ÉLECTORALE : DEMANDES APPUYÉES PAR DIFFÉRENTS SECTEURS, MAIS POUR DES MOTIFS DIVERGENTS

La demande pour réformer la Loi électorale et sur les partis politiques est active depuis plus de 15 ans. Parmi les articles à réformer proposés par le Tribunal suprême électoral (TSE) au Congrès, soulevons : 1) permettre le vote à l'étranger⁴; 2) augmenter le nombre d'adhésions aux partis politiques requis à leur mise en candidature aux élections; 3) améliorer la fiscalisation et reddition de comptes des partis politiques. Le 6 août, le TSE décriait que le projet de réforme avait été largement modifié par les membres du congrès, au point d'en vider tout son sens.

LES ÉLECTIONS 2015 : DES RÉSULTATS QUI RENDENT PERPLEXE

Le résultat de ces élections fut complexe. Au premier tour des élections, c'est Jimmy Morales du Front de convergence national (FCN) qui sortit vainqueur avec 24% des votes. Le LIDER perdit le vote populaire pour arriver presque ex-aequo avec la candidate de l'Union nationale de l'espoir (UNE), Sandra Torres. Ceci constitua un important changement dans la politique guatémaltèque, voulant que le perdant des élections précédentes remporte l'élection suivante (le toca). Face à cette déconfiture Baldizon, le candidat du LIDER à la présidence, démissionna du parti le 14 septembre. Par ailleurs, il y eut réélection à 61% des députés. La répartition de la députation va comme suit : 44 Lider, 36 UNE, 18 Todos, 17 PP et uniquement 11 pour le FCN. Au deuxième tour pour choisir la présidence, c'est Jimmy Morales de FCN qui remporta le vote populaire avec 67%.

En résumé, voici la situation : le Guatemala a rejeté la vieille politique – représentée par les chefs des principaux partis (Lider, Patriote et UNE), en favorisant Jimmy Morales, un nouveau venu sur la scène politique et connu nationalement pour être comédien. En dépit de ce vote, les politiciens seront largement les mêmes. Par ailleurs, le parti de « Jimmy » fut créé par des anciens militaires, ce qui soulève de nombreux doutes sur la portée réelle de changement que le prochain gouvernement amènera.

QUESTIONNEMENTS ET DÉFIS POUR LES MOBILISATIONS CITOYENNES

La forte participation aux élections et les résultats en ayant découlé ont rendu perplexes plusieurs secteurs de la société civile et on pourrait se questionner à plusieurs niveaux sur le succès des stratégies et des discours convoyés par les mobilisations.

Il a été critiqué que les mobilisations se soient largement concentrées à la capitale (bien que quelques rassemblements aient été organisés dans certains départements du Guatemala) et que la population vivant loin du grand centre reste très majoritairement déconnectée du mouvement d'indignation et de ses préoccupations. Quelle peut donc être la portée à l'extérieur de la capitale de ce mouvement visant la transformation du pays? Les différences entre la capitale et

les départements sont-elles trop grandes pour permettre leur articulation et la construction de ponts entre les régions sociogéographiques?

Le modèle politique a été fortement mis en cause par les manifestant.e.s, de même que par de nombreuses institutions nationales et internationales. Pourtant, dans une société hautement inégalitaire comme la société guatémaltèque, qui connaît à la fois une bonne croissance économique et une pauvreté grandissante, c'est le modèle économique qui doit être critiqué et transformé. Les inégalités économiques sont le reflet des inégalités de pouvoir, lesquelles sont aussi le produit du système juridique coopté par de puissants intérêts historiques, économiques, politiques, militaires – tous confondus. Nul ne doute que l'élection de juges par la Commission de postulation fut le fruit de trafics d'influences.

Par ailleurs, le résultat des élections amène son lot de questions. Aucune candidature aux élections 2015 ne se présentait comme une véritable option à une sortie de crise. Maintenant que les élections ont eu lieu, le mouvement citoyen et l'Assemblée sociale et populaire pourront-ils réagir adéquatement et avec vigueur au nouveau gouvernement? Seront-ils en mesure de bâtir une pression sociale suffisante pour amener les transformations nécessaires à la société guatémaltèque? Jimmy Morales sera-t-il ouvert et en mesure de répondre aux aspirations citoyennes?

Dans le même ordre d'idées, est-ce que le travail de la CICIG et du MP se limitera à une cinquantaine de personnes liées aux partis politiques ou s'attaquera-t-il aussi aux acteurs corporatifs impliqués dans ces structures de corruption? Quelle sera la délimitation temporelle de leurs enquêtes? S'intéresseront-elles aussi aux députés passés ou récemment élus? Avec le nouveau gouvernement, est-ce que ces institutions auront encore le vent dans les voiles pour poursuivre leur travail contre la corruption et l'impunité au sein des structures politiques guatémaltèques?

Suivre la situation politique du Guatemala à www.paqg.org // <https://nomada.gt> // www.cmiguate.org

Marie-Dominik Langlois est candidate à la maîtrise en science politique à l'Université du Québec à Montréal, étudiante membre du Groupe de recherche sur les espaces publics et innovations politiques et anciennement coordonnatrice pendant 8 ans auprès de différentes organisations de solidarité internationale en Amérique latine.

1 Notons l'octroi en février d'un contrat de 23M\$ à une entreprise israélienne pour décontaminer le lac Amatitlán à l'aide d'une « formule magique »; ou encore en juin, la contamination de la rivière La Pasión au Petén par une compagnie de palme africaine, provoquant la mort des poissons et des impacts socio-économiques pour les communautés de pêcheurs de la région.

2 Mentionnons notamment #estoapenasempieza, #justiciaya, #reformaya.

3 « Se metieron con la generación equivocada ».

4 Les envois de fonds provenant de Guatémaltèques vivant à l'étranger représentent entre 5 et 8 milliards de dollars annuels. A titre de comparaison, le produit intérieur brut du pays en 2014 était de 58 milliards.



Il était une fois une lutte pour la vie

PAR DEYSI RIVAS ET JAIME SANCHEZ
TRADUCTION PAR AMELIA ORELLANA

Avec un territoire d'à peine 20 000 kilomètres carrés et un niveau de vulnérabilité élevé, le Salvador s'est transformé, au cours des dernières années, en un mets convoité, mais difficile à digérer, pour plusieurs entreprises transnationales minières qui prétendent extraire de son sous-sol de l'or et de l'argent.

Peu importent les chantages, les menaces, les assassinats, le marketing social, les poursuites millionnaires, la division sociale et la contamination que les entreprises utilisent, la population répond par une résistance pacifique et artistique afin de freiner les projets mortels des entreprises minières. Aveuglées par l'éclat de l'or et de l'argent, celles-ci se soucient peu de la vie de milliers d'hommes et de femmes qui vivent dans le bassin de la rivière Lempa, un des trésors les plus importants de la patrie salvadorienne.

IL ÉTAIT UNE FOIS UNE TERRE AVEC DE L'OR... IL ÉTAIT UNE FOIS UN PEUPLE COURAGEUX

Dix ans se sont écoulés depuis l'émergence de la résistance anti-minière dans le département de Cabañas, au Salvador. Un mouvement fort a réussi à freiner les entreprises minières qui, depuis les années 90, ont entamé leur phase d'exploration dans la municipalité de San Isidro, au nord de Cabañas, avec la mine El Dorado.

Vidalina Morales, présidente de l'Association de développement économique et social, de Santa Marta-ADES (*Asociación de Desarrollo Económico Social*), une des principales organisations de la résistance aux compagnies minières, raconte que la lutte est née des communautés affectées.

« Un soir, un groupe de paysannes et de paysans nous ont rendu visite, inquiets par la mise en œuvre du projet minier. Ils nous ont raconté qu'ils s'étaient rendus à l'église et à d'autres institutions gouvernementales, mais que personne ne les avait écoutés. Nous verrons si vous appuyez vraiment les communautés, nous avaient-ils dit ».

Le projet El Dorado sera, s'il est mis en œuvre, une mine souterraine. Comme la majorité des projets d'exploration et éventuellement d'exploitation minière au Salvador, il est situé dans le bassin de la rivière Lempa, la ressource hydrique la plus importante du Salvador, situé au nord du pays, dans sa région la plus pauvre.

Le projet minier El Dorado était détenu à ses débuts par Pacific Rim El Salvador (PRES), propriété de la compagnie minière canadienne Pacific Rim Mining Corporation, mais il est actuellement administré par Oceana Gold, d'origine et de capital australien.

Après avoir accompli des avancées dans l'exploration et après avoir présenté des études d'impacts environnementaux peu détaillées, qui ne répondaient pas à des questionnements de base tel que « combien y-a-t-il d'eau disponible sur le site d'exploration ? » et « quels seront les impacts à long terme sur les ressources d'eau souterraines ? », l'entreprise s'est vue interdire par l'État de poursuivre l'exécution de son projet.

Face à cette décision, l'entreprise minière a intenté une poursuite de 301 millions de dollars contre l'État au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), une situation qui a attisé encore davantage la forte résistance sociale et citoyenne.

La situation est devenue délicate pour PRES, qui a été obligée de vendre ses actions et s'est scindée en une série de structures territoriales (Fondation El Dorado et Minerales Torogoz S.A de C.V.), lesquelles tentent de vendre l'idée de l'industrie minière comme étant la solution à tous les problèmes de Cabañas et du Salvador.

ET LA TERRE S'EST TACHÉE DE SANG DE CE MÊME PEUPLE COURAGEUX

Après avoir réalisé diverses actions de conscientisation, de sensibilisation et de mobilisation sociale dans les communautés de Cabañas et après avoir réussi à situer l'enjeu de la défense de l'environnement au niveau communautaire, départemental et national, la situation est graduellement devenue plus complexe et l'entreprise a répondu avec des menaces, utilisant la division, le chantage et la cooptation des volontés politiques comme stratégies principales pour atteindre ses objectifs.

Alejandro Guevara, défenseur et dirigeant de l'Association environnementale La Maraña – AALAM (*Asociación ambiental La Maraña*), affirme que les confrontations entre leaders et travailleurs étaient assez fréquentes dans la zone avoisinant la mine El Dorado. « Un jour, ils sont arrivés dans la communauté La Maraña avec une campagne sur la santé visuelle. Celle-ci était organisée par la mairie de Sensuntepeque, à Cabañas, et FUEM, une fondation privée qui offre des services de consultation en ophtalmologie. Ils se sont alliés à l'entreprise minière afin de gagner de l'appui dans la communauté », dit Alejandro.



Ramiro Lainez

Les instances de gouvernement et d'autres structures privées de Cabañas se sont alliées à l'entreprise minière et ont tourné le dos à la population et aux organisations qui luttent contre les industries extractives. Cette situation a mené certaines organisations comme ADES Santa Marta, CESTA Amis de la Terre et l'Unité écologique salvadorienne – UNES (*Unidad Ecológica Salvadoreña*) à former, en 2005, la Table nationale contre l'industrie minière métallique (*Mesa nacional Frente a la Minería Metálica*). Cette structure s'est solidifiée et regroupe actuellement 12 organisations de différentes régions du pays qui, avec une approche clairement environnementaliste, défendent la vie.

Au fur et à mesure que la lutte pour le territoire se renforçait et que les communautés exigeaient le respect de leur droit à un environnement sain, plusieurs leaders sociaux affichaient leur opposition à la mine et se positionnaient aux côtés de la population pour l'accompagner dans ses justes luttes. Cependant, ils s'exposaient et devenaient plus vulnérables aux attaques de l'entreprise minière qui n'envisageait pas d'abandonner ses intérêts pour l'extraction d'or et d'argent

sur les terres d'El Dorado.

À cause de leur implication dans le mouvement et de l'incapacité des autorités à octroyer des mesures de protection, les personnes à la tête des mouvements de lutte sont devenues les premières victimes d'un processus dont l'éclatement était prévisible. Marcelo Rivera, Ramiro Sorto et

Dora Sorto (enceinte de 8 mois) ont été assassinés en 2009 pour avoir défendu l'environnement, la vie et la santé des générations actuelles et futures. Cette tache de sang est encore fraîche et la population continue d'exiger justice face à l'impunité déguisée en fonctionnaires et administrateurs judiciaires dans le pays.

LES BATAILLES CONTRE L'IMPUNITÉ SE GAGNENT EN S'UNISSANT

Bien que la douleur ressentie par la perte d'hommes et de femmes courageux et engagés pour la vie ait signifié la redéfinition de mécanismes de sécurité plus adéquats pour les leaders, l'engagement du mouvement environnementaliste salvadorien et d'ADES n'a jamais été remis en question, surtout en ce qui a trait à l'avancement de la défense de l'environnement et par conséquent, de la vie.

Le travail de promotion et d'éducation à travers des tournées et des campagnes au niveau communautaire, national et international, la participation à des congrès, à des marches vertes, l'accompagnement et la pression pour arriver à l'approbation d'une loi qui interdise l'industrie minière métallique sont des manifestations de la force du mouvement, mais sont également un appel constant pour obtenir justice et parvenir à mettre fin à l'impunité au Salvador.

La légitimité et le caractère nécessaire de la lutte en cours à Cabañas et au Salvador ont permis à des instances comme l'Église catholique de se prononcer fermement sur le sujet. Ainsi, en 2007, l'Église annonçait, à travers son communiqué « Prenons soin de la Maison de tous », que : « dans cette perspective de la foi, nous désirons partager avec vous notre vision pastorale sur un problème qui nous inquiète profondément : la possibilité que soit autorisée l'exploitation de mines de métaux précieux à ciel ouvert ou souterraines, plus particulièrement dans la zone nord de notre pays ».

En 2010, l'Église catholique a réaffirmé sa position et a fait un appel à « défendre la vie et le bien commun ». Dans cet appel, l'Église met l'emphase sur le fait que l'exploitation minière cause des dommages irréversibles à l'environnement et aux communautés de la région. Plusieurs municipalités mettent actuellement en place des consultations citoyennes afin de s'auto-déclarer « territoires libres d'exploitation minière ».

Même si le doute persiste, que l'impunité et ses ombres continuent de faire peur, la lutte pour la vie exige un positionnement clair de ces acteurs et actrices qui, à partir de leurs occupations quotidiennes, alimentent et exigent le respect de la souveraineté nationale.



Le Salvador fait face actuellement à une poursuite de plus de 300 millions auprès du CIRDI. Il y a toutefois une absence de mécanismes légaux qui permettraient à la population de s'assurer que des ressources comme l'eau et des droits fondamentaux tels que la vie soient considérés plus importants que des intérêts éminemment économiques et avarés comme ceux promus et défendus par Oceana Gold.

L'entreprise minière se divise en structures territoriales qui, du point de vue du marketing social et de la responsabilité sociale des entreprises, tentent de se donner une image responsable en ce qui a trait à l'environnement. Cependant, malgré le fait que les nuages de l'impunité et de l'injustice soient constamment visibles, les populations de Cabañas et du Salvador savent que le soleil viendra ensuite.

Jaime Sánchez est secrétaire de programmes à l'ADES Santa Marta. Il a participé à des projets de communication alternative et a mené des recherches sur la participation des jeunes et le développement communautaire pour la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO).

Deysi Rivas est étudiante en journalisme de l'Universidad de El Salvador et chargée du secteur des communications à l'ADES Santa Marta. Elle a également travaillé auprès de radios communautaires.

L'ADES est une organisation sociale qui fait la promotion du travail et du développement communautaire et de la revendication des droits humains.

Entre la vie et la forêt, des femmes en lutte

PAR NADJA PALOMO ET AMELIA ORELLANA

Depuis plus de 30 ans, la localité de San Isidro Aloapam, de la région de Sierra Juarez, dans l'État de Oaxaca au Mexique, est le site d'une histoire d'invasion et de saccage menée par l'industrie forestière. La petite communauté de San Isidro Aloapam mène une courageuse lutte de résistance pour défendre sa terre, sa communauté et sa vie. Au cœur de ce mouvement se trouve une femme inspirante, Yolanda Pérez Cruz, dont il sera question dans cet article. Yolanda est membre du Conseil autochtone populaire de Oaxaca « Ricardo Flores Magón » (CIPO-RFM)¹ au sein duquel elle s'est engagée pour la défense des droits humains et des droits de la Terre Mère.

L'HISTOIRE DU CONFLIT FORESTIER

San Isidro Aloapam est une petite localité zapotèque, située à environ 90 kilomètres de la ville de Oaxaca au Mexique. L'exploitation forestière a commencé en 1963, lorsque le gouvernement fédéral a attribué à l'usine de papier Tuxtepec (FAPATUX) une concession pour l'exploitation de 32 000 mètres cubes de bois par année, pour une durée de 25 ans. L'arrivée de la compagnie dans la région a soulevé, vers la fin des années 70 jusqu'aux années 80, un fort mouvement d'opposition au sein de la population de San Isidro Aloapam qui manifestèrent leur indignation face au déboisement sans mesure réalisé par l'entreprise. Suite à cela et avec l'aide des peuples « *mancomunados* »² de la Sierra Juarez, la compagnie est expulsée du territoire, grâce à un recours légal contre le renouvellement de la concession.

L'exploitation forestière a toutefois été reprise par une entreprise communale menée par San Isidro Aloapam et San Miguel Aloapam³, mais des conflits ont éclaté entre les deux communautés et l'entreprise est restée aux mains des autorités de San Miguel Aloapam. La situation s'est alors envenimée, confrontant deux visions de la forêt : d'un côté la forêt comme une ressource à exploiter et de l'autre la forêt comme un milieu de vie. « Si la forêt s'épuise, nous n'aurons plus d'eau, ni de faune. Ce sont nos grands-parents qui nous l'ont laissée et nous la laisserons à nos enfants » affirme Pablo Lopez Alavés, de la communauté San Isidro Aloapam⁴.

L'entreprise forestière communale a voulu exploiter les arbres centenaires de la forêt encore vierge de San Isidro Aloapam. La communauté a refusé catégoriquement et n'a accepté aucune négociation. Appuyée par le CIPO-RFM, la résistance pour la protection de la forêt a ainsi commencé, avec des manifestations, des blocages de routes

Le Consejo Indígena Popular de Oaxaca - Ricardo Flores Magón (CIPO-RFM) est une organisation qui a vu le jour en 1997 à Oaxaca, au Mexique, inspirée par le soulèvement zapatiste de 1994. L'organisation est le fruit de l'alliance entre des communautés autochtones et non autochtones pour faire face à la répression de ceux et celles qui luttent pour de meilleures conditions de vie, pour défendre leurs droits et protéger l'environnement. Le CIPO représente actuellement 11 communautés de la région. Leurs principaux objectifs sont de : promouvoir l'organisation libertaire des peuples et des travailleurs et travailleuses ; diffuser, promouvoir, former et défendre de façon organisée les droits humains de la population en général et plus particulièrement, des peuples autochtones, des femmes, des personnes handicapées, des enfants et des migrant.e.s ; appuyer et accompagner les communautés, les organisations et les individus qui luttent pour la reconstitution et la libre-association des peuples ; encourager le développement intégral des peuples ; revaloriser la cosmovision et les formes de coexistence, d'organisation, de travail, de production, de science et toutes les expressions culturelles de leurs communautés ; documenter, analyser et diffuser les luttes sociales locales, régionales, nationales et internationales ; défendre et promouvoir la protection des écosystèmes et des ressources naturelles ; construire des alternatives économiques communautaires à travers l'action directe afin de les convertir en contre-pouvoirs et freiner la militarisation, la répression et toute forme d'autoritarisme pour construire une société où l'autogestion, l'auto-organisation et l'appui mutuel sont la base.

et des recours légaux. Malgré cela, avec l'appui de diverses instances gouvernementales, telles que la CONAFOR, la SERMANAT, la PROFEPA⁵, les autorités de San Miguel d'allégeance priiste⁶ ont commencé la déforestation. Les actes de répression et d'intimidation envers les habitant.e.s opposé.e.s à l'exploitation forestière se sont multipliés, avec le soutien du gouvernement.

YOLANDA PÉREZ CRUZ, DÉFENSEURE DE LA VIE

Yolanda Pérez Cruz est originaire de la communauté zapotèque de San Isidro Aloapam. Elle a commencé à s'impliquer dans le conflit forestier dans les années 90, avec son conjoint Pablo Lopez Alavés – un des acteurs importants



Nadja Palomo, 2015

YOLANDA PÉREZ CRUZ À LA MANIFESTATION DU 12 OCTOBRE 2015

du mouvement de défense de la forêt – avec leurs familles ainsi que d'autres membres de sa communauté très actifs dans la défense du territoire et de la Terre Mère.

Au tout début, Yolanda ne participait pas aux assemblées puisque ce rôle était traditionnellement réservé aux hommes, mais elle était présente aux manifestations et aux blocages de routes. Cette situation a changé lorsque la communauté a rejoint le CIPO-RFM. Yolanda a ainsi commencé à prendre part aux réunions du CIPO-RFM qui encourageait la participation des femmes lors des assemblées.

En 2002, Yolanda a été témoin d'une forte répression subie par un groupe de femmes qui défendaient leur terre : deux femmes enceintes ont perdu leurs bébés et une femme est décédée. À partir de ce moment, l'engagement des femmes dans la lutte s'est renforcé. Il n'était plus uniquement question de la défense de la forêt, mais également d'exigence de justice pour les actes de répression qu'elles avaient subis en 2002.

En 2010, suite à des années de répression menée par des groupes paramilitaires payés par la compagnie forestière pour intimider et faire taire la communauté de San Isidro Aloapam, le mari de Yolanda, Pablo Lopez Alavés, a été arrêté (il est toujours détenu à ce jour), avec d'autres personnes clés du mouvement. La lutte de Yolanda Pérez Cruz a alors commencé à prendre un autre sens. Suite à cette arrestation, elle a décidé de sortir de sa communauté pour s'approcher de la ville de Oaxaca et du centre pénitencier où son conjoint est emprisonné afin de faire davantage pression sur les autorités et pour mieux lutter pour la libération de son mari et pour la défense de son territoire. Sa langue maternelle étant le zapotèque, Yolanda ne parlait alors pas encore l'espagnol et elle n'avait pas de famille hors de sa communauté, hormis les compagnons du CIPO-RFM qui l'ont aidée à s'établir dans la ville d'Etlá. Petit à petit, elle a appris l'espagnol et a fait le suivi du cas de son mari, accompagné d'avocats et du CIPO-

RFM, continuant ainsi la lutte pour la défense de la forêt et rendant visible la situation de San Isidro Aloapam auprès des organisations sociales et environnementales.

Yolanda ne se reconnaissait pas elle-même comme étant une défenseuse des droits humains, mais au fur et à mesure qu'elle s'est engagée dans la lutte pour la libération de son mari, elle a pris conscience qu'elle a toujours été impliquée depuis les premiers instants du mouvement pour la défense de leur territoire. Son rôle dans cette lutte, qui était en quelque sorte éclipsé par le leadership de son mari, est maintenant visible et met en lumière le rôle central des femmes au sein de sa communauté ainsi que d'autres communautés organisées contre des projets de « développement » extractivistes.

Pour elle, ainsi que pour plusieurs femmes se trouvant dans des situations où leur milieu de vie est menacé, la lutte pour la défense de la vie et du bien commun n'est pas un choix. C'est une urgence et une responsabilité. « La Terre Mère nous donne tout : l'eau, la nourriture, le bois, tout... il est normal de lutter pour elle, sinon, comment va-t-on faire ? Tu ne te battrais pas pour ta mère ? »⁷

LA LUTTE AUJOURD'HUI

Depuis l'arrestation de son mari, Yolanda est constamment victime d'actes d'intimidation et elle reçoit souvent des menaces de la part d'habitants de San Miguel Aloapam. Elle a également été suivie par des inconnus à plusieurs reprises en sortant de ses visites au centre pénitencier. En juin 2015, l'avocat de son mari Pablo Lopez Alavés a reçu une lettre contenant des menaces de mort. Un mois plus tard, deux des animaux de Yolanda ont été tués. Il s'agissait de la deuxième fois déjà qu'on s'attaquait ou qu'on volait ses animaux. Au cours des derniers mois, plusieurs rumeurs se sont répandues affirmant que son fils, Lucio Lopez, de retour des États-Unis, serait kidnappé et tué. Yolanda vit dans la peur de voir les menaces qu'elle et sa famille reçoivent se réaliser.

Face à ces événements, des mesures de protection ont été exigées à l'État afin d'assurer la protection physique et psychologique de Yolanda. Cependant, ces mesures sont insuffisantes et ne sont pas respectées, l'État ne semble pas prendre au sérieux sa situation. Elle est continuellement harcelée, en tant que femme, mais aussi en tant qu'autochtone militante. Sa santé physique et psychologique est fortement affectée par les menaces constantes, mais surtout par la disparition imminente de la forêt de San Isidro Aloapam, sa communauté.

Actuellement, la communauté de San Miguel Aloapam, soutenue par des groupes paramilitaires, continue l'exploitation forestière. Dû à la perte de sources de

subsistances diversifiées, elle ne pratique plus l'agriculture de subsistance, l'unique activité économique envisagée est l'exploitation de la forêt de manière intensive. Ceci a eu un impact direct sur les sources d'eau douce, considérées comme sacrées, en plus de nuire aux ressources forestières nécessaires aux usages de la vie quotidienne de la communauté de San Isidro Aloapam. La situation est maintenant plus difficile, car une partie de la forêt de San Isidro s'est épuisée. Il ne reste plus qu'une partie, encore vierge, celle que San Miguel Aloapam veut actuellement exploiter.

TERRITOIRES MEURTRIS

La communauté de San Isidro Aloapam a pu constater que les impacts de l'exploitation forestière ont touché et touchent plus particulièrement les femmes. Le premier acte de répression, en 2002, n'était qu'une des manifestations des impacts que peut avoir un projet extractif sur les femmes. Le changement dans leur environnement a des conséquences directes sur leur manière de vivre et la présence de personnes étrangères dans la communauté, liées au commerce forestier, met en péril leur sécurité et leur libre-circulation sur leur territoire.

Depuis les événements de 2002, les risques et les impacts sont en constante augmentation pour toutes les femmes de la communauté. Suite à plusieurs arrestations d'hommes de la communauté, les femmes restent seules, tout comme Yolanda. La présence des *talamontes*⁸ dans la forêt a fait en sorte que les femmes ont cessé d'y aller par peur de représailles. Aujourd'hui, même les hommes ont peur d'y aller seuls.

Le cas de San Isidro Aloapam et de Yolanda Pérez Cruz illustre bien la façon dont la protestation sociale contre les projets extractifs est criminalisée au Mexique, mais aussi dans plusieurs pays d'Amérique latine. Le modèle extractif, de plus en plus agressif, criminalise la protestation et l'opposition de façon évidente. Face aux mégaprojets de développement, des communautés entières sont déplacées car elles ne peuvent plus vivre de leurs activités économiques traditionnelles qui sont directement reliées à leur environnement. Des personnes sont portées disparues, agressées et assassinées quotidiennement. Ce modèle de développement laisse

également d'énormes impacts sociaux, détruisant le tissu social des communautés, les divisant et les tournant les uns contre les autres, comme dans le cas de San Isidro et de San Miguel Aloapam, ainsi que des nombreuses violations de droits humains, comme le droit à un environnement sain, le droit à la terre, le droit à l'autodétermination, le droit à l'opposition, le droit à l'eau, le droit à l'information, le droit au travail digne et le droit à la vie, parmi d'autres. Le climat d'impunité permet que ces violations se répètent à travers le pays, avec la complicité des forces policières, des autorités des différents niveaux de gouvernement et des compagnies qui occupent des territoires sans aucune forme de respect pour la population qui y vit⁹. Dans un contexte où 30% du territoire mexicain est sous concession minière et où de nombreuses localités font face à une recrudescence de mégaprojets de développement, l'histoire de San Isidro Aloapam en est une qui se répète partout dans le pays¹⁰.

La pression venant des États pour favoriser les investissements étrangers à travers des mégaprojets menace l'équilibre des écosystèmes et des communautés y vivant. Les luttes des femmes comme Yolanda doivent être rendues visibles, car elles représentent de véritables piliers de la résistance. Le cas de Yolanda est un symbole de la lutte de milliers de femmes qui se battent dans l'ombre contre la violation de leurs droits, l'invasion et la destruction de leur territoire.

Nadja Palomo est militante et biologiste avec une maîtrise en géographie humaine. Elle est membre et collaboratrice du CDHAL depuis 2009. Elle s'intéresse aux enjeux socio-environnementaux des projets extractifs chez les communautés rurales et autochtones et aux problématiques de violation de droits humains qui en découlent, ainsi qu'au bien-être socio-environnemental et la justice sociale en Amérique latine.

Amelia Orellana est traductrice espagnol-français et possède également une formation en études hispaniques ainsi qu'en action communautaire. Elle assume actuellement la responsabilité de l'équipe des actions urgentes et est adjointe à la coordination du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL).

1 Consejo indígena popular de Oaxaca-RFM

2 Les « Pueblos mancomunados » désignent l'union formée par plusieurs peuples de la Sierra Juarez.

3 En 1947, San Isidro Aloapam a été intégrée à l'agence municipale de San Miguel Aloapam, qui constitue un noyau administratif qui dépend de la municipalité.

4 Extrait d'une lettre écrite par Pablo Lopes Alavés

5 Commission nationale forestière (Comisión nacional forestal), Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles (Secretaría del medio ambiente y de recursos naturales), Bureau du procureur de protection de l'environnement (Procuraduría Federal de Protección al Ambiente)

6 Personnes affiliées au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir de 1928 à 2000 et de 2012 à aujourd'hui.

7 Conversation entre Yolanda Pérez et Nadja Palomo.

8 Ceux qui coupent les arbres

9 No tenemos miedo - Defensores del derecho a la tierra: atacados por enfrentarse al desarrollo desenfrenado. El observatorio para la Protección de los defensores de Derechos Humanos. Rapport annuel 2014.

10 Mining Watch et Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC). Dans l'intérêt national? Criminalisation des défenseurs des terres et de l'environnement dans les Amériques, en ligne : http://www.miningwatch.ca/sites/www.miningwatch.ca/files/inthenationalinterest_summary_20sep2015_eng.pdf



MERCI AUX PARTENAIRES FINANCIERS ET COLLABORATEURS DU CDHAL



Quisetal



CRÉONS UN CLIMAT
DE CHANGEMENT



devp.org

Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN CSN

Conseil central du Montréal métropolitain - CSN

Site Web : www.cmm-csn.qc.ca

Pour se syndiquer : 1-800-947-6177



CAMPAGNE 2016
DU CDHAL

40 ANS DE LUTTES POUR LA
DÉFENSE DES DROITS HUMAINS EN
AMÉRIQUE LATINE ET AU QUÉBEC

Demeurez informé.e.s sur
nos campagnes et activités!

www.cdhal.org





CDHAL

COMITÉ POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE
1425 BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 3E ÉTAGE, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H3G 1T7
514.257.8710 POSTE 334 - INFO@CDHAL.ORG
WWW.CDHAL.ORG